



LA SÉANCE PLÉNIÈRE ET L'ACTIVITÉ DU SÉNAT

(1^{er} octobre 2023 – 30 septembre 2024)

RAPPORT

présenté à M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT



TOME II
STATISTIQUES

SOMMAIRE

Pages

PROPOS INTRODUCTIF	5
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE.....	7
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE ANNÉE PARLEMENTAIRE 2023-2024 (1 ^{ER} OCTOBRE 2023 – 30 SEPTEMBRE 2024)	9
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2023- 2024 (1 ^{ER} OCTOBRE 2023 – 30 JUIN 2024)	13
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION DE DROIT 2023-2024 (18 JUILLET - 1 ^{ER} AOÛT 2024)	15
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE DU 1 ^{ER} JUILLET AU 30 SEPTEMBRE 2024 (HORS SESSION DE DROIT).....	17
STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT AU 30 SEPTEMBRE 2024 (347 SÉNATEURS)	19
L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2023-2024.....	25
I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT.....	27
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE.....	27
B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT	29
C. ACTIVITÉ DU SÉNAT	30
1. <i>Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques</i>	30
2. <i>Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale</i>	37
3. <i>Ordre du jour des espaces réservés</i>	41
4. <i>Ordre du jour des semaines gouvernementales</i>	44
5. <i>Ordre du jour de la session de droit</i>	63
D. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE	64
II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT	66
A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT.....	66
B. TEXTES EXAMINÉS PAR LE SÉNAT	67
1. <i>Textes déposés</i>	67
2. <i>Liste des textes examinés</i>	69
3. <i>Modalités d'examen des textes en séance publique</i>	81
4. <i>Procédures particulières d'examen</i>	84

C. MODALITÉS D'ADOPTION DÉFINITIVE DES TEXTES	85
1. Liste des textes définitivement adoptés	85
2. Répartition des textes définitivement adoptés par nature et par modalités d'adoption	89
3. Liste des 12 propositions de loi sénatoriales définitivement adoptées	91
4. Commissions mixtes paritaires	94
5. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution).....	97
D. AMENDEMENTS.....	97
1. « Braquet » d'examen des amendements sur les textes dont la première lecture a été supérieure à 10 heures	97
2. Amendements déclarés irrecevables	98
3. 11 textes ont fait l'objet du dépôt d'au moins 100 amendements	99
E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES).....	100
F. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	109
1. Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution (12 déposées, 3 examinées, 3 adoptées en 2023-2024).....	109
2. Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (aucune déposée).....	111
3. Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête (15 déposées, aucune examinée en séance).....	112
G. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	114
III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT	115
A. DÉBATS	115
1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (4)	115
2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (3)	115
3. Interventions des forces armées à l'étranger	116
4. Débats d'initiative sénatoriale (25)	116
B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE	121
1. Questions d'actualité au Gouvernement.....	121
2. Questions orales	122
3. Questions écrites	123
C. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES	124
D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE.....	128
E. MISSIONS D'INFORMATION.....	129
F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT	130
1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 36 rapports)	130
2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat (total : 64 rapports).....	134
3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 13 rapports)	141
G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES	143
1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution.....	143

2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs - Année parlementaire 2023-2024	144
---	-----

COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 65 ANS DU SÉNAT DE LA V^E RÉPUBLIQUE	145
I. NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES.....	147
II. PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DÉPOSÉS	150
III. DÉCLARATIONS D'URGENCE PUIS PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES	152
IV. NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES DÉFINITIVEMENT ET NOMBRE D'AMENDEMENTS DE SÉANCE DÉPOSÉS ET ADOPTÉS.....	155
V. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1^{ÈRE} LECTURE)	158
VI. « BRAQUET » D'EXAMEN DES AMENDEMENTS (COMPARAISON PLURIANNUELLE).....	160
VII. MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS (HORS CONVENTIONS).....	162
A. TABLEAU RÉCAPITULATIF	162
B. LES COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES RÉUSSIES.....	164
C. LES LOIS ADOPTÉES, HORS CONVENTIONS, PAR ACCORD ENTRE LES DEUX ASSEMBLÉES (SOIT PAR LE JEU DE LA NAVETTE, SOIT À LA SUITE D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE)	166
D. LE DERNIER MOT DONNÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.....	168
E. ORIGINE DES LOIS PROMULGUÉES DEPUIS 1959	171
F. TAUX DE REPRISE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES AMENDEMENTS ADOPTÉS AU SÉNAT DEPUIS 1970.....	173
G. QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT	175
H. QUESTIONS ORALES	177
I. QUESTIONS ÉCRITES.....	179
VIII. COMPARAISONS PLURIANNUELLES SUR L'ACTIVITÉ DU SÉNAT LORS DE LA SESSION ORDINAIRE	182
A. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT	182
B. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT	183
1. Textes définitivement adoptés	183
2. Statistiques relatives aux amendements en séance	185
3. Espaces réservés.....	186
4. Textes déposés et votes bloqués.....	187
C. CONTRÔLE PAR LE SÉNAT DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT	188
1. Débats	188

2. Questions discutées en séance publique	189
3. Questions écrites posées par les sénateurs et réponses.....	190
4. Résolutions européennes	190
IX. SESSIONS EXTRAORDINAIRES DEPUIS 2015-2016	191
X. LISTE DES 79 COMMISSIONS DE CONTRÔLE ET COMMISSIONS D'ENQUÊTE CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1959	192
XI. LISTE DES 99 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1969.....	202
ANNEXES - CALENDRIERS DE LA SESSION 2023-2024.....	215
I. DATES DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS	215
II. CALENDRIER DE LA SESSION 2023-2024.....	216

PROPOS INTRODUCTIF

Le présent document rassemble les statistiques établies par la direction de la Séance sur l'activité du Sénat au cours de l'année parlementaire 2023-2024 (du 1^{er} octobre 2023 au 30 septembre 2024).

Il comprend en introduction un **bilan général de l'année** (chiffres clés de la séance publique), ainsi que des statistiques relatives à la composition du Sénat.

Trois ensembles de séries statistiques présentent ensuite de façon synthétique l'activité du Sénat : son **activité générale en séance publique** (I), son **activité législative** (II), son **activité de contrôle ou de « prospective »** (III).

Enfin, une **comparaison statistique pluriannuelle** présente les 65 ans du Sénat de la V^e République.

Les calendriers des Conférences des Présidents, des séances réservées et des semaines de séance sont rappelés en fin de volume.

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
ANNÉE PARLEMENTAIRE 2023-2024
(1^{ER} OCTOBRE 2023 - 30 SEPTEMBRE 2024)

	2023-2024	2022-2023	2021-2022
Semaines de séance publique	32	36	26
- Semaines gouvernementales	17	19	10,5
<i>dont PLFSS et PLF</i>	4	4	1,5
- Semaines sénatoriales	14	14	9,5
<i>dont semaines de contrôle</i>	6,5	7,5	7,5
- Semaine de session de droit	1	-	-
- Semaine de session extraordinaire	-	3	5 1
Jours de séance publique	96	115	80
Heures de séance publique	652 h 49	848 h 00	478 h 49
dont travaux législatifs	324 h 01	367 h 29	257 h 43
dont travaux de contrôle	123 h 03	187 h 07	136 h 08
dont lois de finances	158 h 45	153 h 33	52 h 22
dont lois de financement de la sécurité sociale	43 h 06	139 h 18	31 h 12
dont travaux divers	3 h 52	0 h 31	1 h 22
Durée moyenne du jour de séance	6 h 48	7 h 22	5 h 59
Heures de séances de soir/nuit	162 h 56 25 %	210 h 25 24,8 %	97 h 05 20 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	11 sur 30 36,7 %	20 sur 48 41,7 %	91 sur 117 77,8 %
Propositions de loi déposées au Sénat	203	265	213
Amendements déposés	12 776	22 020	7 344
- En commission	2 993	3 459	1 667
- En séance	9 783	18 561	5 677
Amendements adoptés	2 987	3 648	1 816
- En commission	1 144	1 565	826
- En séance	1 843	2 083	990
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	62 %	63 %	64 %
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	95	98	82
<i>dont propositions de loi</i>	72	74	61
<i>(dont Sénat)</i>	45	52	31

	2023-2024	2022-2023	2021-2022
Textes examinés en procédure accélérée	60	53	48

	2023-2024	2022-2023	2021-2022
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	51	44	61
<i>dont propositions de loi</i>	30	29	41
<i>(dont Sénat)</i>	12	12	11
Conventions internationales adoptées définitivement	12	23	18
Total des textes adoptés définitivement	63	67	79
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	18	19	22
Adoptions texte CMP	28	22	29
Dernier mot à l'Assemblée nationale	5	3	10
Réunions CMP	33	28	42
<i>dont accords</i>	29	23	29
Délai moyen d'adoption des textes¹ (en jours)	224	179	295

Ordonnances			
Nombre d'habilitations accordées	18	16	36
Nombre d'ordonnances publiées	8	27	42
Nombre d'ordonnances ratifiées	18	36	16

Débats d'initiative sénatoriale et débat à la suite du dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	25	42	32
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	4	4	5
Débats relatifs au Conseil européen	3	3	2
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-

¹ Hors PLF, PLFR, PJJ de Règlement, PLFSS, PJJLC et conventions.

	2023-2024	2022-2023	2021-2022
Questions d'actualité au Gouvernement			
Nombre de séances	25	34	22
Nombre de questions	404	548	355
Questions orales discutées	436	588	339
Questions écrites			
Nombre de questions	4 150	5 503	6 837
Nombre de réponses	2 256	5 678	2 863
Scrutins publics	215	333	153

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
SESSION ORDINAIRE 2023-2024
(1^{ER} OCTOBRE 2023 – 30 JUIN 2024)

	2023-2024	2022-2023	2021-2022
Semaines de séance publique	31	33	21
- Semaines gouvernementales	17	19	10,5
<i>dont PLFSS et PLF</i>	4	4	1,5
- Semaines sénatoriales	14	14	9,5
<i>dont semaines de contrôle</i>	6,5	7,5	4,5
Jours de séance publique	95	106	66
Heures de séance publique	651 h 51	803 h 38	405 h 17
<i>dont travaux législatifs</i>	324 h 01	332 h 55	222 h 00
<i>dont travaux de contrôle</i>	123 h 03	180 h 39	122 h 09
<i>dont lois de finances</i>	158 h 45	151 h 46	29 h 13
<i>dont lois de financement de la sécurité sociale</i>	43 h 06	137 h 44	31 h 12
<i>dont travaux d'ordre interne</i>	2 h 55	0 h 31	0 h 41
Durée moyenne du jour de séance	6 h 51	7 h 34	6 h 08
Heures de séances de soir/nuite	162 h 56	200 h 59	76 h 34
	25,0%	25 %	19 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	11 sur 30	17 sur 38	86 sur 101
	36,67%	44,7 %	85,1 %
Propositions de loi déposées au Sénat	167	215	155
Amendements déposés	11 801	21 280	7 706
- En commission	2 018	3 449	1 404
- En séance	9 783	17 831	4 562
Amendements adoptés	2 897	3 547	5 966
- En commission	1 054	1 559	724
- En séance	1 843	1 988	852
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	95	91	77
<i>dont propositions de loi</i>	72	73	60
<i>(dont Sénat)</i>	45	52	31

	2023-2024	2022-2023	2021-2022
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	51	35	56
<i>dont propositions de loi</i>	30	25	40
<i>(dont Sénat)</i>	12	10	11
Conventions internationales adoptées définitivement	12	19	12
Total des textes adoptés définitivement	63	54	68
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	18	16	22
Adoptions texte CMP	28	16	24
Dernier mot à l'Assemblée nationale	5	3	10
Réunions CMP	33	24	36
<i>dont accords</i>	29	19	24

Débats d'initiative sénatoriale et débat à la suite du dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	25	42	32
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	4	4	2
Débats relatifs au Conseil européen	3	3	2
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-

Questions d'actualité au Gouvernement			
Nombre de séances	25	32	19
Nombre de questions	404	516	306
Questions orales discutées	436	537	315
Questions écrites publiées			
Nombre de questions	3 888	4 573	3 821
Nombre de réponses	2 222	4 457	2 635

Scrutins publics	215	321	117
-------------------------	------------	------------	------------

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
SESSION DE DROIT 2023-2024
(18 JUILLET - 1^{ER} AOÛT 2024)

	2023-2024
Semaines de séance publique	1
Jours de séance publique	1
Heures de séance publique	0 h 57
<i>dont travaux législatifs</i>	-
<i>dont travaux de contrôle</i>	-
<i>dont lois de finances</i>	-
<i>dont lois de financement de la sécurité sociale</i>	-
<i>dont travaux d'ordre interne</i>	0 h 57 ¹
Heures de séances de soir/nuit	-
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	0 sur 2 0 %
Propositions de loi déposées au Sénat	8
Amendements déposés	-
- En commission	-
- En séance	-
Amendements adoptés	-
- En commission	-
- En séance	-
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	-
dont propositions de loi	-
dont Sénat	-

¹ Expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024.

	2023-2024
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	-
<i>dont propositions de loi</i>	-
<i>dont Sénat</i>	-
Conventions internationales adoptées définitivement	-
Total des textes adoptés définitivement	-
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)	
Adoption par la navette	-
Adoption texte CMP	-
Dernier mot à l'Assemblée nationale	-
Réunions CMP	-
Accords	-

Débats d'initiative sénatoriale et débat à la suite du dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	-
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	-
Débats relatifs au Conseil européen	-
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-

Questions d'actualité au Gouvernement	
Nombre de séances	-
Nombre de questions	-
Questions orales discutées	-
Questions écrites publiées	
Nombre de questions	82
Nombre de réponses	11

Scrutins publics	-
-------------------------	---

**LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
DU 1^{ER} JUILLET AU 30 SEPTEMBRE 2024
(HORS SESSION DE DROIT)**

	2023-2024	2022-2023	2021-2022
Semaines de séance publique	-	3	5
Jours de séance publique	-	9	14
Heures de séance publique	-	44 h 22	73 h 31
<i>dont travaux législatifs</i>	-	34 h 33	35 h 42
<i>dont travaux de contrôle</i>	-	6 h 28	13 h 59
<i>dont lois de finances</i>	-	1 h 47	23 h 09
<i>dont lois de financement de la sécurité sociale</i>	-	1 h 34	-
<i>dont travaux d'ordre interne</i>	-	-	0 h 40
Durée moyenne du jour de séance	-	4 h 55	5 h 15
Heures de séances de soir/nuit	-	9 h 26 21,3 %	20 h 31 27,9 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	-	3 sur 9 26 %	5 sur 16 31,3 %
Propositions de loi déposées au Sénat	28	50	58
Amendements déposés	-	740	1 378
- En commission	-	10	263
- En séance	-	730	1 115
Amendements adoptés	-	101	240
- En commission	-	6	102
- En séance	-	95	138
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	-	12	5
dont propositions de loi	-	3	1
dont Sénat	-	2 ¹	-

¹ L'examen de la proposition de loi visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique et l'examen de la proposition de loi visant à renforcer l'accompagnement des élus locaux dans la mise en œuvre de la lutte contre l'artificialisation des sols ont commencé au cours de la session ordinaire ; les conclusions des CMP ont elles été adoptées lors de la session extraordinaire. Ces textes sont donc comptés pour chacune des sessions mais ne sont comptabilisés qu'une seule fois dans le nombre de textes examinés au cours de la session.

	2023-2024	2022-2023	2021-2022
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	-	9	5
<i>dont propositions de loi</i>	-	4	1
<i>dont Sénat</i>	-	2	-
Conventions internationales adoptées définitivement	-	4	6
Total des textes adoptés définitivement	-	13	11
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)	-		
Adoption par la navette	-	3	-
Adoption texte CMP	-	6	5
Dernier mot à l'Assemblée nationale	-	-	-
Réunions CMP	-	4	6
Accords	-	4	5

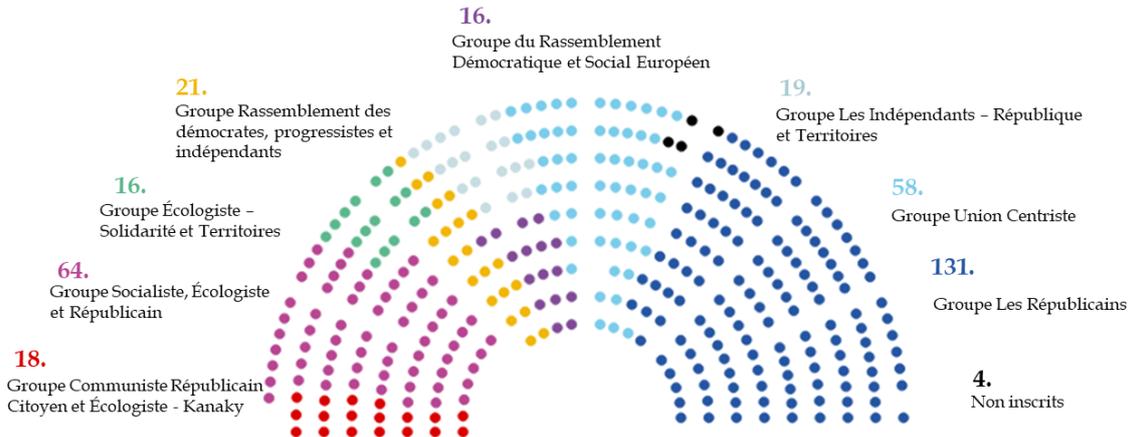
Débats d'initiative sénatoriale et débat à la suite du dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	-	-	-
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	-	-	3
Débats relatifs au Conseil européen	-	-	-
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-

Questions d'actualité au Gouvernement			
Nombre de séances	-	2	3
Nombre de questions	-	32	49
Questions orales discutées	-	51	24
Questions écrites publiées			
Nombre de questions	180	930	3 016
Nombre de réponses	23	1 221	228

Scrutins publics	-	12	36
-------------------------	---	----	----

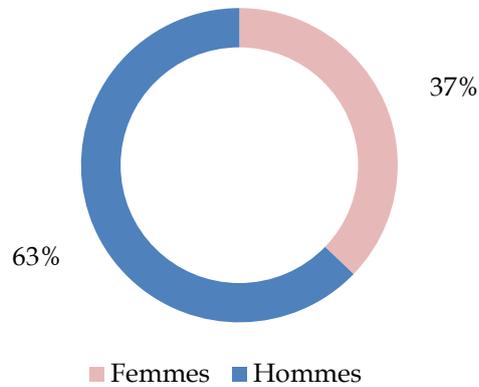
STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT AU 30 SEPTEMBRE 2024 (347 SÉNATEURS)

Effectifs des groupes

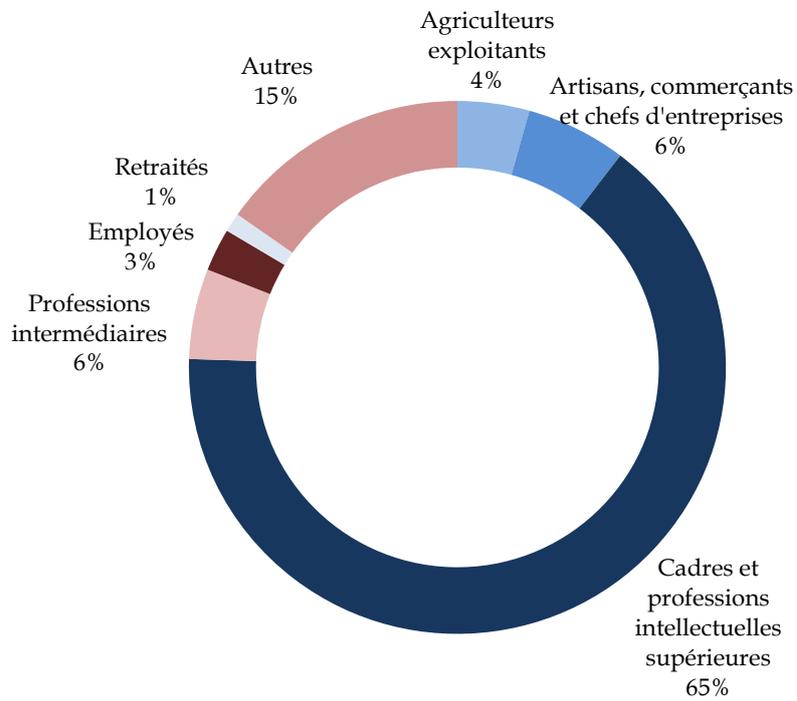


Le siège de Saint-Pierre-et-Miquelon est vacant

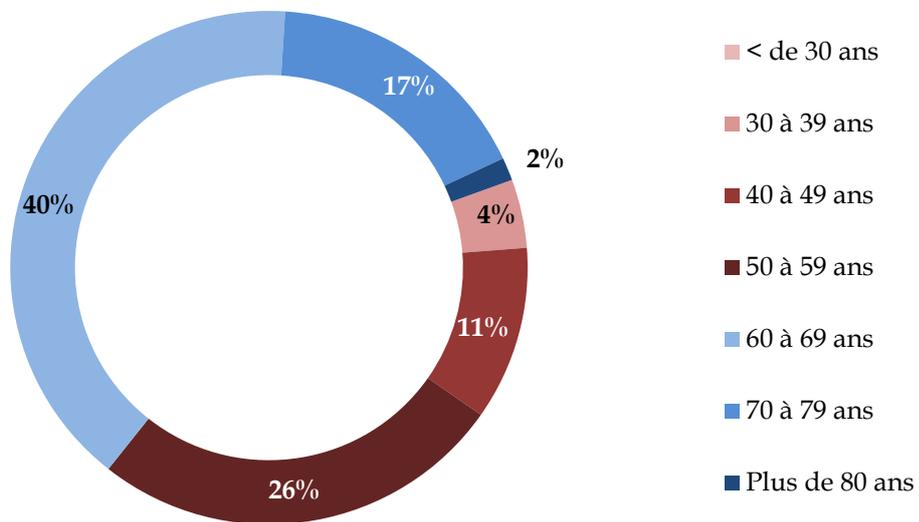
Répartition des sénateurs par sexe



Répartition des sénateurs par professions et catégories socioprofessionnelles



Les sénateurs par tranche d'âge Moyenne d'âge : 60 ans et 3 mois



**Missions temporaires des sénateurs
lors de l'année parlementaire 2023-2024**

(5 missions)

Nom des parlementaires	Intitulé de la mission	Ministre auprès duquel s'exerce la mission	Date du décret de nomination	Fin de la mission
M. Jean-Luc FICHET	Amélioration de la prise en compte des savoirs et expériences des personnes en situation de pauvreté et de précarité pour transformer les services publics	Mme Aurore BERGÉ, ministre des solidarités et des familles et M. Stanislas GUERINI, ministre de la transformation et de la fonction publiques <i>Puis, à partir du 25 janvier 2024 (changement de Gouvernement), Mme Catherine VAUTRIN, ministre du travail, de la santé et des solidarités</i>	03.01.2024	02.07.2024
M. Xavier IACOVELLI	Soutien aux familles monoparentales	Mme Catherine VAUTRIN, ministre du travail, de la santé et des solidarités et Mme Sarah EL HAÏRY, ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités, de la ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et du garde des sceaux, ministre de la justice, chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles	06.03.2024	07.08.2024
Mme Frédérique ESPAGNAC	Mobilité culturelle dans les territoires ruraux	Mme Rachida DATI, ministre de la culture	14.03.2024	14.09.2024
Mme Véronique GUILLOTIN	Soumission chimique comme forme de violence faite aux femmes	Mme Aurore BERGÉ, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations	08.04.2024	05.07.2024

<p>M. Daniel FARGEOT</p>	<p>Amélioration de l'application des normes de production agricole de l'Union européenne aux produits importés</p>	<p>M. Bruno LE MAIRE, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, M. Marc FESNEAU, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, M. Stéphane SÉJOURNÉ, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, et M. Franck RIESTER, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur, de l'attractivité, de la francophonie et des français de l'étranger</p>	<p>07.06.2024</p>	<p><i>en cours au 30.09.2024</i></p>
--------------------------	--	---	-------------------	--------------------------------------

Évolution des effectifs des groupes politiques au cours de la session 2023-2024

Date	Groupes politiques																NI	Sièges vacants
	Les Républicains			SER		UC			RDPI		CRCE-K	Les Indépendants	GEST	RDSE				
	Mbres	App.	Ratt.	Mbres	Mbres	App.	Ratt.	Mbres	App.	Mbres	Mbres	Mbres	Mbres	Mbres	Ratt.			
03.10.23	99	21	13	64	50	4	2	20	2	18	18	17	16	-	4	-		
14.11. 23	100	20	13	64	50	4	2	20	2	18	18	17	16	-	4	-		
14.12. 23	100	20	13	64	50	4	2	20	2	18	18	16	16	-	5	-		
01.01.24	99	20	13	64	50	4	2	20	2	18	18	16	16	-	5	1		
11.03. 24	99	20	13	64	50	4	3	20	2	18	18	16	16	-	4	1		
18.03. 24	99	20	13	64	50	4	3	20	2	18	18	16	16	-	5	-		
20.03. 24	99	21	13	64	50	4	3	20	2	18	18	16	16	-	4	-		
21.03. 24	99	21	13	64	50	4	3	20	2	18	18	16	15	-	5	-		
02.04. 24	99	21	13	64	50	4	3	20	2	18	18	16	16	-	4	-		
23.07. 24	99	20	13	64	50	4	3	20	2	18	19	16	16	-	4	-		
17.08. 24	99	20	12	64	50	4	3	20	2	18	19	16	16	-	5	-		
11.09. 24	99	20	12	64	50	4	3	20	2	18	19	16	16	1	4	-		
14.09. 24	99	20	12	64	50	4	3	20	2	18	19	16	15	1	4	1		
23.09. 24	99	20	12	64	51	4	3	19	2	18	19	16	15	1	4	1		
30.09. 24	99	20	12	64	51	4	3	19	2	18	19	16	15	1	4	1		

L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2023-2024

L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2023-2024

I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

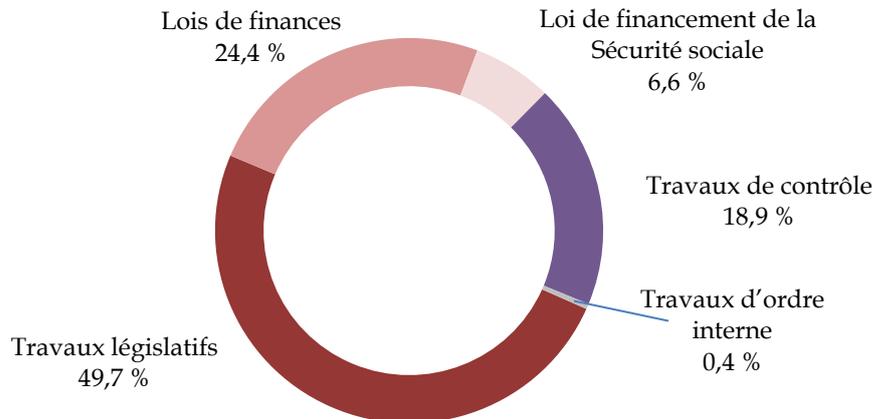
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE

SESSIONS		Session ordinaire	Session de droit	Session extra-ordinaire	TOTAL
SÉANCE	Semaines	31	1		32
	Jours	95	1		96
TRAVAUX LÉGISLATIFS (hors textes financiers)	Sem. Gouv.	210 h 08			210 h 08
	Sem. Sénat	113 h 52	-		113 h 52
	Sous-total	324 h 01			324 h 01
LOIS DE FINANCES	LF initiale (toutes lectures)	153 h 51			153 h 51
	Autres LF	4 h 53			4 h 53
	Sous-total	158 h 45			158 h 45
LOIS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	LFSS initiale	43 h 06			43 h 06
	Autres LFSS	0 h 00	-		0 h 00
	Sous-total	43 h 06			43 h 06
TRAVAUX DE CONTRÔLE	QO	31 h 29	-	-	31 h 29
	QAG	32 h 45	-		32 h 45
	Débats d'initiative sénatoriale	36 h 36	-		36 h 36
	Débats européens	6 h 08	-		6 h 08
	Déclarations et messages	10 h 10	-		10 h 10
	PPR 34-1	4 h 11	-		4 h 11
	PPRE	0 h 00	-		0 h 00
	Divers contrôle ¹	1 h 43	-		1 h 43
	Sous-total	123 h 03			123 h 03

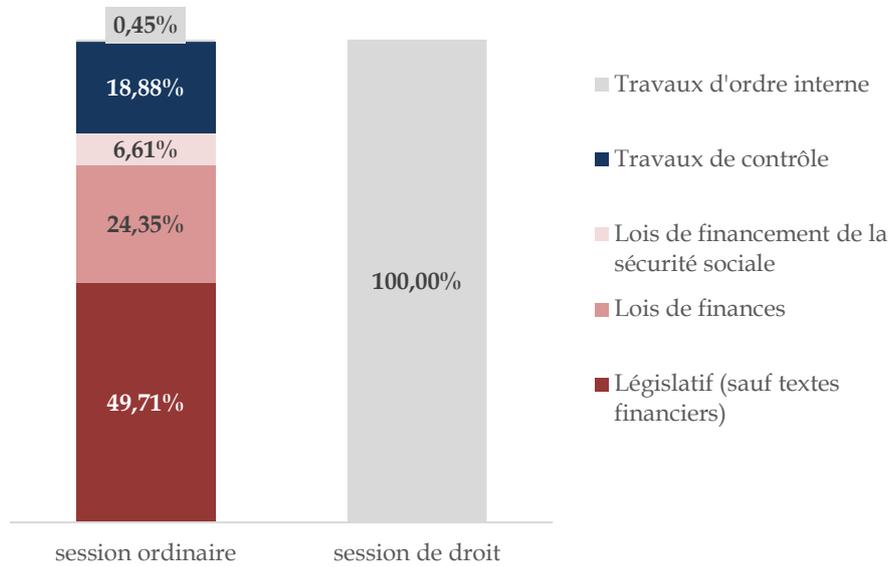
¹ À compter de la session 2023-2024, le débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes n'est pas comptabilisé en débat d'initiative mais en « divers contrôle »

SESSIONS		Session ordinaire	Session de droit	Session extra-ordinaire	TOTAL
TRAVAUX D'ORDRE INTERNE	PPR modifiant le Règlement du Sénat	0 h 44	-		0 h 44
	Autres travaux d'ordre interne	2 h 10	0 h 57		3 h 08
	Sous-total	2 h 55	0 h 57		3 h 52
TOTAL GÉNÉRAL		651 h 51	0 h 57		652 h 49

**Répartition des heures de séance par nature des travaux
Année parlementaire 2023-2024**



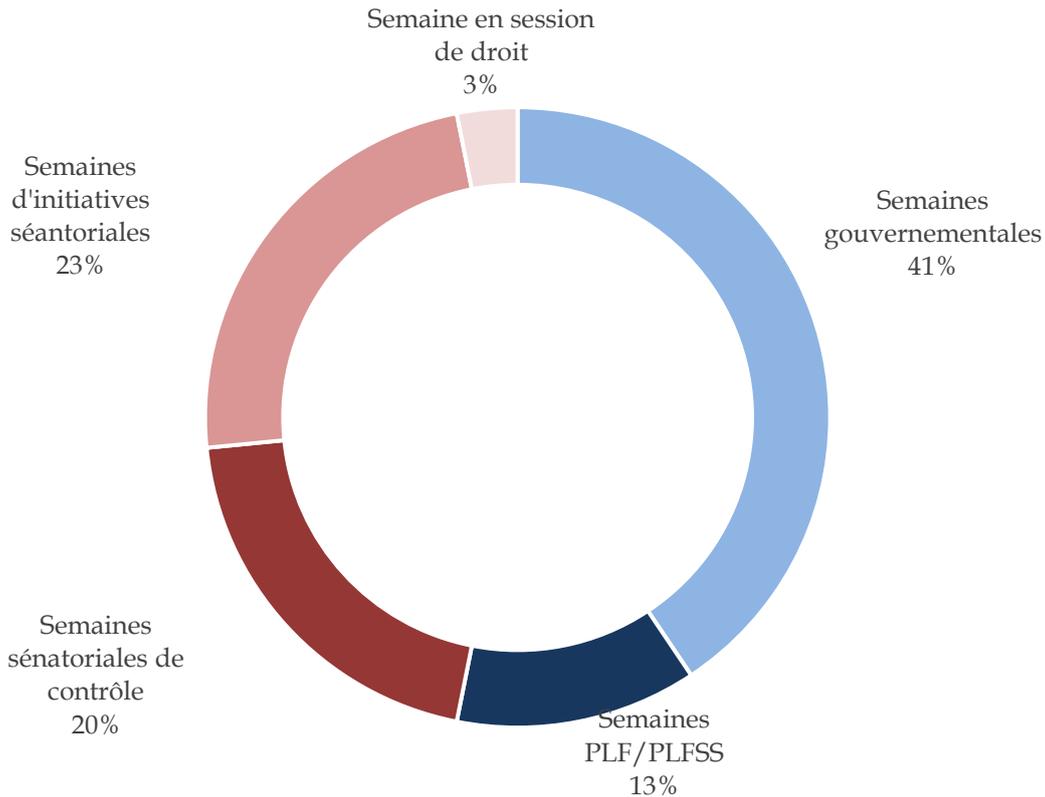
Répartition des heures de séance par nature des travaux au cours de la session ordinaire et de la session de droit



B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT

Partage des semaines d'ordre du jour Gouvernement/Sénat

Semaines de séance publique	2023-2024	2022-2023
Semaines de séance en session ordinaire	31	33
Semaines gouvernementales	17	19
• dont semaines du Gouvernement	13	15
• dont semaines PLF et PLFSS	4	4
Semaines sénatoriales	14	14
• dont semaines sénatoriales de contrôle	6,5	7,5
• dont semaines d'initiative sénatoriale	7,5	6,5
Autre semaine	0	0
Semaines de séance en session de droit	1	0
Semaines de séance en session extraordinaire	0	3
Total	32	36



C. ACTIVITÉ DU SÉNAT

1. Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques¹

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Première semaine de contrôle					
10.10.23	Débat d'initiative	sur l'accession à la propriété	Groupe Les Républicains	1 h 34	-
10.10.23	PPL S	visant à renforcer le rôle des maires dans l'attribution des logements sociaux	Groupe Les Républicains	2 h 58	Adoption
10.10.23	PPL S	renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (procédure accélérée)	Commission des Lois	3 h 06	Adoption
11.10.23	Travaux divers	Hommage aux Israéliens victimes d'actes terroristes et hommage à Victoire Jasmin	Président du Sénat	0 h 12	-

¹ Hors espaces réservés.

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
11.10.23	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 23	-
11.10.23	PJL	d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 36	Adoption définitive
11.10.23	PJLO	relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 36	Adoption définitive
11.10.23	PJL	relatif à l'industrie verte (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 57	Adoption définitive
11.10.23	Débat d'initiative	relatif à l'augmentation de la taxe foncière	Groupe CRCE-K	1 h 27	-
11.10.23	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 octobre 2023	Conférence des Présidents	2 h 16	-
12.10.23	Questions	orales	Gouvernement	1 h 59	-
Deuxième semaine de contrôle <i>(semaine partagée Contrôle et PLF, seuls figurent ci-dessous les points inscrits à l'ordre du jour en semaine de contrôle)</i>					
20.11.23	PJL Financier	de finances de fin de gestion pour 2023	Gouvernement	3 h 59	Adoption
21.11.23	PLFSS	de financement de la sécurité sociale pour 2024 <i>Explications de vote et scrutin solennel</i>	Conférence des Présidents	1 h 08	Adoption
21.11.23	Débat d'initiative	sur la « Déclinaison territoriale de la planification écologique : Quel rôle et quels moyens pour les collectivités locales ? Quel accompagnement du citoyen ? »	Groupe SER	1 h 39	-
21.11.23	Débat d'initiative	sur le rapport sur la situation des finances publiques locales remis en application de l'article 52 de la loi organique relative aux lois de finances	Commission des Finances	1 h 28	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
21.11.23	Débat 50-1	déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, sur les partenariats renouvelés entre la France et les pays africains	Gouvernement	1 h 54	-
22.11.23	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
22.11.23	PJL Financier	de finances de fin de gestion pour 2023 <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 53	Adoption définitive
Troisième semaine de contrôle					
16.01.24	PPR 34-1	relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur	Groupe Les Républicains	1 h 27	Adoption
16.01.24	Débat d'initiative	sur le thème : « Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme ? »	Groupe Les Républicains	1 h 32	-
16.01.24	Débat d'initiative	sur la réforme du marché de l'électricité	Groupe Les Républicains	1 h 24	-
17.01.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 25	-
17.01.24	PPR 34-1	visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie	Groupe Les Républicains	1 h 29	Adoption
17.01.24	PPR 34-1	invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale	Groupe RDSE	1 h 13	Adoption
17.01.24	Débat d'initiative	portant sur les violences associées au football, dans et hors des stades	Groupe UC	1 h 31	-
18.01.24	Questions	orales	Gouvernement	1 h 55	-
18.01.24	Débat d'initiative	sur la mise en application de la loi du 21 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de	Groupe CRCE-K	1 h 31	-

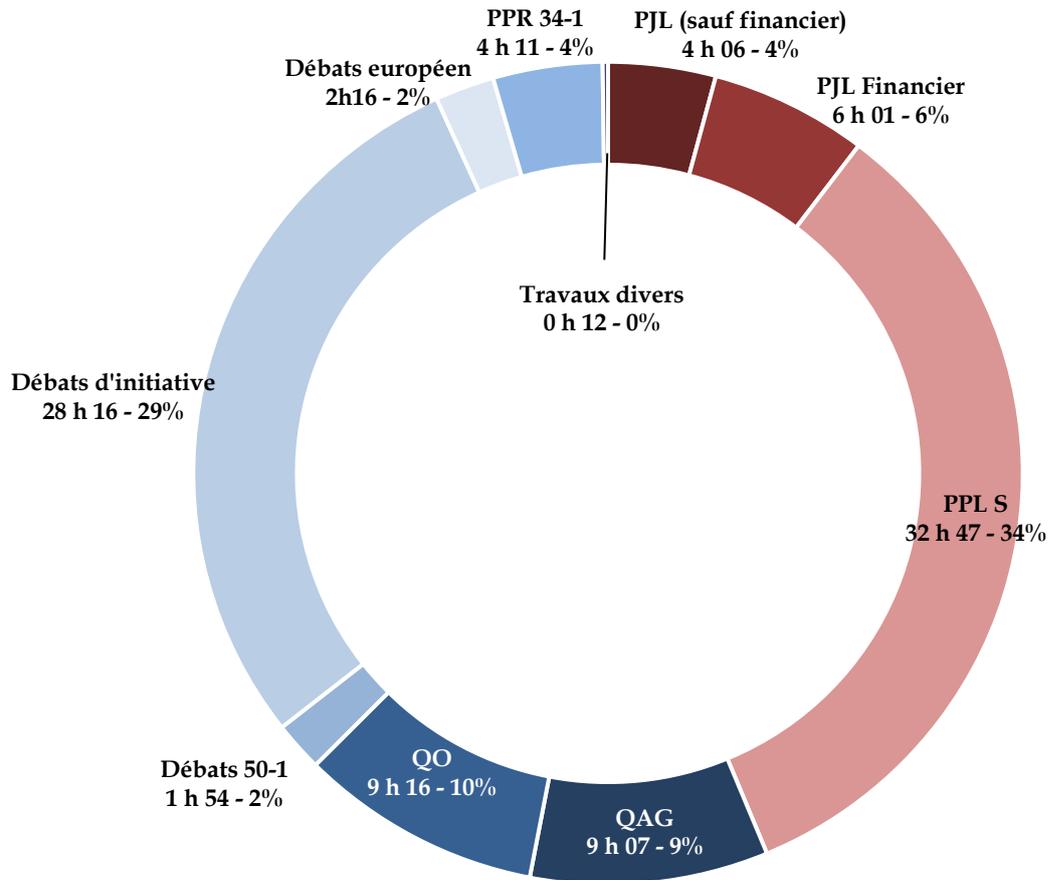
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
		lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux			
Quatrième semaine de contrôle¹					
05.03.24	Débat d'initiative	sur les finances des départements	Groupe Les Républicains	1 h 33	-
05.03.24	Débat d'initiative	sur le thème : « JO 2024 : la France est-elle prête ? »	Groupe Les Républicains	1 h 39	-
05.03.24	PPL S	relative au financement des entreprises de la base industrielle et technologique de défense française	Groupe Les Républicains	2 h 35	Adoption
05.03.24	PPL S	portant création d'un statut de l'élu local	Commission Lois et Délégation aux collectivités territoriales	11 h 58	Adoption
06.03.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
06.03.24	Débat d'initiative	sur le thème : « Équité et transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur »	Groupe CRCE-K	1 h 48	-
06.03.24	Débat d'initiative	sur le thème : « Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ? »	Groupe SER	1 h 38	-
07.03.24	Questions	orales	Gouvernement	2 h 01	-
Cinquième semaine de contrôle					
09.04.24	Questions	orales	Gouvernement	3 h 21	-
09.04.24	PPL S	visant à concilier la continuité du service	Groupe UC	4 h 05	Adoption

¹ Au cours de cette semaine, le Parlement réuni en Congrès a adopté définitivement le projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse (séance du 4 mars 2024).

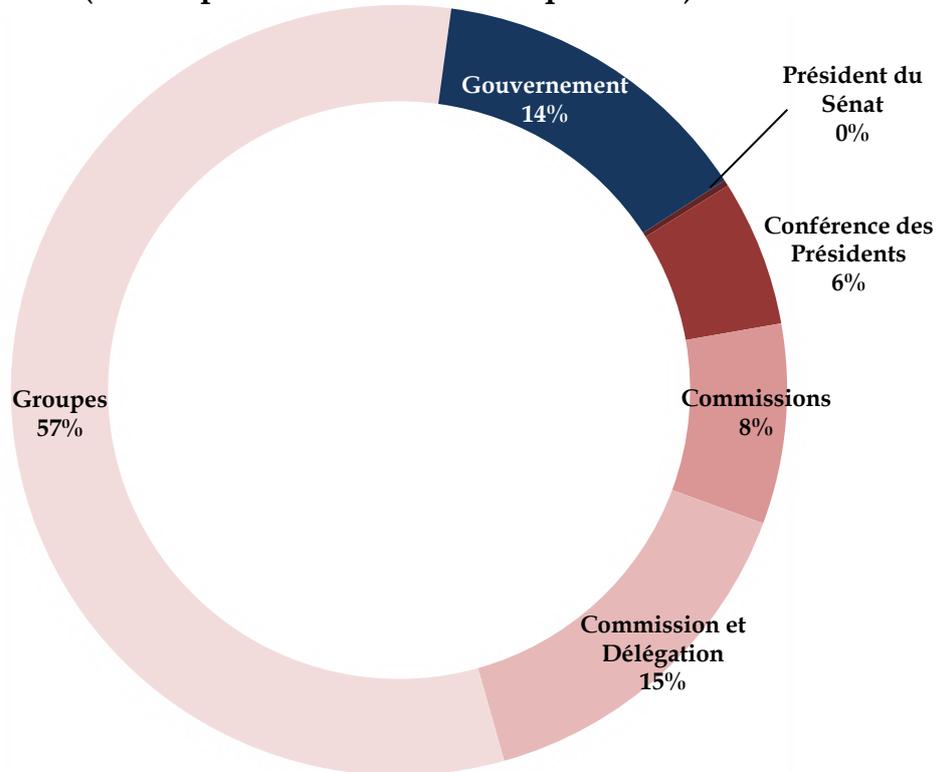
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
		public de transports avec l'exercice du droit de grève			
09.04.24	Débat d'initiative	sur la fermeture des classes et la mise en place de la carte scolaire dans les départements	Groupe Les Républicains	1 h 34	-
09.04.24	PPL S	visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété	Groupe Les Républicains	1 h 22	Adoption
09.04.24	PJL	relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 30	Adoption définitive
09.04.24	PJLO	organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 30	Adoption définitive
09.04.24	PJL	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 54	Adoption
10.04.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
10.04.24	Débat d'initiative	sur le thème : « Haut-commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020 ? »	Groupe EST	1 h 22	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Sixième semaine de contrôle					
30.04.24	Débat d'initiative	sur le programme de stabilité et l'orientation des finances publiques	Commission Finances	2 h 06	-
30.04.24	Débat d'initiative	sur le thème : « Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ? »	Groupe Les Républicains	1 h 20	-
30.04.24	Travaux internes	Proposition de création d'une commission spéciale en vue de l'examen du projet de loi de simplification de la vie économique	Conférence des Présidents	< 1 minute	Adoption
30.04.24	Travaux internes	Désignation des trente-sept membres de la commission spéciale sur le projet de loi de simplification de la vie économique	Conférence des Présidents	< 1 minute	-
30.04.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 15	-
Septième semaine de contrôle					
28.05.24	Débat d'initiative	sur le bilan de l'application des lois	Conférence des Présidents	1 h 28	-
28.05.24	PPL S	encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques <i>Deuxième lecture</i>	Groupe Les Républicains et groupe CRCE-K	2 h 53	Adoption à l'unanimité
28.05.24	PPL S	visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre	Groupe Les Républicains	3 h 46	Adoption
29.05.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-

Répartition du temps de séance en semaine de contrôle selon la nature des sujets (hors espaces réservés)



**Répartition des heures de séance par auteur
de la demande d'inscription
(hors espaces réservés et hors questions)**



2. Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale¹

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Première semaine d'initiative sénatoriale					
02.10.23	Renouvellement des instances	élection du Président du Sénat	Conférence des Présidents	1 h 17	-
04.10.23	Renouvellement des instances	désignation et proclamation du Bureau	Conférence des Présidents	0 h 13	-
04.10.23	Renouvellement des instances	annonce de la publication des listes des candidats aux sept commissions permanentes et à la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	Conférence des Présidents	0 h 02	-

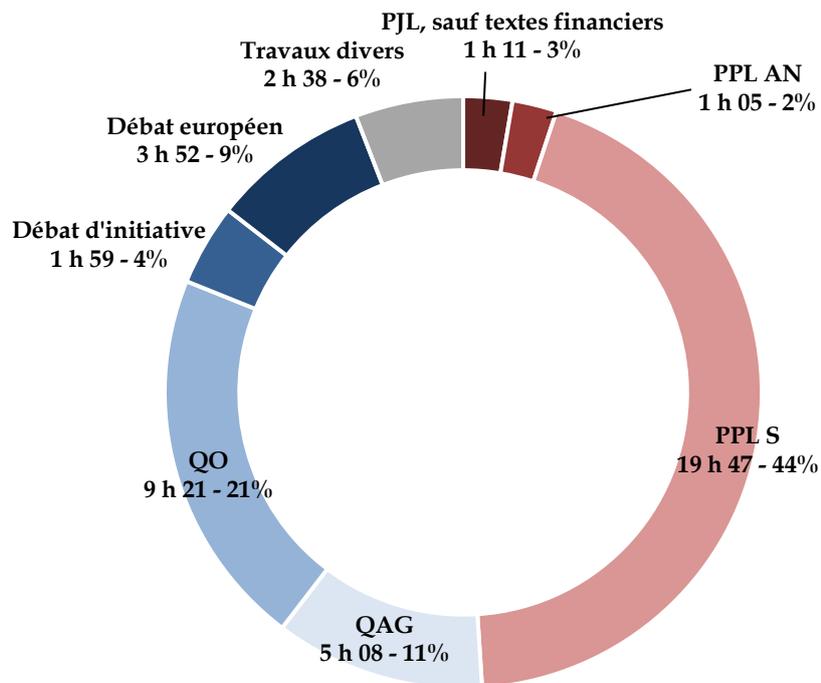
¹ Hors espaces réservés.

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
05.10.23	Renouvellement des instances	annonce de la publication des listes des candidats aux sept commissions permanentes et à la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	Conférence des Présidents	0 h 02	-
Deuxième semaine d'initiative sénatoriale					
30.10.23	PPL S	visant à interdire l'usage de l'écriture inclusive	Groupe LR	2 h 26	Adoption
31.10.23	Questions	orales	Gouvernement	3 h 01	-
Troisième semaine d'initiative sénatoriale <i>(semaine partagée PLF et Initiative, seuls figurent ci-dessous les points inscrits à l'ordre du jour en semaine d'initiative)</i>					
12.12.23	PPR modifiant le Règlement du Sénat	afin de compléter l'intitulé de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication	Commission Culture	0 h 44	Adoption définitive
13.12.23	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 15	-
13.12.23	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2023	Conférence des Présidents	1 h 46	-
Quatrième semaine d'initiative sénatoriale					
23.01.24	PPL S	instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste <i>(explications de vote et vote solennel la semaine suivante)</i>	Groupe LR	3 h 27	<i>Adoption en semaine gouvernementale</i>
23.01.24	PPL S	visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien	Groupe LR	1 h 42	Adoption
24.01.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 17	-
25.01.24	PPL S	tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales	Groupe UC	0 h 55	Adoption
Cinquième semaine d'initiative sénatoriale					
13.02.24	Travaux divers	Hommage à Robert Badinter	Président du Sénat	0 h 15	-

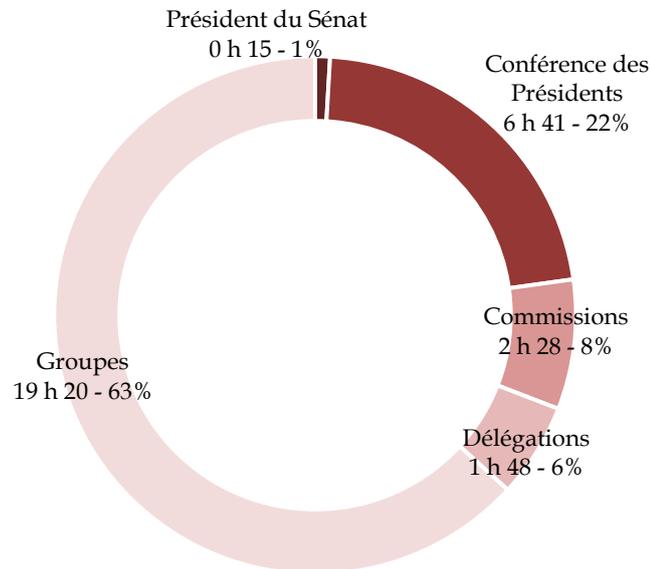
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
13.02.24	PJL	relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel</i>	Conférence des Présidents	0 h 35	Adoption
13.02.24	PJLO	organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel</i>	Conférence des Présidents	0 h 35	Adoption
13.02.24	Débat d'initiative	sur l'avenir de notre modèle agricole	Groupe LR	1 h 59	-
13.02.24	PPL S	relative au renforcement de la sûreté dans les transports (procédure accélérée)	Groupe LR	4 h 23	Adoption
14.02.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 17	-
14.02.24	PPL S	visant à conforter la filière cinématographique en France	Commissions Culture	1 h 44	Adoption
Sixième semaine d'initiative sénatoriale					
19.03.24	Questions	orales	Gouvernement	3 h 09	-
19.03.24	PPL S	visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non salariés des professions agricoles	Groupe LR	2 h 03	Adoption
19.03.24	PPL AN	visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics	Groupe LR	1 h 05	Adoption définitive
19.03.24	PPL S	rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » <i>(explications de vote et vote solennel la semaine suivante)</i>	Délégation aux entreprises	1 h 48	<i>Adoption en semaine gouvernementale</i>
19.03.24	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 21 et 22 mars 2024	Conférence des Présidents	2 h 05	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
20.03.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 19	-
Septième semaine d'initiative sénatoriale					
07.05.24	Questions	orales	Gouvernement	3 h 11	-
07.05.24	PPL S	conférant un statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie	Groupe LR	1 h 16	Adoption
Huitième semaine d'initiative sénatoriale					
10.06.24	Conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale	communication de M. le Président de la République	Président du Sénat	0 h 01	-
10.06.24	Conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale	ajournement des travaux	Conférence des Présidents	0 h 02	-

Répartition du temps de séance en semaine d'initiative selon la nature des sujets (hors espaces réservés)



**Répartition des heures de séance en semaine d'initiative
par auteur de la demande d'inscription
(hors espaces réservés et hors questions)**



3. Ordre du jour des espaces réservés

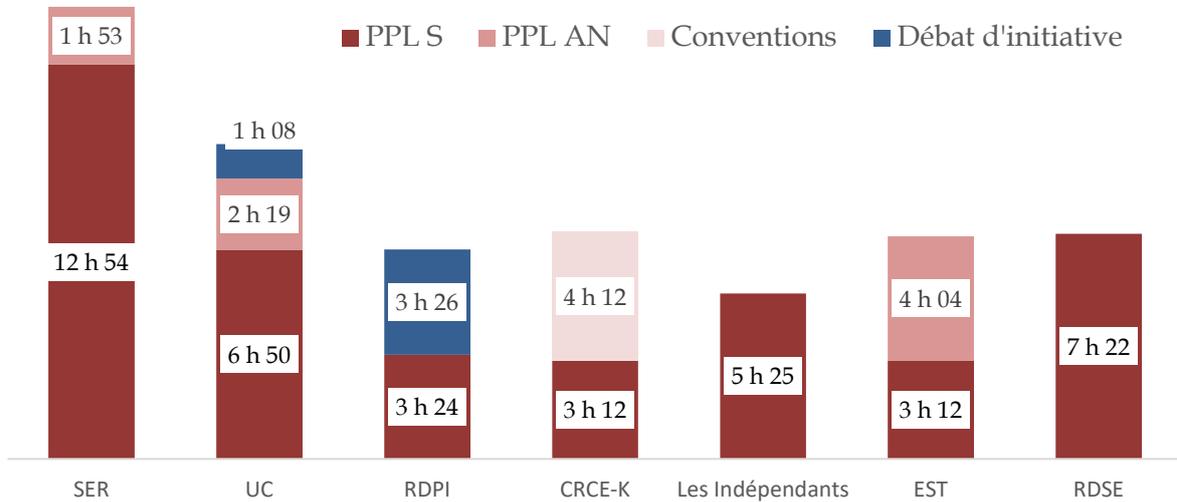
Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort
30.10.23	Les Indépendants	PPL S	visant à associer les épargnants à la transmission des exploitations agricoles françaises	1 h 49	Adoption
31.10.23	CRCE-K	PPL S	portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives	1 h 35	Rejet
		PPL S	constitutionnelle visant à abroger l'article 40 de la Constitution	1 h 36	Rejet
22.11.23	SER	PPL S	portant réparation des personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982	1 h 56	Adoption
		PPL S	constitutionnelle visant à faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée	1 h 36	Rejet
23.11.23	RDSE	PPL S	tendant à renforcer la culture citoyenne	1 h 59	Adoption
		PPL S	visant à aménager la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés	1 h 24	Adoption

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort
13.12.23	EST	PPL S	visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires	1 h 46	Adoption
		PPL S	visant à lutter contre la précarité de la jeunesse par l'instauration d'une allocation autonomie universelle d'études	1 h 26	Rejet
14.12.23	RDPI	PPL S	tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments scolaires (procédure accélérée)	1 h 23	Adoption
		Débat d'initiative	« Comment le Gouvernement compte-t-il appliquer au plus vite les mesures du Comité Interministériel des Outre-mer ? »	1 h 38	-
14.12.23	UC	PPL S	organique visant à rétablir la réserve parlementaire en faveur des communes rurales et des associations	2 h 14	Adoption
		PPL S	relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers	1 h 33	Adoption
24.01.24	SER	PPL AN	visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement	1 h 53	Adoption
		PPL S	visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune	1 h 47	Adoption
25.01.24	UC	Débat d'initiative	sur les pratiques des centrales d'achat de la grande distribution implantées hors de France	1 h 08	-
		PPL S	visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants	1 h 29	Adoption
14.02.24	Les Indépendants	PPL S	visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise	2 h 09	Adoption
		PPL S	créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales	1 h 26	Adoption
15.02.24	SER	PPL S	visant à préserver des sols vivants	2 h 00	Rejet
		PPL S	visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail	2 h 05	Rejet

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort
20.03.24	UC	PPL AN	visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (procédure accélérée)	2 h 19	Adoption
		PPL S	visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires	1 h 33	Adoption
21.03.24	CRCE-K	Convention en procédure normale	de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part (procédure accélérée)	4 h 12 ¹	Adoption
10.04.24	SER	PPL S	d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans	1 h 32	Déclarée irrecevable en séance
		PPL S	visant à renforcer le service civique	1 h 56	Adoption
11.04.24	RDSE	PPL S	visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole	2 h 15	Adoption
		PPL S	tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales	1 h 42	Adoption
29.05.24	RDPI	Débat d'initiative	sur le thème : « Le contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence économique au service de notre souveraineté »	1 h 48	-
		PPL S	ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial	2 h 00	Adoption
30.05.24	EST	PPL AN	visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées	2 h 34	Adoption
		PPL AN	visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile	1 h 30	Rejet

¹ Pour la première fois, un projet de loi a été inscrit à l'ordre du jour d'un espace réservé à un groupe d'opposition, sans l'accord du Gouvernement, et dans la volonté manifeste de rejeter le texte transmis. Dans cette situation inédite, une motion de renvoi en commission a été discutée et rejetée sur ce texte, en contradiction avec le gentlemen and women's agreement. Plusieurs demandes de clôtures des débats ont été adoptées par le Sénat pour permettre que l'examen du texte aille à son terme dans le temps imparti, le temps consacré aux rappels au Règlement et à une suspension de séance ayant été décompté de l'espace. Le Gouvernement a refusé de transmettre le texte du Sénat à l'Assemblée nationale, dans le but d'empêcher une autre inscription de ce projet loi au sein de l'ordre du jour réservé à un groupe d'opposition.

**Répartition horaire des temps de séance
dans le cadre des espaces réservés par nature de sujet
selon l'auteur de l'inscription**



4. Ordre du jour des semaines gouvernementales

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
Première semaine gouvernementale					
16.10.23	Travaux divers	hommage à Dominique Bernard	Président du Sénat	0 h 02	-
16.10.23	PJL	de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (procédure accélérée) <i>Nouvelle lecture</i>	Gouvernement	4 h 38	Adoption
17.10.23	PJL	portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (procédure accélérée)	Gouvernement	5 h 57	Adoption
18.10.23	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 20	-
Deuxième semaine Gouvernementale					
23.10.23	PPL AN	relative aux services express régionaux métropolitains (procédure accélérée)	Gouvernement	4 h 03	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
23.10.23	PPL S	relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (procédure accélérée)	Gouvernement	3 h 32	Adoption
24.10.23	PPL AN	visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (procédure accélérée)	Gouvernement	12 h 04	Adoption
24.10.23	Débat 50-1	déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, relative à la situation au Proche-Orient	Gouvernement	1 h 53	-
25.10.23	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 13	-
26.10.23	Convention	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama relatif à l'exercice d'activités professionnelles rémunérées par les membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 01	Adoption
26.10.23	Convention	autorisant l'approbation du Protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine du Nord portant application de l'Accord du 18 septembre 2007 (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 01	Adoption définitive

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
26.10.23	Convention	autorisant l'approbation de la convention entre la France et le Danemark et la ratification de la convention entre la France et la Grèce pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 54	Adoption
26.10.23	PJL	portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations commerciales dans la grande distribution (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 23	Adoption
Troisième semaine gouvernementale					
06.11.23	PJL	pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée) <i>(hors explications de vote et scrutin solennel)</i>	Gouvernement	37 h 07	<i>Adoption sur la semaine PLFSS</i>
08.11.23	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 17	-
09.11.23	PJL	pour le plein emploi (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	1 h 00	Adoption
09.11.23	PJL	portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations commerciales dans la grande distribution (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 56	Adoption
Semaine PLFSS					
13.11.23	PLFSS	de financement de la sécurité sociale pour 2024 <i>(hors explications de vote et scrutin solennel)</i>	Gouvernement	40 h 51	<i>Adoption sur une semaine PLF</i>

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
14.11.23	PJL	pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée) <i>Explications de vote et scrutin solennel</i>	Gouvernement	1 h 12	Adoption
15.11.23	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 14	-
16.11.23	PJL	portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (procédure accélérée) <i>CMF</i>	Gouvernement	0 h 51	Adoption
Semaines PLF (examen sur 4 semaines) <i>(1^{ère} semaine partagée Contrôle et PLF et 4^{ème} semaine partagée PLF et Initiative, seuls figurent ci-dessous les points inscrits à l'ordre du jour en semaines PLF)</i>					
23.11.23	PLF	de finances pour 2024	Gouvernement	152 h 34	Adoption
29.11.23	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 25	-
01.12.23	PLFSS	financement de la sécurité sociale pour 2024 <i>Nouvelle lecture</i>	Gouvernement	1 h 07	Rejet
05.12.23	Questions	orales	Gouvernement	3 h 01	-
Quatrième semaine gouvernementale					
18.12.23	PPL AN	relative aux services express régionaux métropolitains (procédure accélérée) <i>CMF</i>	Gouvernement	0 h 59	Adoption définitive
18.12.23	PPL S	relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (procédure accélérée) <i>CMF</i>	Gouvernement	0 h 55	Adoption définitive
18.12.23	PPL S	relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (procédure accélérée) <i>CMF</i>	Gouvernement	0 h 51	Adoption définitive

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
18.12.23	PPL S	visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 58	Adoption définitive
18.12.23	PPL AN	visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 55	Adoption définitive
18.12.23	PPL AN	visant à prolonger en 2024 l'utilisation des titres-restaurant pour des achats de produits alimentaires non directement consommables (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 22	Adoption définitive
19.12.23	Questions	orales	Gouvernement	3 h 00	-
19.12.23	PLF	de finances pour 2024 <i>Nouvelle lecture</i>	Gouvernement	1 h 17	Rejet
19.12.23	PPL AN	visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage » (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 56	Adoption définitive
19.12.23	PPL AN	visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (procédure accélérée) <i>Nouvelle lecture</i>	Gouvernement	1 h 02	Adoption
19.12.23	PJL	visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 39	Adoption
19.12.23	PJL	pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	1 h 07	Adoption
20.12.23	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 15	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
20.12.23	Convention	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, la Société financière internationale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 01	Adoption définitive
20.12.23	Convention	autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg au protocole d'accord du 20 mars 2018 relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers et à la convention du 23 octobre 2020 relative au financement d'aménagements visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 01	Adoption définitive
20.12.23	P JL	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 07	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
Cinquième semaine gouvernementale					
30.01.24	Débat 50-1	lecture d'une déclaration du Gouvernement (<i>lecture par Bruno Le Maire de la déclaration de politique générale de Gabriel Attal</i>)	Gouvernement	1 h 14	-
30.01.24	PPL S	instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste <i>Explications de vote et scrutin solennel</i>	Conférence des Présidents	1 h 02	Adoption
30.01.24	PPL AN	portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France (procédure accélérée) <i>(hors explications de vote et scrutin solennel)</i>	Gouvernement	10 h 29	<i>Adoption en semaine sixième semaine gouvernementale</i>
31.01.24	Débat 50-1	déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution <i>(déclaration de politique générale de Gabriel Attal)</i>	Gouvernement	2 h 36	-
01.02.24	Questions	orales	Gouvernement	0 h 37	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
01.02.24	Convention	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin (procédure accélérée)	Gouvernement	< 1 minute	Adoption
01.02.24	Convention	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice et la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice (procédure accélérée)	Gouvernement	< 1 minute	Adoption définitive
Sixième semaine gouvernementale					
06.02.24	Questions	orales	Gouvernement	3 h 02	-
06.02.24	PPL AN	portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France (procédure accélérée) <i>Explications de vote et scrutin solennel</i>	Conférence des Présidents	1 h 00	Adoption
06.02.24	PPL AN	visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales <i>2ème lecture</i>	Gouvernement	1 h 30	Adoption
06.02.24	PPL AN	relative au régime juridique des actions de groupe (procédure accélérée)	Gouvernement	4 h 00	Adoption
07.02.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 13	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
07.02.24	PPL AN	visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 22	Adoption
07.02.24	PJL	relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (procédure accélérée) <i>(hors explications de vote et scrutin solennel)</i>	Gouvernement	4 h 11	<i>Adoption en semaine d'initiative sénatoriale</i>
07.02.24	PJLO	organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (procédure accélérée) <i>(hors explications de vote et scrutin solennel)</i>	Gouvernement	1 h 18	<i>Adoption en semaine d'initiative sénatoriale</i>
Septième semaine gouvernementale					
27.02.24	PJLO	organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 49	Adoption
27.02.24	PJL	relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (procédure accélérée)	Gouvernement	8 h 23	Adoption
28.02.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 24	-
28.02.24	PJL	constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse	Gouvernement	3 h 23	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
28.02.24	Convention	autorisant l'approbation de l'accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'association des nations de l'Asie du sud-est, et l'Union européenne et ses États membres (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 01	Adoption
28.02.24	Convention	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 01	Adoption
Huitième semaine gouvernementale					
12.03.24	Travaux internes	hommage aux victimes des inondations	Président du Sénat	0 h 01	-
12.03.24	PPL AN	visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 50	Adoption définitive
12.03.24	PPL AN	visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 05	Adoption définitive
12.03.24	PPL AN	visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 47	Adoption
12.03.24	PPL AN	visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 13	Adoption
13.03.24	Travaux internes	hommage à l'Amiral Philippe de Gaulle	Président du Sénat	0 h 04	-
13.03.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
13.03.24	Divers Contrôle	à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	Gouvernement	1 h 43	-
13.03.24	Débat 50-1	déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur cette déclaration, en application de l'article 50-1 de la Constitution, relative au débat sur l'accord de sécurité franco-ukrainien et la situation en Ukraine	Gouvernement	2 h 32	-
13.03.24	PPL AN	visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 58	Adoption
14.03.24	PPL S	renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 57	Adoption définitive
14.03.24	PJL	ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 04	Adoption
14.03.24	Convention	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif au déploiement d'agents de sûreté en vol (procédure accélérée)	Gouvernement	< 1 minute	Adoption définitive

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
14.03.24	Convention	autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 10	Adoption
14.03.24	Convention	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 49	Adoption définitive
14.03.24	PJL	ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 53	Adoption
Neuvième semaine gouvernementale					
26.03.24	PPL S	rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises » <i>Explications de vote et scrutin solennel</i>	Conférence des Présidents	1 h 00	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
26.03.24	PJL	constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (hors explications de vote et scrutin solennel)	Gouvernement	4 h 29	<i>Adoption en dixième semaine gouvernementale</i>
26.03.24	PPL AN	relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 58	Adoption définitive
26.03.24	PPL AN	améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 13	Adoption
27.03.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 19	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
27.03.24	Travaux internes	examen d'une demande de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport tendant à obtenir du Sénat, en application de l'article 5 <i>ter</i> de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires qu'il lui confère, pour une durée de six mois, les prérogatives attribuées aux commissions d'enquête pour une mission d'information sur les modalités de constitution d'une société commerciale par la Ligue de football professionnel en application des articles L. 33-1 et suivants du code du sport introduits par la loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France.	Commission de la culture	< 1 minute	-
27.03.24	PJL	relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 58	Adoption définitive
27.03.24	PPL AN	portant diverses mesures relatives au grand âge et à l'autonomie (procédure accélérée) - <i>initialement intitulée « portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France » - CMP</i>	Gouvernement	1 h 04	Adoption définitive
27.03.24	PPL AN	créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière	Gouvernement	2 h 38	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
Dixième semaine gouvernementale					
02.04.24	PJLC	constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie <i>Explications de vote et scrutin solennel</i>	Conférence des Présidents	1 h 06	Adoption
02.04.24	PJL	visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	1 h 03	Adoption
02.04.24	PPL AN	visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 44	Adoption
02.04.24	PJL	visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes (procédure accélérée) <i>Nouvelle lecture</i>	Gouvernement	1 h 09	Rejet
02.04.24	Débat d'initiative	sur la situation de l'hôpital	Groupe LR	1 h 45	-
03.04.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 21	-
03.04.24	PPL AN	visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 48	Adoption

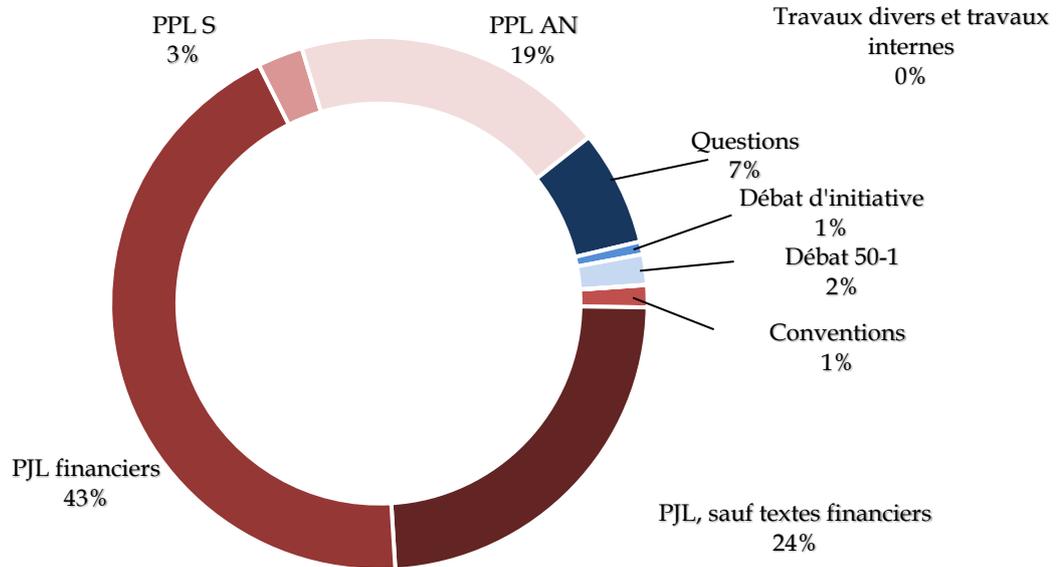
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
03.04.24	Convention	autorisant la ratification du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République du Kazakhstan (procédure accélérée)	Gouvernement	< 1 minute	Adoption définitive
03.04.24	Convention	autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge	Gouvernement	0 h 57	Adoption
03.04.24	PPL AN	visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement <i>3^{ème} lecture</i>	Gouvernement	1 h 08	Adoption définitive
Onzième semaine gouvernementale					
14.05.24	PPL S	visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 00	Adoption
14.05.24	PPL AN	allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 51	Adoption
14.05.24	PPL AN	visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (procédure accélérée)	Gouvernement	3 h 17	Adoption
15.05.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 27	-
15.05.24	PPL AN	visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession	Gouvernement	1 h 27	Adoption
15.05.24	PPL AN	améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 51	Adoption définitive

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
15.05.24	PJL	ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé (procédure accélérée) <i>2^{ème} lecture</i>	Gouvernement	0 h 48	Adoption définitive
15.05.24	PPL S	visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne <i>2^{ème} lecture</i>	Gouvernement	0 h 58	Adoption définitive
Douzième semaine gouvernementale					
21.05.24	PPL AN	visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif (procédure accélérée) <i>Intitulé transmis à l'AN après 1L Sénat : visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (procédure accélérée)</i>	Gouvernement	7 h 07	Adoption
21.05.24	PPL AN	visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations (procédure accélérée) - <i>initialement intitulée « visant à faciliter la transformation des bureaux en logements » -</i>	Gouvernement	2 h 55	Adoption
22.05.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 28	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
22.05.24	Convention	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 57	Adoption
22.05.24	PPL AN	visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 53	Adoption
22.05.24	PPL AN	visant à prévenir les ingérences étrangères en France (procédure accélérée)	Gouvernement	3 h 25	Adoption
Treizième semaine gouvernementale					
03.06.24	PPL AN	visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 57	Adoption
03.06.24	PPL AN	visant à prévenir les ingérences étrangères en France (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 53	Adoption
03.06.24	PPL AN	allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate (procédure accélérée) <i>CMP</i>	Gouvernement	0 h 54	Adoption
03.06.24	PJL	de simplification de la vie économique (procédure accélérée) <i>(hors explications de vote et scrutin solennel)</i>	Gouvernement	16 h 11	<i>Texte non adopté du fait de l'ajournement de ses travaux par le Sénat</i>
04.06.24	Questions	orales	Gouvernement	3 h 12	-
05.06.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 11	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
05.06.24	Divers Interne	examen d'une proposition de création d'un groupe de travail préfigurant la commission spéciale chargée d'examiner, sous réserve de son dépôt, le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier	Gouvernement	< 1 minute	Adoption
05.06.24	Divers Interne	désignation des trente-sept membres du groupe de travail préfigurant la commission spéciale chargée d'examiner, sous réserve de son dépôt, le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier	Gouvernement	< 1 minute	-

Répartition du temps de séance en semaines réservées en priorité au Gouvernement



5. Ordre du jour de la session de droit

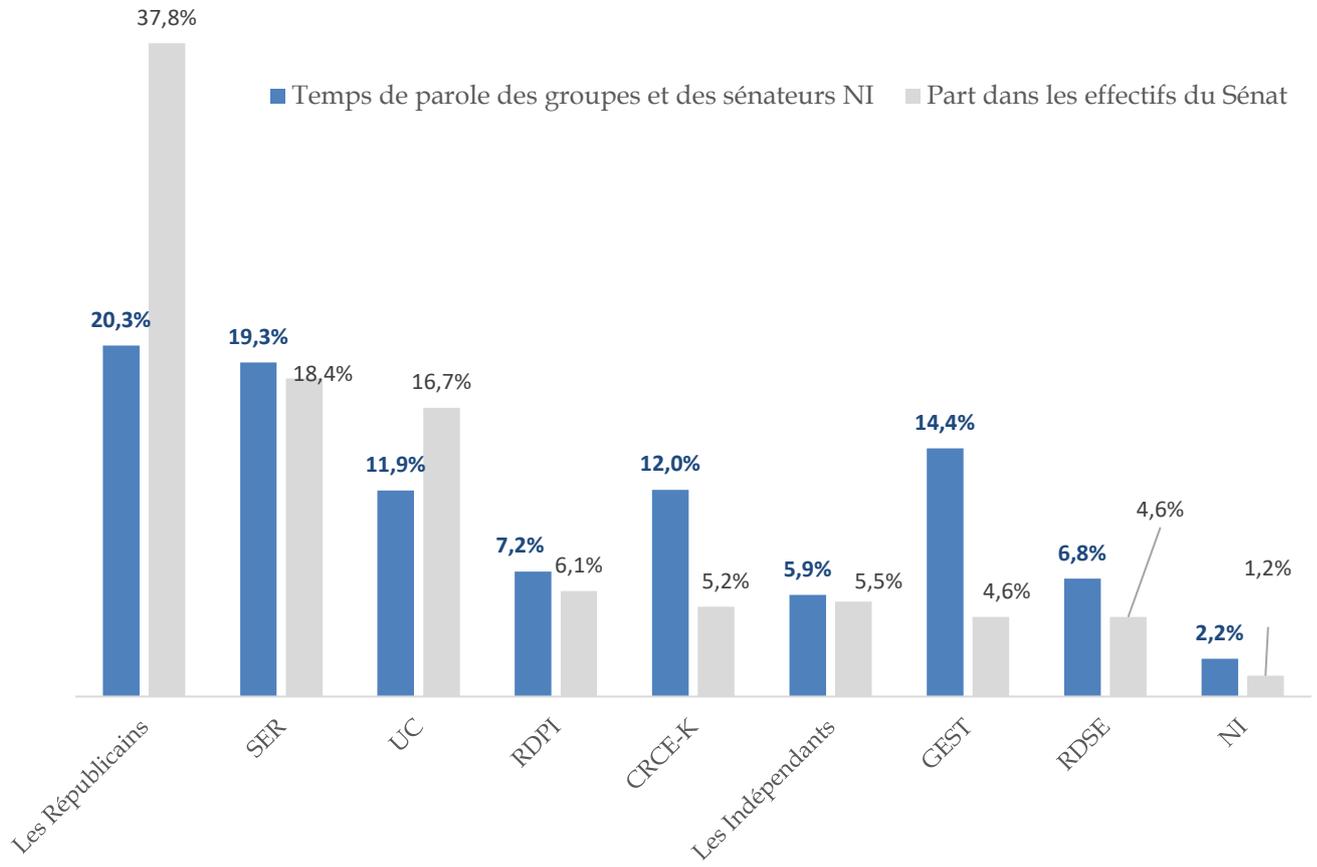
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription à l'ordre du jour	Temps de séance	Sort
Première semaine de la session de droit					
18.07.24	Divers Interne	Ouverture de la session de droit	-	0 h 04	-
18.07.24	Divers Interne	Expression des groupes politiques	Conférence des Présidents	0 h 52	-

D. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE¹

	Session ordinaire	Session de droit	Année parlementaire
Gouvernement	23,1 %	0,0 %	23,1 %
Commissions	14,2 %	0,0 %	14,2%
Non pris en compte et intervenants divers	0,1 %	0,0 %	0,1 %
Sénateurs	62,6 %	100,0 %	62,6 %
<i>dont groupe Les Républicains</i>	12,7 %	16,20 %	12,7 %
<i>dont groupe SER</i>	12,1 %	13,70 %	12,1 %
<i>dont groupe UC</i>	7,4 %	14,50 %	7,5 %
<i>dont groupe RDPI</i>	4,5 %	10,80 %	4,5 %
<i>dont groupe CRCE-K</i>	7,5 %	8,10 %	7,5 %
<i>dont groupe Les Indépendants</i>	3,7 %	9,10 %	3,7 %
<i>dont groupe EST</i>	9,0 %	10,40 %	9,0 %
<i>dont groupe du RDSE</i>	4,3 %	9 %	4,3 %
<i>dont NI</i>	1,4 %	8,10 %	1,4 %

¹ Calcul réalisé à partir du nombre de signes utilisés par chaque orateur dans les comptes rendus intégraux.

**Part du temps de parole en séance pendant l'année parlementaire
pour chaque groupe et pour les sénateurs non-inscrits
parmi le temps de parole « Sénateurs »**



II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT

**Les 11 projets de loi
(hors conventions internationales)
déposés en premier lieu sur le Bureau du Sénat
au cours de l'année parlementaire 2023-2024**

** Texte examiné en séance publique en 2023-2024*

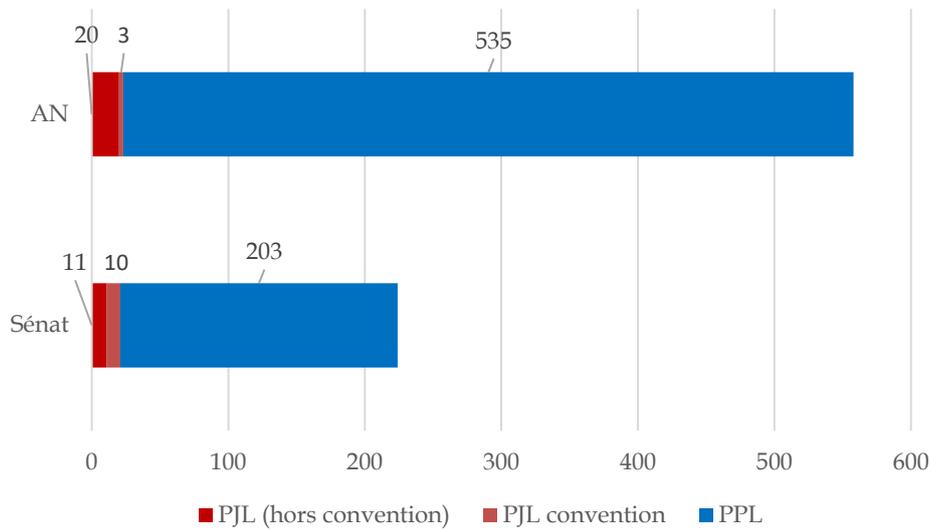
Date dépôt	Projet de loi
15.11.2023	visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires *
15.11.2023	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole *
22.11.2023	ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé *
20.12.2023	relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire *
20.12.2023	organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution *
24.01.2024	ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française *
29.01.2024	organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie *
29.01.2024	constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie *
28.02.2024	ratifiant l'ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023 relative à la publication et à la certification d'informations en matière de durabilité et aux obligations environnementales, sociales et de gouvernement d'entreprise des sociétés commerciales
24.04.2024	de simplification de la vie économique *
06.05.2024	relatif au développement de l'offre de logements abordables

B. TEXTES EXAMINÉS PAR LE SÉNAT

1. Textes déposés

Sessions	Projets de loi			Propositions de loi		
	Déposés en 1 ^{er} lieu		Total	Déposées en 1 ^{er} lieu		Total
	à l'AN	au Sénat		à l'AN	au Sénat	
Session ordinaire	21 <i>dont 3 conventions</i>	20 <i>dont 9 conventions</i>	41 <i>dont 12 conventions</i>	437	166	603
Session extraordinaire	<i>Aucune session extraordinaire en 2023-2024</i>					
Intersession	2 <i>dont 0 convention</i>	1 <i>dont 1 convention</i>	3 <i>dont 1 convention</i>	98	37	135
TOTAL	23 <i>dont 3 conventions</i>	21 <i>dont 10 conventions</i>	44 <i>dont 13 conventions</i>	535	203	738

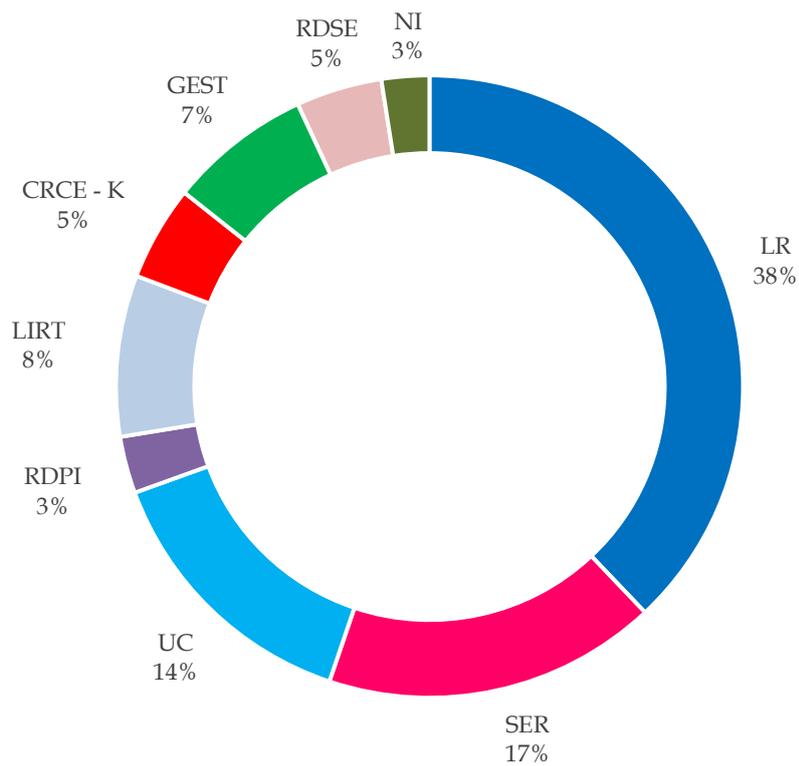
Comparaison des textes déposés à l'AN et au Sénat



Propositions de loi déposées par les sénateurs en 2023-2024

Les Républicains	SER	UC	RDPI	Les Indépendants	CRCE - K	GEST	RDSE	NI	TOTAL
77	35	29	6	17	10	15	9	5	203

Répartition par groupe des 203 propositions de loi déposées au Sénat au cours de la session 2023-2024



2. Liste des textes examinés

Si l'examen se déroule sur plusieurs jours, la date indiquée est celle du premier jour d'examen

Projets de loi, hors conventions et textes financiers : 20, dont 18 examinés en procédure accélérée

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (procédure accélérée)	<i>session précédente</i>			11.10.23		11.10.23
organique relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (procédure accélérée)	<i>session précédente</i>			11.10.23		11.10.23
relatif à l'industrie verte (procédure accélérée)	<i>session précédente</i>			11.10.23		11.10.23
de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (procédure accélérée)	<i>session précédente</i>				16.10.23	14.11.23 (dernier mot)
portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (procédure accélérée)	17.10.23			16.11.23		22.11.23
portant mesures d'urgence pour lutter contre l'inflation concernant les produits de grande consommation (procédure accélérée)	26.10.23			09.11.23		14.11.23
pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée)	06.11.23			19.12.23		19.12.23
pour le plein emploi (procédure accélérée)	<i>session précédente</i>			09.11.23		14.11.23
visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires (procédure accélérée)	19.12.23				02.04.24 (rejet)	09.04.24 (dernier mot)
portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (procédure accélérée)	20.12.23			09.04.24		10.04.24

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (procédure accélérée)	07.02.24			09.04.24		09.04.24
organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (procédure accélérée)	07.02.24			09.04.24		09.04.24
organique portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)	27.02.24					18.03.24
relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (procédure accélérée)	27.02.24			27.03.24		27.03.24
constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse	28.02.24					04.03.24 (Congrès)
ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française (procédure accélérée)	14.03.24					08.04.24
ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé (procédure accélérée)	14.03.24	15.05.24				15.05.24
constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie	26.03.24					
visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (procédure accélérée)	<i>session précédente</i>			02.04.24		10.04.24
de simplification de la vie économique (procédure accélérée)	03.06.24					

Projets de loi financiers : 3

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
de financement de la sécurité sociale pour 2024	13.11.23				01.12.23	04.12.23 (dernier mot)
de finances de fin de gestion pour 2023	20.11.23			22.11.23		22.11.23 (dernier mot)
de finances pour 2024	23.11.23				19.12.23	21.12.23 (dernier mot)

Propositions de lois d'origine sénatoriale : 45, dont 7 examinées en procédure accélérée

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à renforcer le rôle des maires dans l'attribution des logements sociaux	10.10.23					
renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (procédure accélérée)	10.10.23			14.03.24		14.03.24
relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (procédure accélérée)	23.10.23			18.12.23		18.12.23
visant à associer les épargnants à la transmission des exploitations agricoles françaises	30.10.23					
visant à interdire l'usage de l'écriture inclusive	30.10.23					
portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives	31.10.23					Rejet
constitutionnelle visant à abroger l'article 40 de la Constitution	31.10.23					Rejet
portant réparation des personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982	22.11.23					
constitutionnelle visant à faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée	22.11.23					Rejet
tendant à renforcer la culture citoyenne	23.11.23					
visant à aménager la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés	23.11.23					
visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires	13.12.23					27.03.24 Navette AN

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à lutter contre la précarité de la jeunesse par l'instauration d'une allocation autonomie universelle d'études	13.12.23					Rejet
tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments scolaires (procédure accélérée)	14.12.23					20.03.24
organique visant à rétablir la réserve parlementaire en faveur des communes rurales et des associations	14.12.23					
relative aux droits de l'enfant à entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses parents en cas de séparation de ces derniers	14.12.23					
relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (procédure accélérée)	<i>session précédente</i>			18.12.23		18.12.23
visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (procédure accélérée)	<i>session précédente</i>			18.12.23		20.12.23
instituant des mesures judiciaires de sûreté applicables aux condamnés terroristes et renforçant la lutte antiterroriste	23.01.24					
visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien	23.01.24	15.05.24				15.05.24
visant à mettre en place un décompte annuel des personnes sans abri dans chaque commune	24.01.24					
visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants	25.01.24					
tendant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités locales	25.01.24					
relative au renforcement de la sûreté dans les transports (procédure accélérée)	13.02.24					

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise	14.02.24					
créant une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales	14.02.24					
visant à conforter la filière cinématographique en France	14.02.24					
visant à préserver des sols vivants	15.02.24					<i>Rejet</i>
visant à améliorer et garantir la santé et le bien-être des femmes au travail	15.02.24					<i>Rejet</i>
relative au financement des entreprises de la base industrielle et technologique de défense française	05.03.24					
portant création d'un statut de l'élu local	05.03.24					
visant à garantir un mode de calcul juste et équitable des pensions de retraite de base des travailleurs non salariés des professions agricoles	19.03.24					
rendant obligatoires les « tests PME » et créant un dispositif « Impact Entreprises »	19.03.24					
visant à expérimenter le transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires	20.03.24					
visant à concilier la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève	09.04.24					
visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété	09.04.24					
d'abrogation de la réforme des retraites portant l'âge légal de départ à 64 ans	10.04.24					<i>Déclarée irrecevable</i>
visant à renforcer le service civique	10.04.24					
visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole	11.04.24					
tendant à préserver l'accès aux pharmacies dans les communes rurales	11.04.24					
conférant un statut de personne morale de droit public à statut particulier à l'Académie nationale de chirurgie	07.05.24					

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (procédure accélérée)	14.05.24					03.06.24
encadrant l'intervention des cabinets de conseil privés dans les politiques publiques	<i>session précédente</i>	28.05.24				
visant à encadrer les pratiques médicales mises en œuvre dans la prise en charge des mineurs en questionnement de genre	28.05.24					
ouvrant la possibilité de concilier une activité professionnelle avec la fonction d'assistant familial	29.05.24					

Propositions de lois de l'Assemblée nationale : 27, dont 20 examinées en procédure accélérée

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
relative aux services express régionaux métropolitains (procédure accélérée)	23.10.23			18.12.23		18.12.23
visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (procédure accélérée)	24.10.23			18.12.23		18.12.23
visant à prolonger en 2024 l'utilisation des titres-restaurant pour des achats de produits alimentaires non directement consommables (procédure accélérée)	18.12.23					18.12.23
visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage » (procédure accélérée)	19.12.23					19.12.23
visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (procédure accélérée)	<i>session précédente</i>				19.12.23	06.02.24 (dernier mot)
visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement	<i>session précédente</i>	24.01.24	03.04.24			03.04.24
portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France (procédure accélérée)	30.01.24			27.03.24		27.03.24
relative au régime juridique des actions de groupe (procédure accélérée)	06.02.24					

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales	<i>session précédente</i>	06.02.24				12.03.24
visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (procédure accélérée)	07.02.24					
visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé (procédure accélérée)	12.03.24					12.03.24
visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (procédure accélérée)	12.03.24			03.04.24		08.04.24
visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (procédure accélérée)	12.03.24					
visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative (procédure accélérée)	13.03.24			02.04.24		08.04.24
visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics	19.03.24					19.03.24
visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (procédure accélérée)	20.03.24			22.05.24		23.05.24
relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 (procédure accélérée)	26.03.24					26.03.24
améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (procédure accélérée)	26.03.24			15.05.24		15.05.24
créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière	27.03.24					
allongeant la durée de l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate (procédure accélérée)	14.05.24			03.06.24		06.06.24
visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (procédure accélérée)	14.05.24			03.06.24		06.06.24
visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession	15.05.24					

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif <i>(intitulé du texte transmis par l'Assemblée nationale en première lecture)</i>						
visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale <i>(intitulé du texte adopté par le Sénat en première lecture)</i> (procédure accélérée)	21.05.24					
visant à faciliter la transformation des bureaux en logements (procédure accélérée) <i>(intitulé du texte transmis par l'Assemblée nationale en première lecture)</i>						
visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations <i>(intitulé du texte adopté par le Sénat en première lecture)</i> (procédure accélérée)	21.05.24					
visant à prévenir les ingérences étrangères en France (procédure accélérée)	22.05.24			03.06.24		06.06.24
visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées	30.05.24					
visant à mieux indemniser les dégâts sur les biens immobiliers causés par le retrait-gonflement de l'argile	30.05.24					Rejet

Conventions examinées en procédure simplifiée : 9, toutes examinées en procédure accélérée

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama relatif à l'exercice d'activités professionnelles rémunérées par les membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre (procédure accélérée)	26.10.23					20.12.23

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
<p>autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine du Nord portant application de l'accord du 18 septembre 2007 concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Skopje le 5 juillet 2021 (procédure accélérée)</p>	26.10.23					26.10.23
<p>autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, la Société financière internationale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (procédure accélérée)</p>	20.12.23					20.12.23
<p>autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin (procédure accélérée)</p>	01.02.24					20.03.24
<p>autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice et la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice (procédure accélérée)</p>	01.02.24					01.02.24
<p>autorisant l'approbation de l'accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'association des nations de l'Asie du sud-est, et l'Union européenne et ses États membres (procédure accélérée)</p>	28.02.24					10.04.24

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière (procédure accélérée)	28.02.24					28.02.24
autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif au déploiement d'agents de sûreté en vol (procédure accélérée)	14.03.24					14.03.24
autorisant la ratification du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République du Kazakhstan (procédure accélérée)	03..04.24					03.04.24

Convention examinée en procédure normale : 7, dont 6 examinées en procédure accélérée

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Danemark pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et la ratification de la convention entre la République française et la République hellénique pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (procédure accélérée)	26.10.23					13.12.23
autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg au protocole d'accord du 20 mars 2018 relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers et à la convention du 23 octobre 2020 relative au financement d'aménagements visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables (procédure accélérée)	20.12.23					20.12.23

Titre	1 ^{ère} lecture	2 ^{ème} lecture	3 ^{ème} lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (procédure accélérée)	14.03.24					
autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (procédure accélérée)	14.03.24					14.03.24
de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part (procédure accélérée)	21.03.24					
autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge	03..04.24					
autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier (procédure accélérée)	22.05.24					

Travaux divers

	Titre	1 ^{ère} lecture	Adoption définitive
Travaux internes	Renouvellement des instances : Élection du Président du Sénat	02.10.23	
Travaux internes	Renouvellement des instances : Désignation et proclamation du Bureau	04.10.23	
Travaux internes	Renouvellement des instances : Annonce de la publication des listes des candidats aux sept commissions permanentes et à la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	04.10.23	

	Titre	1^{ère} lecture	Adoption définitive
Travaux internes	Renouvellement des instances : Annonce de la publication des listes des candidats aux sept commissions permanentes et à la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne	05.10.23	
Travaux internes	Hommage aux Israéliens victimes d'actes terroristes et hommage à Victoire Jasmin	11.10.23	
Travaux internes	Hommage à Dominique Bernard	16.10.23	
Travaux internes	Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de compléter l'intitulé de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication	12.12.23	12.12.23
Travaux divers	Lecture d'une déclaration du Gouvernement (lecture par Bruno Le Maire de la déclaration de politique générale de Gabriel Atal)	30.01.24	
Travaux internes	Hommage à Robert Badinter	13.02.24	
Travaux internes	Hommage aux victimes des inondations	12.03.24	
Travaux internes	Hommage à l'Amiral Philippe de Gaulle	13.03.24	
Divers contrôle	Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	13.03.24	
Travaux internes	Examen d'une demande de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport tendant à obtenir du Sénat, en application de l'article 5 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires qu'il lui confère, pour une durée de six mois, les prérogatives attribuées aux commissions d'enquête pour une mission d'information sur les modalités de constitution d'une société commerciale par la Ligue de football professionnel en application des articles L. 333-1 et suivants du code du sport introduits par la loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France.	27.03.24	
Travaux internes	Conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale, communication de M. le Président de la République	10.06.24	
Travaux internes	Conséquences de la dissolution de l'Assemblée nationale, ajournement des travaux	10.06.24	
Travaux internes	Ouverture de la session de droit	18.07.24	
Travaux internes	Expression des groupes politiques	18.07.24	

Réunion du Parlement en Congrès : 1

Titre	
PJL constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse	04.03.24

3. Modalités d'examen des textes en séance publique

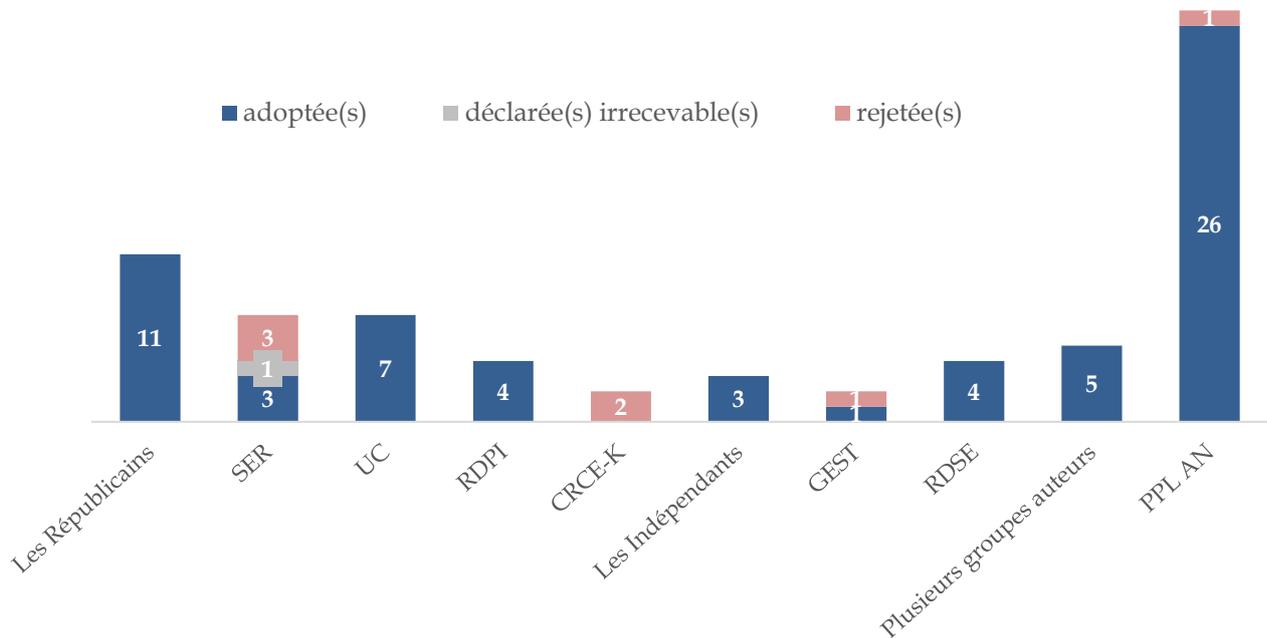
a) Examen de 72 propositions de loi

Propositions de loi examinées au Sénat en 2023-2024¹

	PPL Sénat										PPL AN
	Les Républicains	SER	UC	RDPI	CRCE-K	Les Indépendants	GEST	RDSE	Plusieurs groupes auteurs	Total PPL Sénat	
SESSION ORDINAIRE											
PPL examinées	11	7	7	4	2	3	2	4	5	45	27
<i>adoptées</i>	11	3	7	4		3	1	4	5	38	26
<i>irrecevables</i>		1								1	-
<i>rejetées</i>		3			2		1			6	1
<i>renvoyées en commission</i>										-	-
<i>examen suspendu</i>										-	-
<i>retirées</i>										-	-
Du 1^{er} juillet au 30 septembre 2024											
<i>Néant</i>											

¹ En cas de lectures successives d'une proposition de loi au cours de l'année parlementaire, seul est pris en compte le sort lors de la lecture la plus avancée.

**Propositions de loi examinées,
répartition par groupe pour les propositions de loi sénatoriales
et sorts en séance publique**



b) Examen de 23 projets de lois, hors conventions

Sur les 23 projets de loi examinés :

- **18 ont été examinés après engagement de la procédure accélérée.** Outre les trois textes financiers pour lesquels la procédure accélérée ne peut s'appliquer, n'ont pas été examinés en procédure accélérée : le projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse et le projet de loi constitutionnelle portant modification du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie ;
- hors textes financiers, **15 textes sur 20 ont été déposés en premier lieu au Sénat** ; un nombre élevé ;
- **tous sauf trois ont été adoptés par le Sénat au cours des différentes lectures.** Font exception le PLFI, le PLFSS, et le projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes, adoptés avec modifications en première lecture puis rejetés en nouvelle lecture par l'adoption d'une question préalable ;
- pour **6 d'entre eux, la première lecture s'est tenue au cours d'une précédente session** ;

- **21 ont été définitivement adoptés** au cours de la session, dont **71,4 % par un accord entre le Sénat et l'Assemblée nationale** (4 par la navette - dont 1 par le Parlement réuni en Congrès - , 13 au stade des conclusions de CMP et 4 par un « dernier mot » de l'Assemblée nationale.

c) Examen de 16 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales

Dates	Procédure simplifiée		Procédure normale			Total conventions examinées	
	nombre	durée	nombre	durée	orateurs ¹	nombre	durée
26.10.2023	2 <i>dont 2 en PA</i>	0 h 03	1 <i>en PA</i>	0 h 54	8	3	0 h 58
20.12.2023	1 <i>en PA</i>	0 h 01	1 <i>en PA</i>	1 h 01	9	2	1 h 02
01.02.2024	2 <i>dont 2 en PA</i>	0 h 01				2	0 h 01
28.02.2024	2 <i>dont 2 en PA</i>	0 h 03				2	0 h 03
14.03.2024	1 <i>en PA</i>	< à 1min	2 <i>dont 2 en PA</i>	1 h 59	9 + 8	3	2 h 00
21.03.2024			1 <i>en PA</i>	4 h 12	13 ²	1	4 h 12
03.04.2024	1 <i>en PA</i>	< à 1min	1	0 h 57	8	2	0 h 58
22.05.2024			1 <i>en PA</i>	0 h 57	9	1	0 h 57
Total	9 <i>en PA</i>	0 h 11	7 <i>6 en PA</i>	10 h 03	9 en moyenne	16 <i>dont 15 en PA</i>	10 h 14

La **quasi-totalité** (15 sur 16) des conventions ont été **examinées après engagement de la procédure accélérée** par le Gouvernement.

La **majorité** (9 sur 16) des conventions examinées l'ont été selon la **procédure simplifiée**.

Seules 3 conventions ont une durée d'examen supérieure à une heure. L'examen du projet de loi *de ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, et de l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part (CETA)* a duré **4 h 12**, un examen d'une durée exceptionnelle, marqué par **plusieurs demandes de clôture des débats**.

¹ Hors Gouvernement et commissions.

² Convention « CETA » examinée dans le cadre de l'ordre du jour réservé au groupe CRCE-K. Une motion de renvoi en commission déposée par le groupe UC, le nombre d'orateurs lors de la discussion générale, les demandes de paroles sur article, les demandes d'explication de vote, les demandes de clôture et les rappels au Règlement expliquent le temps de séance consacré à cette convention. Cette convention a par ailleurs fait l'objet de 3 scrutins publics.

12 de ces 16 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinés **ont été définitivement adoptés par le Parlement** au cours de la session (8 déposés à l'Assemblée nationale et 4 déposés au Sénat).

4. Procédures particulières d'examen

a) Opposition à la procédure accélérée

Date	Auteur de la demande	Texte concerné	Décision de la Conférence des Présidents	Suite à l'Assemblée nationale
<u>Année parlementaire 2023-2024</u>				
Néant				

b) Procédure de vote unique

Date	Texte en discussion	Lecture	Dispositions soumises au vote unique	Résultat du vote
<u>Année parlementaire 2023-2024</u>				
Néant				

c) Demandes de seconde délibération

Date	Texte en discussion	Auteur de la demande	Objet de la seconde délibération	Position du Gouvernement ou de la commission	Nombre d'amendements	
					déposés	adoptés
<u>Année parlementaire 2023-2024</u>						
30.11.23	PLF pour 2024 ¹	Gouvernement	Article liminaire	Sagesse du Sénat	1	1
11.12.23	PLF pour 2024 ²	Gouvernement	Article 63	Sagesse du Sénat	1	1

d) Proposition de loi sénatoriale soumise pour avis au Conseil d'État

Texte concerné	Premier signataire	Commission saisie	Suites
<u>Année parlementaire 2023-2024</u>			
Néant			

¹ https://www.senat.fr/cra/s20231130/s20231130_0.html#par_71

² https://www.senat.fr/cra/s20231211/s20231211_mono.html#par_3740

C. MODALITÉS D'ADOPTION DÉFINITIVE DES TEXTES

1. Liste des textes définitivement adoptés

a) Les 51 textes définitivement adoptés (hors conventions)

Nature	Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PJL	(S)	Relatif à l'industrie verte (procédure accélérée, CMP)	11.10.2023
PJL	(S)	D'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (procédure accélérée, CMP)	11.10.2023
PJLO	(S)	Relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (procédure accélérée, CMP)	11.10.2023
PJL	(AN)	Portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations commerciales dans la grande distribution (procédure accélérée, CMP)	14.11.2023
PJL	(S)	Pour le plein emploi (procédure accélérée, CMP)	14.11.2023
PJL	(AN)	Des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (procédure accélérée, nouvelle lecture, dernier mot AN)	15.11.2023
PPL	(S)	Relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic (procédure accélérée)	15.11.2023
PJL	(AN)	Portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (procédure accélérée, CMP)	22.11.2023
PLFR	(AN)	De finances de fin de gestion pour 2023 (CMP)	22.11.2023
PLFSS	(AN)	Pour 2024 (nouvelle lecture, dernier mot AN)	04.12.2023
PPL	(S)	Visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans les outre-mer (procédure accélérée)	05.12.2023
PPL	(S)	Visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos	05.12.2023
PPL	(AN)	Relative aux services express régionaux métropolitains (procédure accélérée, CMP)	18.12.2023
PPL	(AN)	Visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (procédure accélérée, CMP)	18.12.2023

Nature	Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(AN)	Visant à prolonger en 2024 l'utilisation des titres-restaurant pour des achats de produits alimentaires non directement consommables (procédure accélérée)	18.12.2023
PPL	(S)	Relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (procédure accélérée, CMP)	18.12.2023
PPL	(S)	Relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (procédure accélérée, CMP)	18.12.2023
PJL	(S)	Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée, CMP)	19.12.2023
PPL	(AN)	Visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage » (procédure accélérée)	19.12.2023
PPL	(S)	Visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (procédure accélérée, CMP)	20.12.2023
PLFI	(AN)	Pour 2024 (nouvelle lecture, dernier mot AN)	21.12.2023
PPL	(AN)	Visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (procédure accélérée, nouvelle lecture, dernier mot AN)	06.02.2024
PPL	(S)	Visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport	29.02.2024
PJLC	(AN)	Relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse	04.03.2024
PPL	(AN)	Visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé (procédure accélérée)	12.03.2024
PPL	(AN)	Visant à mieux protéger les enfants victimes de violences intrafamiliales (CMP)	12.03.2024
PPL	(S)	Renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (procédure accélérée, CMP)	14.03.2024
PJLO	(S)	Portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)	18.03.2024
PPL	(AN)	Visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics	19.03.2024
PPL	(S)	Tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments scolaires (procédure accélérée)	20.03.2024

Nature	Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(AN)	Relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 (procédure accélérée)	26.03.2024
PPL	(S)	Visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires	27.03.2024
PJL	(AN)	Relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (procédure accélérée, CMP)	27.03.2024
PPL	(AN)	Portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France (procédure accélérée, CMP)	27.03.2024
PPL	(AN)	Visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement	03.04.2024
PJL	(S)	Ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française (procédure accélérée)	08.04.2024
PPL	(AN)	Visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (procédure accélérée, CMP)	08.04.2024
PPL	(AN)	Visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (procédure accélérée, CMP)	08.04.2024
PJL	(S)	Visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires (procédure accélérée, nouvelle lecture, dernier mot AN)	09.04.2024
PJL	(S)	Relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (procédure accélérée, CMP)	09.04.2024
PJLO	(S)	Modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (procédure accélérée, CMP)	09.04.2024
PJL	(S)	Portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (procédure accélérée, CMP)	10.04.2024
PJL	(S)	Visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (procédure accélérée, CMP)	10.04.2024
PJL	(S)	Ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé (procédure accélérée)	15.05.2024

Nature	Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(AN)	Améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (procédure accélérée, CMP)	15.05.2024
PPL	(S)	Visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien	15.05.2024
PPL	(AN)	Visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (procédure accélérée, CMP)	23.05.2024
PPL	(AN)	Visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (procédure accélérée, CMP)	05.06.2024
PPL	(AN)	Visant à allonger la durée de l'ordonnance de protection et à créer l'ordonnance provisoire de protection immédiate (procédure accélérée, CMP)	05.06.2024
PPL	(AN)	Visant à prévenir les ingérences étrangères en France (procédure accélérée, CMP)	05.06.2024
PPL	(S)	Visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (procédure accélérée)	05.06.2024

b) Les 12 conventions internationales définitivement adoptées

Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
(AN)	Autorisant l'approbation du Protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine du Nord portant application de l'Accord du 18 septembre 2007 (procédure accélérée)	26.10.2023
(S)	Autorisant l'approbation de la convention entre la France et le Danemark et la ratification de la convention entre la France et la Grèce pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu (procédure accélérée)	13.12.2023
(AN)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la BIRD, l'AID, la SFI, l'AMGI, et le CIRDRI (procédure accélérée)	20.12.2023
(AN)	Autorisant l'approbation de l'avenant entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (procédure accélérée)	20.12.2023
(S)	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama relatif à l'exercice d'activités professionnelles rémunérées par les membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre (procédure accélérée)	20.12.2023

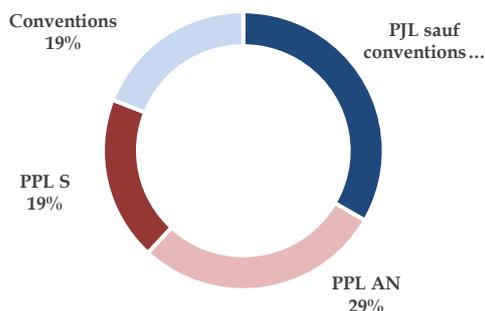
Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
(AN)	Autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice (procédure accélérée)	01.02.2024
(AN)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière (procédure accélérée)	28.02.2024
(AN)	Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude (procédure accélérée)	14.03.2024
(AN)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada relatif au déploiement d'agents de sûreté en vol (procédure accélérée)	14.03.2024
(S)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land du Bade-Wurtemberg relatif à la création d'une compagnie de gendarmerie fluviale franco-allemande sur le Rhin (procédure accélérée)	20.03.2024
(AN)	Autorisant la ratification du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République du Kazakhstan (procédure accélérée)	03.04.2024
(S)	Autorisant l'approbation de l'accord global dans le domaine du transport aérien entre les États membres de l'association des nations de l'Asie du sud-est, et l'Union européenne et ses États membres (procédure accélérée)	10.04.2024

2. Répartition des textes définitivement adoptés par nature et par modalités d'adoption

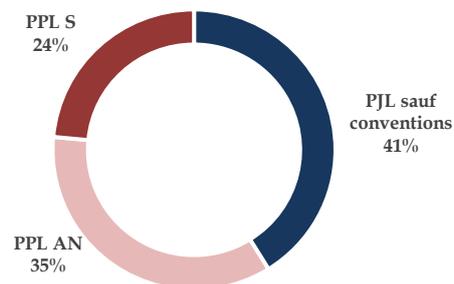
a) Répartition par nature

Sessions	Lois issues de projets de loi, hors conventions, examinés en premier lieu			Lois issues de propositions de loi déposées		
	au Sénat	à l'AN	TOTAL	au Sénat	à l'AN	TOTAL
Session ordinaire	13	8 <i>dont 3 textes financiers</i>	21	12	18	30
Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2024	Néant					
TOTAL	13	8	21	12	18	30

Répartition par nature y compris conventions



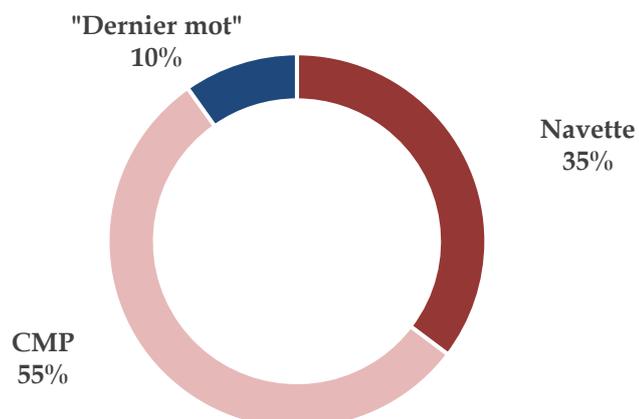
Répartition par nature hors conventions



b) Répartition par modalité d'adoption, hors conventions¹

Sessions	Adoption par la navette	Adoption des conclusions de la CMP	Adoption par « dernier mot » de l'AN	Total
Session ordinaire	18	28	5	51
Du 1er juillet au 30 septembre 2024	<i>Néant</i>			
Total	18	28	5	51

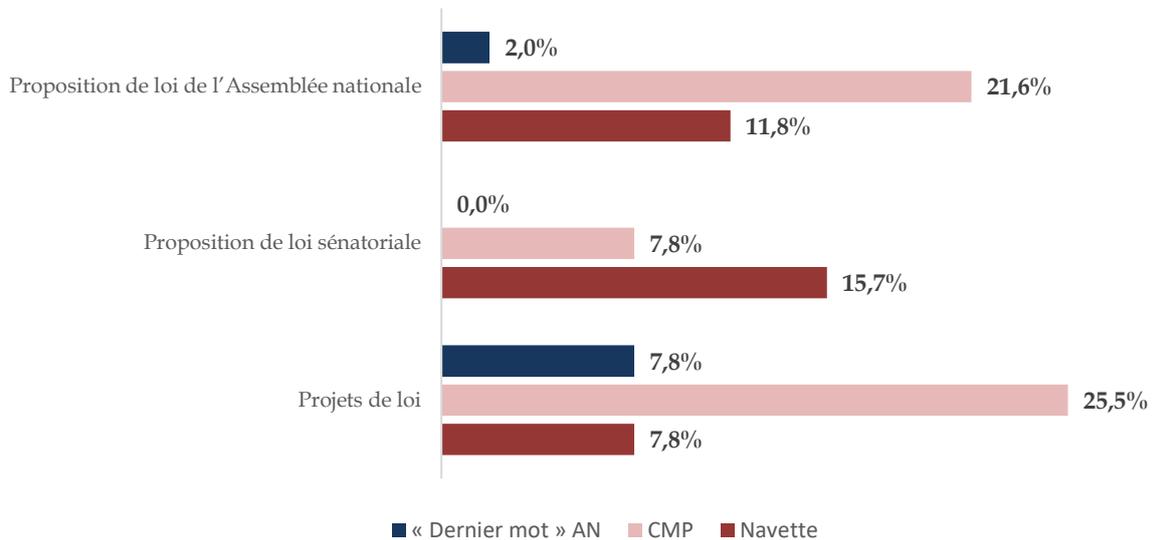
Répartition par modalités d'adoption, hors conventions



¹ Les 23 conventions définitivement adoptées lors de la session ont été définitivement adoptées par la navette.

c) Répartition croisée par nature et par modalité d'adoption, hors conventions

Nature	Navette	CMP	« Dernier mot » AN	Total
Projets de loi, hors conventions	4	13	4	21
Proposition de loi sénatoriale	8	4	0	12
Proposition de loi de l'Assemblée nationale	6	11	1	18
Total	18	28	5	51



3. Liste des 12 propositions de loi sénatoriales définitivement adoptées

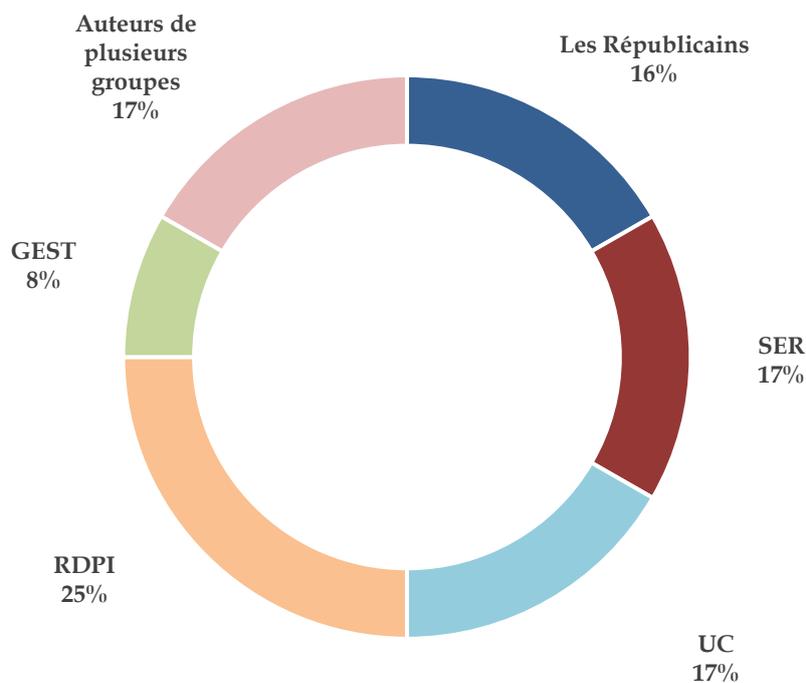
Proposition de loi	Premier(s) auteur(s)	Groupe	Adoption définitive
<u>Session ordinaire 2023-2024</u>			
relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic (procédure accélérée)	M. Vincent CAPO-CANELLAS	UC	15.11.23

Proposition de loi	Premier(s) auteur(s)	Groupe	Adoption définitive
visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans les outre-mer (procédure accélérée)	Mme Catherine CONCONNE	SER	05.12.23
visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos	Mme Catherine DEROCHE, MM. Stéphane PIEDNOIR, Claude NOUGEIN	LR	05.12.23
relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (procédure accélérée)	Mme Catherine MORIN-DESAILLY, MM. Max BRISSON, Pierre OUZOULIAS	Issue de plusieurs groupes politiques	18.12.23
relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (procédure accélérée)	M. Vincent CAPO-CANELLAS	UC	18.12.23
visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (procédure accélérée)	M. François PATRIAT	RDPI	20.12.23
visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport	M. Sébastien PLA	SER	29.02.24
renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (procédure accélérée)	M. François-Noël BUFFET, Mme Françoise GATEL, M. Mathieu DARNAUD, Mme Maryse CARRÈRE, MM. Bruno RETAILLEAU, Hervé MARSEILLE, Jean-Claude REQUIER	Issue de plusieurs groupes politiques	14.03.24
tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments scolaires (procédure accélérée)	Mme Nadège HAVET	RDPI	20.03.24
visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires	MM. Joël LABBÉ, Guillaume GONTARD	EST	27.03.24
visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap sur le temps méridien	M. Cédric VIAL	LR	15.05.24

Proposition de loi	Premier(s) auteur(s)	Groupe	Adoption définitive
visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (procédure accélérée)	Mme Samantha CAZEBONNE	RDPI	05.06.24
<u>Du 1^{er} juillet au 30 septembre 2024</u>			
<i>Néant</i>			

Répartition par groupe des propositions de lois sénatoriales définitivement adoptées en 2023-2024

	Les Républicains	SER	UC	RDPI	CRCE-K	Les Indépendants	GEST	RDSE	Auteurs de plusieurs groupes	Total PPL Sénat
PPL S adoptées définitivement	2	2	2	3	-	-	1	-	2	12



4. Commissions mixtes paritaires

a) Tableau récapitulatif

Sessions ¹	Adoption définitive du texte CMP			Échec de la procédure CMP			Suite de la procédure	
	Non amendé	Amendé	Total adoption	Sans conclusion	Texte CMP rejeté	Accord en nouvelle lecture	Lecture déf. AN	Toujours en cours d'examen
Session ordinaire	13	16	28 ²	4	-	-	3	1
Du 1er juillet au 30 septembre	<i>Néant</i>							
Total	13	16	28	4	-	-	3	1

b) Liste des textes adoptés définitivement ayant fait l'objet d'un accord en CMP

Texte en discussion	Date de la CMP	Nombre d'ams déposés sur les conclusions de CMP	Date d'adoption du texte de la CMP	
			à l'AN	au Sénat
PJL (S) relatif à l'industrie verte (procédure accélérée)	09.10.23	2	10.10.23	11.10.23
PJL (S) d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (procédure accélérée)	05.10.23	9	10.10.23	11.10.23
PJLO (S) relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (procédure accélérée)	05.10.23	3	10.10.23	11.10.23
PJL (AN) portant mesures d'urgence pour adapter les dispositions du code de commerce relatives aux négociations commerciales dans la grande distribution (procédure accélérée)	06.11.23	0	14.11.23	09.11.23
PJL (S) pour le plein emploi (procédure accélérée)	24.10.23	3	14.11.23	09.11.23

¹ La session prise en compte est celle de l'adoption définitive du texte.

² La commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique est parvenue à un accord mais ses conclusions n'ont pas été inscrites à l'ordre du jour du Parlement avant la dissolution de l'Assemblée nationale.

Texte en discussion	Date de la CMP	Nombre d'ams déposés sur les conclusions de CMP	Date d'adoption du texte de la CMP	
			à l'AN	au Sénat
PJL (AN) portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (procédure accélérée)	15.11.23	0	22.11.23	16.11.23
PJL (AN) de finances de fin de gestion pour 2023	21.11.23	4	22.11.23	22.11.23
PPL (AN) relative aux services express régionaux métropolitains (procédure accélérée)	09.11.23	2	15.11.23	18.12.23
PPL (AN) visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (procédure accélérée)	07.12.23	0	12.12.23	18.12.23
PPL (S) relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques (procédure accélérée)	06.12.23	0	12.12.23	18.12.23
PPL(S) relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (procédure accélérée)	07.12.23	0	12.12.23	18.12.23
PJL (S) pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée)	19.12.23	0	19.12.23	19.12.23
PPL (S) visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (procédure accélérée)	13.12.23	0	20.12.23	18.12.23
PPL (AN) visant à mieux protéger les enfants victimes de violences intrafamiliales	15.02.24	0	11.03.24	12.03.24
PPL (S) renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires (procédure accélérée)	27.02.24	2	11.03.24	14.03.24
PJL (AN) relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (procédure accélérée)	14.03.24	1	19.03.24	27.03.24
PPL (AN) portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France (procédure accélérée)	12.03.24	2	19.03.24	27.03.24
PPL (AN) visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (procédure accélérée)	26.03.24	0	08.04.24	03.04.24

Texte en discussion	Date de la CMP	Nombre d'ams déposés sur les conclusions de CMP	Date d'adoption du texte de la CMP	
			à l'AN	au Sénat
PPL (AN) visant à soutenir l'engagement bénévole et simplifier la vie associative (procédure accélérée)	27.03.24	0	08.04.24	02.04.24
PJL (S) relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (procédure accélérée)	03.04.24	0	09.04.24	09.04.24
PJLO (S) modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (procédure accélérée)	03.04.24	0	09.04.24	09.04.24
PJL (S) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (procédure accélérée,)	04.04.24	5	10.04.24	09.04.24
PJL (S) visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (procédure accélérée)	26.03.24	11	10.04.24	02.04.24
PPL (AN) améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (procédure accélérée)	30.04.24	3	13.05.24	15.05.24
PPL (AN) visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (procédure accélérée, CMP)	14.05.24	1	23.05.24	22.05.24
PPL (AN) visant à allonger la durée de l'ordonnance de protection et à créer l'ordonnance provisoire de protection immédiate (procédure accélérée)	21.05.24	0	05.06.24	03.06.24
PPL (AN) visant à prévenir les ingérences étrangères en France (procédure accélérée)	30.05.24	4	05.06.24	03.06.24
PPL (AN) visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (procédure accélérée)	28.05.24	2	05.06.24	03.06.24

5. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution)

Date de la demande	Texte soumis à nouvelle délibération	Examen	
		À l'Assemblée nationale	Au Sénat
<u>Année parlementaire 2023-2024</u>			
<i>Néant</i>			

D. AMENDEMENTS

1. « Braquet » d'examen des amendements sur les textes dont la première lecture a été supérieure à 10 heures

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements (+ motions)			Taux d'adoption	Braquet (amds/h)
		déposés	examinés	adoptés		
Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (procédure accélérée)	10 h 04	238	191	41	21,5%	19,0
Projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée)	33 h 25	676 (+ 3 motions)	582 (+ 3 motions)	127	21,8%	17,5
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024	36 h 44	1 385 (+ 1 motion)	832 (+ 1 motion)	281	33,8%	22,7
Projet de loi de finances pour 2024	110 h 21	3 759 (+ 1 motion)	3 190 (+ 1 motion)	707	22,2%	28,9
Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir en France (procédure accélérée)	8 h 50	375	272	45	16,5%	30,8
Proposition de loi portant création d'un statut de l' élu local	10 h 01	423	235	70	29,8%	23,5

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements (+ motions)			Taux d'adoption	Braquet (amnds/h)
		déposés	examinés	adoptés		
Projet de loi de simplification de la vie économique (procédure accélérée) ¹	14 h 45	619	396	101	25,5%	26,8

2. Amendements déclarés irrecevables

	En commission	En séance
Irrecevabilité financière (article 40 de la Constitution)	116	810 (56,3 %)
Irrecevabilité budgétaire (LOLF)	-	176 (12,2 %)
Irrecevabilité LOLFSS (article L.O. 111-3 et suivants du code de la sécurité sociale)	-	160 (11,1 %)
Amendements hors du domaine de la loi (article 41 de la Constitution)	-	35 (2,4%)
Absence de lien avec le texte (article 45, alinéa 1, de la Constitution)	161	258 (17,9 %)
Irrecevabilité « entonnoir » (article 44 <i>bis</i> , alinéas 5 et 6, du Règlement)	-	-
Irrecevabilité dans le cadre d'une procédure de législation en commission (article 47 quater du Règlement)	-	-
Irrecevabilité au regard de l'article 38 de la Constitution (article 44 <i>bis</i> du Règlement)	-	-
Irrecevabilité au regard de l'article 44, al. 2 de la Constitution (amendement non antérieurement soumis à la commission)	-	-
Irrecevabilité au regard de l'article 44, al. 3 du Règlement (amendements qui ne se rapportent pas au texte, qui ne s'imputent pas correctement, ou qui auraient pour effet de contredire le sens de l'amendement sur lequel ils portent)	9	-

¹ Le Sénat n'a pas voté sur l'ensemble du projet de loi du fait de l'ajournement de ses travaux. Le temps de séance indiqué correspond à la durée de la discussion générale et de l'examen des articles du projet de loi.

	En commission	En séance
Irrecevabilité au regard de l'article 44 bis, al. 10 du Règlement (contraire à la Constitution)	-	-
Total	286	1 439

3. 11 textes ont fait l'objet du dépôt d'au moins 100 amendements

Textes ayant fait l'objet du dépôt de plus de 100 amendements lors de l'année parlementaire 2023-2024

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements déposés (+ motions sur ensemble)	Amendements examinés	Amendements adoptés
Projet de loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise	4 h 11	111 (+ 1 motion)	95	5
Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (procédure accélérée)	10 h 04	238	191	41
Projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (procédure accélérée)	33 h 25	676 (+ 3 motions)	582 (+ 3 motions)	127
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024	36 h 44	1 385 (+ 1 motion)	832 (+ 1 motion)	281
Projet de loi de finances pour 2024	110 h 21	3 759 (+ 1 motion)	3 190 (+ 1 motion)	707
Proposition de loi portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir en France (procédure accélérée)	8 h 50	375	272	45
Projet de loi visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement	6 h 47	175	157	54

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements déposés (+ motions sur ensemble)	Amendements examinés	Amendements adoptés
Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local	10 h 01	423	235	70
Proposition de loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale <i>(initialement intitulé : visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif en zone tendue)</i>	5 h 25	160	141	27
Projet de loi de simplification de la vie économique (procédure accélérée)	14 h 45 ¹	619	396	101
Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie ²	-	170	-	-

E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES)

Dans le tableau suivant :

- * indique que la procédure accélérée a été engagée par le Gouvernement ;
- (S) indique un dépôt du texte au Sénat, (AN) un dépôt à l'Assemblée nationale ;
- (CMP) indique qu'une CMP a été conclusive sur ce texte ;
- (DM) indique que le texte a été adopté en lecture définitive par l'Assemblée nationale ("dernier mot")

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
1	PJL (S) relatif à l'industrie verte (CMP) *	64 222	135 471	+ 110,94%	19	40	+ 110,53%

¹ Le Sénat n'a pas voté sur l'ensemble du projet de loi du fait de l'ajournement de ses travaux. Le temps de séance indiqué correspond à la durée de la discussion générale et à l'examen des articles du projet de loi.

² Cette proposition de loi n'a pas été examinée au Sénat à la suite de l'ajournement des travaux décidé le 10 juin 2024.

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
2	PJL (S) d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (CMP) *	200 434	323 342	+ 61,32%	29	60	+ 106,90%
3	PJLO (S) relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire (CMP) *	126 898	147 696	+ 16,39%	12	14	+ 16,67%
4	PJL (AN) portant mesures d'urgence pour lutter contre l'inflation concernant les produits de grande consommation (CMP) *	3 082	6 575	+ 113,34%	1	2	+ 100,00%
5	PJL (AN) portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise (CMP) *	29 105	39 001	+ 34,00%	15	19	+ 26,67%
6	PJL (AN) de finances de fin de gestion pour 2023 (CMP)	9 932	9 387	- 5,49%	11	12	+ 9,09%
7	PPL (S) visant à assurer la pérennité des établissements de spectacles cinématographiques et l'accès au cinéma dans les outre mer *	211	211	0,00%	1	1	0,00%
8	PPL (S) visant à réduire les inégalités territoriales pour les ouvertures de casinos	323	683	+ 111,46%	1	1	0,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
9	PJL (AN) de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (DM) *	149 955	153 842	+ 2,59%	26	26	0,00%
10	PJL (S) pour le plein emploi (CMP) *	81 107	122 160	+ 50,62%	11	20	+ 81,82%
11	PPL (S) relative à la restitution de restes humains appartenant aux collections publiques (CMP) *	4 059	6 088	+ 49,99%	1	2	+ 100,00%
12	PPL (AN) visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage » *	4 683	7 526	+ 60,71%	4	7	+ 75,00%
13	PPL (AN) visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels (CMP) *	15 967	52 829	+ 230,86%	11	38	+ 245,45%
14	PPL (AN) relative aux services express régionaux métropolitains (CMP) *	9 777	39 614	+ 305,18%	6	19	+ 216,67%
15	PPL (S) relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP (CMP) *	13 609	15 979	+ 17,41%	8	8	0,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
16	PPL (AN) visant à prolonger en 2024 l'utilisation des titres restaurant pour des achats de produits alimentaires non directement consommables*	198	198	0,00%	1	1	0,00%
17	PJL (AN) de financement de la sécurité sociale pour 2024 (DM)	200 094	326 220	+ 63,03%	50	116	+ 132,00%
18	PPL (S) relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic *	2 719	2 751	+ 1,18%	1	1	0,00%
19	PJL (AN) de finances pour 2024 (DM)	501 713	894 716	+ 78,33%	60	265	+ 341,67%
20	PPL (S) visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie (CMP) *	1 358	5 496	+ 304,71%	3	9	+ 200,00%
21	PJL (S) pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration (CMP) *	69 970	159 335	+ 127,72%	27	86	+ 218,52%
22	PPL (AN) visant à garantir le respect du droit à l'image des enfants (DM) *	1 069	1 875	+ 75,40%	4	5	+ 25,00%
23	PJLC (AN) relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse	254	254	0,00%	1	1	0,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
24	PPL (S) visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport	817	4 624	+ 465,97%	1	2	+ 100,00%
25	PPL (AN) visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales	860	7 720	+ 797,67%	2	9	+ 350,00%
26	PPL (S) renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux (CMP) *	9 870	27 392	+ 177,53%	14	19	+ 35,71%
27	PPL (AN) visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé *	1 972	2 182	+ 10,65%	1	1	0,00%
28	PPL (S) tendant à tenir compte de la capacité contributive des collectivités territoriales dans l'attribution des subventions et dotations destinées aux investissements relatifs à la transition écologique des bâtiments scolaires *	862	587	- 31,90%	1	1	0,00%
29	PPL (AN) visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics	963	949	- 1,45%	3	3	0,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
30	PPL (AN) relative à la mise en place et au fonctionnement de la commission d'évaluation de l'aide publique au développement instituée par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 *	1 215	1 168	- 3,87%	1	1	0,00%
31	PPL (S) visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires	3 376	6 667	+ 97,48%	2	3	+ 50,00%
32	PPL (AN) portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie (CMP) *	14 999	98 418	+ 556,16%	14	40	+ 185,71%
33	PJL (AN) visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement (CMP) *	37 391	97 971	+ 162,02%	17	59	+ 247,06%
34	PPL (AN) visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement	1 284	1 701	+ 32,48%	4	3	-25,00%
35	PJLO (S) portant report du renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie *	576	663	+ 15,10%	1	2	+ 100,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
36	PPL (AN) visant à adapter le droit de la responsabilité civile aux enjeux actuels (CMP) *	745	2 113	+ 183,62%	1	1	0,00%
37	PJL (S) ratifiant l'ordonnance n° 2023-389 du 24 mai 2023 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à la Polynésie française *	171	171	0,00%	1	1	0,00%
38	PPL (AN) visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative (CMP) *	3 506	10 205	+ 191,07%	8	13	+ 62,50%
39	PJL (S) relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (CMP) *	37 876	61 582	+ 62,59%	18	26	+ 44,44%
40	PJLO (S) modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (CMP) *	376	768	+ 104,26%	2	3	+ 50,00%
41	PJL (S) visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes (DM) *	10 202	20 223	+ 98,23%	7	18	+ 157,14%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
42	PJL (S) visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique (CMP) *	128 861	249 292	+ 93,46%	36	64	+ 77,78%
43	PJL (S) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (CMP) *	107 040	143 056	+ 33,65%	34	41	+ 20,59%
44	PJL (S) ratifiant l'ordonnance n° 2023-285 du 19 avril 2023 portant extension et adaptation à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions législatives relatives à la santé *	224	5 743	+ 2 463,84 %	1	3	+ 200,00%
45	PPL (S) visant la prise en charge par l'État de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne	489	1 215	+ 148,47%	2	4	+ 100,00%
46	PPL (AN) visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (CMP) *	1 547	5 361	+ 246,54%	3	6	+ 100,00%

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre initial d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
47	PPL (AN) renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate (CMP) *	2 272	6 437	+ 183,32%	3	5	+ 66,67%
48	PPL (AN) visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France (CMP) *	29 395	52 880	+ 79,89%	14	29	+ 107,14%
49	PPL (S) visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères *	1 367	1 787	+ 30,72%	2	2	0,00%
50	PPL (AN) améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels (CMP) *	1 123	17 376	+ 1 447,28 %	3	18	+ 500,00%
51	PPL (AN) visant à prévenir les ingérences étrangères en France (CMP) *	4 883	28 223	+ 477,98%	4	9	+ 125,00%
TOTAL		1 895 001	3 307 723	+ 74,55%	503	1 139	+ 126,44%

F. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

**1. Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution
(12 déposées, 3 examinées, 3 adoptées en 2023-2024)**

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
<u>Session ordinaire 2022-2023</u>				
12.05.23	invitant le Gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale <i>(proposition de résolution déposée en 2022-2023)</i>	Mme Nathalie DELATTRE et plusieurs de ses collègues	16.01.24	Adoption
27.06.23	relative aux négociations en cours en vue d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur <i>(proposition de résolution déposée en 2022-2023)</i>	Mme Sophie PRIMAS, M. Jean-François RAPIN, Mme Anne-Catherine LOISIER, M. Laurent DUPLOMB et plusieurs de leurs collègues	17.01.24	Adoption
<u>Session ordinaire 2023-2024</u>				
11.10.23	portant sur la condamnation des crimes terroristes perpétrés par le Hamas et le soutien indéfectible au peuple israélien	MM. Bruno RETAILLEAU, Hervé MARSEILLE, François PATRIAT et Claude MALHURET	-	-
15.11.23	visant à lutter contre la banalisation des discours de haine dans le débat public	M. Ian BROSSAT, Mme Cécile CUKIERMAN et plusieurs de leurs collègues	-	-

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
01.12.23	visant à condamner l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh et à prévenir toute autre tentative d'agression et de violation de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie, appelant à des sanctions envers l'Azerbaïdjan et demandant la garantie du droit au retour des populations arméniennes au Haut-Karabagh	MM. Bruno RETAILLEAU, Gilbert-Luc DEVINAZ et plusieurs de leurs collègues	17.01.24	Adoption
22.12.23	relative à la situation du Liban et à la perspective de sortie de crise	Mme Christine LAVARDE et plusieurs de ses collègues	-	-
22.12.23	invitant le Gouvernement à ne pas vendre le Stade de France	M. Fabien GAY et plusieurs de ses collègues	-	-
05.01.24	visant à inviter la France à saisir la Cour pénale internationale sur la situation à Gaza	Mme Raymonde PONCET MONGE et plusieurs de ses collègues	-	-
05.03.24	invitant le Gouvernement à reconnaître l'État palestinien et à agir pour un cessez-le-feu effectif et durable dans l'attente de négociations	Mmes Cécile CUKIERMAN, Michelle GRÉAUME, MM. Fabien GAY, Robert Wienie XOWIE et plusieurs de leurs collègues	-	-
11.04.24	appelant à la création d'un ticket climat	M. Jacques FERNIQUE, Mme Mélanie VOGEL et plusieurs de leurs collègues	-	-
19.04.24	tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques	M. Pascal SAVOLDELLI et plusieurs de ses collègues	-	-

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
11.06.24	visant à lutter contre les pénuries de médicaments en France	Mmes Céline BRULIN, Cathy APOURCEAU-POLY, Silvana SILVANI et plusieurs de leurs collègues	-	-
Intersession 2023-2024				
01.08.24	visant à faire prévaloir le droit international dans le territoire palestinien occupé depuis 1967 pour donner suite à l'avis consultatif du 19 juillet 2024 de la Cour internationale de Justice et faire reconnaître l'illégalité de la colonisation israélienne en Palestine	Mme Raymonde PONCET MONGE et plusieurs de ses collègues,	-	-
13.09.24	relative à l'inscription du Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes	Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO	-	-

2. Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (aucune déposée)

La direction de la Séance du Sénat n'a enregistré aucun dépôt de proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat au cours de la session 2023-2024 (contre 4 au cours de la session 2022-2023 dont aucune n'avait fait l'objet d'un examen en séance publique).

**3. Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête
(15 déposées, aucune examinée en séance)**

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
<u>Session ordinaire 2023-2024</u>				
13.10.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens de lutte contre le financement du terrorisme en France et en Europe	Mme Nathalie GOULET et plusieurs de ses collègues	-	-
24.10.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier ¹	M. Bruno RETAILLEAU et plusieurs de ses collègues	-	-
31.10.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur la production, la consommation et le prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050 ¹	M. Vincent DELAHAYE et plusieurs de ses collègues	-	-
23.11.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France ¹	M. Yannick JADOT et plusieurs de ses collègues	-	-
05.12.23	tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attaque terroriste islamiste du 2 décembre 2023 à Paris	M. Stéphane RAVIER	-	-

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
16.01.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté ¹	MM. Rachid TEMAL, Patrick KANNER et plusieurs de leurs collègues	-	-
17.01.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur la paupérisation des copropriétés immobilières ¹	Mmes Cécile CUKIERMAN, Marianne MARGATÉ et plusieurs de leurs collègues	-	-
24.01.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les réalités, les causes et les conséquences de la dénatalité en France	M. Stéphane RAVIER	-	-
26.01.24	tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'application du principe constitutionnel de laïcité au sein des établissements de l'enseignement supérieur	Mme Nathalie DELATTRE	-	-
30.01.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction du revenu agricole et des relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire	MM. Jean-Claude TISSOT, Franck MONTAUGÉ, Victorin LUREL et plusieurs de leurs collègues	-	-
20.03.24	tendant à la création d'une commission d'enquête relative à la mise en œuvre du contrôle de l'État sur les établissements d'enseignement privés sous contrat	Mme Monique de MARCO et plusieurs de ses collègues	-	-

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
29.03.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds français pour le financement des travaux du tunnel de Tende, sous maîtrise d'ouvrage italienne	M. Philippe TABAROT	-	-
05.04.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités de l'État dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques sanitaires associés	M. Alexandre OUIZILLE et plusieurs de ses collègues	-	-
22.05.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur la présence et l'impact de l'islamo-gauchisme à Sciences Po et dans les universités françaises	M. Henri LEROY	-	-
Intersession 2023-2024				
25.09.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sauvegarde des monuments historiques et religieux	M. Stéphane RAVIER	-	-

G. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Date	Objet de la saisine	Suite
Année parlementaire 2023-2024		
15.11.2023	Demande d'avis sur « la création d'une allocation universelle comme outil de lutte contre la précarité de la jeunesse ».	Contribution du CESE à la saisine du Sénat « Allocation universelle pour lutter contre la précarité de la jeunesse » ¹

¹ <https://www.lecese.fr/travaux-publies/contribution-du-cese-la-saisine-du-senat-allocation-universelle-pour-lutter-contre-la-precarite-de-la-jeunesse>

III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

A. DÉBATS

1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (4)

Date	Objet	Ministre(s) ayant lu la déclaration	Déclaration	Durée
<u>Session ordinaire 2023-2024</u>				
24 octobre 2023	Situation au Proche-Orient	Mme Élisabeth BORNE, Première ministre	0 h 17	1 h 53
21 novembre 2023	Partenariats renouvelés entre la France et les pays africains	Mme Catherine COLONNA, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Sébastien LECORNU, ministre des armées	0 h 37	1 h 55
31 janvier 2024	Déclaration du Gouvernement	M. Gabriel ATTAL, Premier ministre	1 h 03	2 h 36
13 mars 2024	Accord de sécurité franco-ukrainien et situation en Ukraine	M. Gabriel ATTAL, Premier ministre	0 h 34	2 h 32

2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (3)

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée
<u>Session ordinaire 2023-2024</u>			
11 octobre 2023	Conseil européen des 26 et 27 octobre 2023	Mme Laurence BOONE, secrétaire d'État chargée de l'Europe	2 h 16
13 décembre 2023	Conseil européen des 14 et 15 décembre 2023	Mme Laurence BOONE, secrétaire d'État chargée de l'Europe	1 h 46
19 mars 2024	Conseil européen des 21 et 22 mars 2024	M. Jean-Noël BARROT, ministre délégué chargé de l'Europe	2 h 05

3. Interventions des forces armées à l'étranger

a) *Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger*

Date	Objet	Ministre intéressé	Déclaration	Durée
<u>Année parlementaire 2023-2024</u>				
<i>Néant</i>				

b) *Demande d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger*

Date	Objet	Ministre intéressé	Autorisation	Déclaration	Durée
<u>Année parlementaire 2023-2024</u>					
<i>Néant</i>					

4. Débats d'initiative sénatoriale (25)

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
<u>Année parlementaire 2023-2024</u>					
10.10.2023	Accession à la propriété	Groupe Les Républicains	Mme Dominique FAURE, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité	Questions-Réponses	1 h 29
11.10.2023	Augmentation de la taxe foncière	Groupe CRCE-K	M. Thomas CAZENAVE, ministre délégué chargé des comptes publics	Classique	1 h 26

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
21.11.2023	Déclinaison territoriale de la planification écologique : Quel rôle et quels moyens pour les collectivités locales ? Quel accompagnement du citoyen ?	Groupe SER	M. Christophe BÉCHU, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires	Questions-Réponses	1 h 39
21.11.2023	Rapport sur la situation des finances publique locales remis en application de l'article 52 de la loi organique relative aux lois de finances	Commission des finances	M. Thomas CAZENAVE, ministre délégué chargé des comptes publics	Questions-Réponses	1 h 29
14.12.2023	Comment le Gouvernement compte-t-il appliquer au plus vite les mesures du Comité Interministériel des Outre-mer ?	Groupe RDPI	M. Philippe VIGIER, ministre délégué chargé des outre-mer	Classique	1 h 05
16.01.2024	Face à la prédation du loup, comment assurer l'avenir du pastoralisme ?	Groupe Les Républicains	M. Marc FESNEAU, ministre de l'agriculture	Questions-Réponses	1 h 31
16.01.2024	Réforme du marché de l'électricité	Groupe Les Républicains	M. Bruno LE MAIRE, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Questions-Réponses	1 h 24
16.01.2024	« Pouvoir de vivre » : quelles politiques de solidarité pour répondre au choc de la transition écologique ?	Groupe SER	M. Christophe BÉCHU, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires	Questions-Réponses	1 h 26

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
17.01.2024	Violences associées au football, dans et hors des stades	Groupe UC	Mme Amélie OUDEÁ-CASTÉRA, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et des jeux Olympiques et Paralympique	Questions-Réponses	1 h 31
18.01.2024	Mise en application de la loi du 21 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux	Groupe CRCE-K	M. Christophe BÉCHU, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires	Classique	1 h 31
25.01.2024	Débat sur les pratiques des centrales d'achat de la grande distribution	Groupe UC	Mme Marie LEBEC, ministre déléguée chargée des relations avec le Parlement	Questions-Réponses	1 h 09
13.02.2024	Avenir de notre modèle agricole	Groupe Les Républicains	Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre déléguée chargée de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	Classique	1 h 58
05.03.2024	Finances des départements	Groupe Les Républicains	M. Thomas CAZENAVE, ministre délégué chargé des comptes publics	Questions-Réponses	1 h 33

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
05.03.2024	JO 2024 : La France est-elle prête ?	Groupe Les Républicains	Mme Amélie OUDÉA-CASTÉRA, ministre des sports et des jeux Olympiques et Paralympiques	Questions-Réponses	1 h 39
06.03.2024	Équité et transparence de Parcoursup à la frontière du lycée et de l'enseignement supérieur	Groupe CRCE-K	Mme Sylvie RETAILLEAU, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche	Classique	1 h 48
06.03.2024	Enseignement privé sous contrat : quelles modalités de contrôle de l'État et quelle équité des moyens vis-à-vis de l'enseignement public ?	Groupe SER	Mme Nicole BELLOUBET, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	Questions-Réponses	1 h 39
13.03.2024	Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	Conférence des Présidents	-	Ancien débat classique	1 h 43
02.04.2024	Situation de l'hôpital	Groupe Les Républicains	M. Frédéric VALLETOUX, ministre délégué chargé de la santé et de la prévention	Questions-Réponses	1 h 45
09.04.2024	Fermeture des classes et mise en place de la carte scolaire dans les départements	Groupe Les Républicains	Mme Nicole BELLOUBET, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	Questions-Réponses	1 h 25
10.04.2024	Haut-commissariat au plan : quel bilan et quelle influence sur les politiques publiques depuis 2020	Groupe GEST	Mme Prisca THEVENOT, ministre déléguée chargée du renouveau démocratique	Classique	1 h 23

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
30.04.2024	Programme de stabilité et orientation des finances publiques	Commission des finances	M. Bruno LE MAIRE, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Thomas CAZENAVE, ministre délégué chargé des comptes publics	Classique	2 h 03
30.04.2024	Planification écologique et COP régionales : quelle efficacité ?	Groupe Les Républicains	Mme Dominique FAURE, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité	Questions-Réponses	1 h 20
28.05.2024	Bilan de l'application des lois	Conférence des Présidents	Mme Marie LEBEC, ministre déléguée chargée des relations avec le Parlement	Questions-Réponses	1 h 26
29.05.2024	Contrôle des investissements étrangers en France comme outil d'une stratégie d'intelligence économique au service de notre souveraineté	Groupe RDSE	M. Roland LESCURE, ministre délégué chargé de l'industrie et de l'énergie	Classique	1 h 47
29.05.2024	« La France a-t-elle été à la hauteur des défis et de ses ambitions européennes ? »	Groupe SER	M. Jean-Noël BARROT, ministre délégué chargé de l'Europe	Questions-Réponses	1 h 35

B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

1. Questions d'actualité au Gouvernement

RÉPARTITION PAR GROUPE

Groupes	Questions discutées
Les Républicains	138
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	75
Union centriste (UC)	62
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	25
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE)	25
Les Indépendants - République et territoires (INDEP)	25
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	25
Écologiste - Solidarité et territoires (GEST)	25
Non-inscrits	4
Total	404

2. Questions orales

RÉPARTITION PAR GROUPE

Groupes	Questions déposées	Questions discutées
Les Républicains	198 (34,1 %)	168 (38,5 %)
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	108 (18,6 %)	83 (19 %)
Union centriste (UC)	116 (20 %)	74 (17 %)
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	36 (6,2%)	27 (6,2 %)
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE-K)	35 (6%)	24 (5,5 %)
Les Indépendants - République et territoires	25 (4,3%)	15 (3,4 %)
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	27 (4,6%)	20 (4,6 %)
Écologiste - solidarité et territoires (GEST)	33 (5,7%)	23 (5,3 %)
Non-inscrits	3 (0,5%)	2 (0,5 %)
Total	581	436

3. Questions écrites

RÉPARTITION PAR GROUPE

Groupes	Questions déposées	en % du total des questions	Réponses	en % du total des réponses
Les Républicains	1 648	39,7 %	945	41,9 %
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	632	15,2 %	287	12,7 %
Union centriste (UC)	896	21,6 %	557	24,7 %
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	93	2,2 %	60	2,7 %
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE)	333	8 %	158	7 %
Les Indépendants - République et territoires	145	3,5 %	65	2,9 %
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	181	4,4 %	111	4,9 %
Écologiste - solidarité et territoires (GEST)	117	2,8 %	38	1,7 %
Non-inscrits	105	2,6 %	35	1,5 %
Total	4 150		2 256	

C. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES

Tableau récapitulatif des propositions de résolution européenne déposées en 2023-2024

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
188	07.12.2023	sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2024	73 <i>quater</i>	MM. Didier MARIE et Jean-François RAPIN, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 12.01.2024
207	13.12.2023	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures destinées à renforcer la solidarité et les capacités dans l'Union afin de détecter les menaces et incidents de cybersécurité, de s'y préparer et d'y réagir - COM(2023) 209 final	73 <i>quater</i>	Mmes Audrey LINKENHELD, Catherine MORIN-DESAILLY et M. Cyril PELLELAT, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 19.01.2024
231	21.12.2023	sur la réforme du pacte de stabilité et de croissance	73 <i>quater</i>	Mmes Florence BLATRIX CONTAT et Christine LAVARDE, au nom de la commission des affaires européennes	Finances	Devenue résolution le 26.01.2024
346	14.02.2024	relative à la prévention et à la lutte contre la corruption dans l'Union européenne	73 <i>quater</i>	MM. Claude KERN, Didier MARIE et Jean-François RAPIN, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 18.03.2024
434	19.03.2024	visant à reconnaître la spécificité de l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et renforcer le dispositif européen de protection civile	73 <i>quinquies</i>	M. Cyril PELLELAT	<i>Affaires européennes</i>	Retirée par son auteur le 21.03.2024

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
452	20.03.2024	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les végétaux obtenus au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés, et modifiant le règlement (UE) 2017/625 - COM(2023) 411 final	73 <i>quater</i>	M. Jean-Michel ARNAUD, Mme Karine DANIEL et M. Daniel GREMILLET, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 26.04.2024
507	03.04.2024	visant à permettre le financement par la facilité européenne pour la paix d'une mesure d'assistance au profit de l'Arménie	73 <i>quinquies</i>	MM. Jean-François RAPIN et Bruno RETAILLEAU	Affaires étrangères	Devenue résolution le 21.05.2024
509	04.04.2024	sur l'action de l'Union européenne contre les pénuries de médicaments	73 <i>quater</i>	Mmes Cathy APOURCEAU-POLY, Pascale GRUNY et M. Bernard JOMIER, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires sociales	Devenue résolution le 10.05.2024
523	09.04.2024	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales - COM(2023) 533 final	73 <i>quater</i>	Mme Amel GACQUERRE et M. Michaël WEBER, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires économiques	Devenue résolution le 14.05.2024

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
524	09.04.2024	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2021/2115 et (UE) 2021/2116 en ce qui concerne les normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales, les programmes pour le climat, l'environnement et le bien-être animal, la modification des plans stratégiques relevant de la PAC, le réexamen des plans stratégiques relevant de la PAC et les exemptions des contrôles et des sanctions - COM(2024) 139 final	73 <i>quinquies</i>	MM. Jean-François RAPIN, Patrick CHAUVET, Pierre CUYPERS, Laurent DUPLOMB, Daniel GREMILLET, Mme Pascale GRUNY, MM. Vincent LOUAULT, Franck MENONVILLE, Olivier RIETMANN, Mmes Sophie PRIMAS et Nadège HAVET	Affaires économiques	Devenue résolution le 17.05.2024
608	21.05.2024	visant à reconnaître la spécificité de l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à renforcer le dispositif européen de protection civile	73 <i>quinquies</i>	M. Cyril PELLEVAL	Lois	Devenue résolution le 26.07.2024
625	22.05.2024	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que contre les matériels relatifs à des abus sexuels sur enfants, et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil (refonte) - COM(2024) 60 final	73 <i>octies</i>	M. André REICHARDT, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 27.05.2024

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
648	30.05.2024	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - COM(2024) 150 final	73 octies	M. François BONNEAU, Mme Gisèle JOURDA et M. Dominique de LEGGE, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires étrangères	Devenue résolution le 05.06.2024
649	30.05.2024	sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la surveillance et à la résilience des sols (directive sur la surveillance des sols) - COM(2023) 416 final	73 quater	Mme Gisèle JOURDA et M. Cyril PELLELAT, au nom de la commission des affaires européennes	Développement durable	Devenue résolution le 05.07.2024
762	17.09.2024	visant à prendre des mesures appropriées contre les atteintes aux droits fondamentaux des femmes en Afghanistan commises par le régime des talibans	73 quinquies	M. Pascal ALLIZARD et plusieurs de ses collègues	Affaires européennes	Examen au cours de la session 2024-2025

D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (art. 6 bis RS)	Objet	Président(e) de la commission	Rapporteur(e) de la commission
Session ordinaire 2023-2024					
06.11.2023	Commission des lois	Non	Émeutes qu'a connues notre pays à compter du 27 juin 2023 <i>(prérogatives de commission d'enquête conférées pour 6 mois à la commission des lois)</i>	M. François-Noël BUFFET	M. François-Noël BUFFET
08.11.2023	Les Républicains	Oui	Impact du narcotrafic en France et mesures à prendre pour y remédier	M. Jérôme DURAIN	M. Etienne BLANC
14.12.2023	GEST	Oui	Moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France	M. Roger KAROUTCHI	M. Yannick JADOT
17.01.2024	UC	Oui	Production, consommation et prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050	M. Franck MONTAUGÉ	M. Vincent DELAHAYE
01.02.2024	SER	Oui	Les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté	M. Dominique de LEGGE	M. Rachid TEMAL

01.02.2024	CRCE-K	Oui	Paupérisation des copropriétés immobilières	Mme Amel GACQUERRE	Mme Marianne MARGATÉ
27.03.2024	Commission de la culture	Non	Modalités de constitution d'une société commerciale par la Ligue de football professionnel en application des articles L. 333-1 et suivants du code du sport introduits par la loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France <i>(prérogatives de commission d'enquête conférées pour 6 mois à la commission de la culture)</i>	M. Laurent LAFON	M. Michel SAVIN
<u>Du 1^{er} juillet au 30 septembre 2024</u>					
<i>Néant</i>					

E. MISSIONS D'INFORMATION

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (Art. 6 bis RS)	Objet	Président(e) de la mission	Rapporteur(e) de la mission
<u>Session ordinaire 2023-2024</u>					
15.02.24	RDPI	oui	« Complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français »	Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE	M. Xavier IACOVELLI
28.02.24	RDSE	oui	L'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale	Mme Annick JACQUEMET	Mme Véronique GUILLOTIN
28.02.24	Les Indépendants	oui	Le périmètre d'intervention et les compétences des architectes des bâtiments de France (ABF)	Mme Marie-Pierre MONIER	M. Pierre-Jean VERZELEN
<u>Du 1^{er} juillet au 30 septembre 2024</u>					
<i>Néant</i>					

F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT

Type de rapports Session parlementaire	Rapports périodiques	Rapports uniques	Rapports d'application des lois (art. 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004)	Total des rapports déposés
2010-2011	39	29	22	90
2011-2012	46	26	44	116
2012-2013	38	26	13	67
2013-2014	33	37	17	87
2014-2015	19	79	17	115
2015-2016	27	80	14	121
2016-2017	26	81	14	121
2017-2018	35	56	9	100
2018-2019	31	60	6	97
2019-2020	28	71	28	127
2020-2021	42	83	16	141
2021-2022	51	63	19	133
2022-2023	42	55	49	146
2023-2024	36	64	13	113

1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 36 rapports)

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date du dernier dépôt
1	RP n° 478 - Rapport analysant la trajectoire, les conditions de financement et la soutenabilité de la dette de l'ensemble des administrations publiques, en application de l'article 48 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances	2-oct.-23
11	RP n° 479 - Rapport annuel sur l'application du régime d'autorisation préalable de l'exploitation de certains équipements constitutifs des futurs réseaux radioélectriques mobiles de cinquième génération, en application de l'article 5 de la loi n° 2019-810 du 1er août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles	18-oct.-23
12	RP n° 480 - Rapport annuel sur la mise en oeuvre de la loi de programmation de la recherche, en application du III de l'article 2 de la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur	23-oct.-23

14	RP n° 481 - Rapport annuel présentant un bilan de l'application des articles L. 361-4 et L. 361-4-1 du code rural et de la pêche maritime et les perspectives financières envisagées pour l'année suivante au titre de l'article L. 361-4-1 du même code, en application de l'article 19 de la loi n° 2022-298 du 2 mars 2022 d'orientation relative à une meilleure diffusion de l'assurance récolte en agriculture et portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture	24-oct.-23
15	RP n° 482 - Rapport annuel présentant un bilan de l'expérimentation des contrats de redressement en outre-mer, en application de l'article 191 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	25-oct.-23
16	RP n° 483 - Rapport annuel du Fond d'intervention régional pour l'exercice 2022, en application de l'article L. 1435-10 du code de la santé publique	27-oct.-23
19	RP n° 484 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au budget pluriannuel du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, en application de l'article 158 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022	10-nov.-23
20	RP n° 485 - Bilan financier retraçant, pour le deuxième trimestre 2023, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et France 2030, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	13-nov.-23
25	RP n° 486 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif aux expérimentations innovantes en santé, en application du VII de l'article L162-31-1 du code de la sécurité sociale	22-nov.-23
26	RP n° 487 - Rapport 2023 du Gouvernement au Parlement relatif au coût pour les collectivités territoriales des mesures d'exonération et d'abattement d'impôts directs locaux, en application de l'article 33 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	24-nov.-23
27	RP n° 488 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales, en application de l'article 166 de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016	27-nov.-23
39	RP n° 489 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif à l'évolution des dépenses et des ressources de la Société du Grand Paris, exercice pour l'année 2023, en application de l'article 167 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019	22-déc-23
42	RP n° 490 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif à l'état des sommes restant dues par l'Etat aux régimes obligatoires de base de sécurité sociale au 31 décembre 2022, en application de l'article LO. 111-10-1 du code de la sécurité sociale	28-déc-23
43	RP n° 491 - Deuxième rapport annuel du Gouvernement au Parlement portant sur la progression du marquage des vélos et sur l'évolution des vols de vélos, en application de l'article 56 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	28-déc-23
44	RP n° 492 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement portant sur la complémentaire santé solidaire pour 2023, en application de l'article L. 862-7 du code de la sécurité sociale	28-déc-23

54	RP n° 493 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif au bilan quantitatif et qualitatif des modalités de mise en oeuvre de la création du statut de citoyen sauveteur, en application de l'article 9 de la loi n° 2020-840 du 3 juillet 2020 visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent	31-janv-24
55	RP n° 494 - Bilan financier retraçant, pour le troisième trimestre 2023, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et France 2030, en application de l'article 8 de la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	31-janv-24
57	RP n° 495 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la politique de contrôle en matière de pratiques commerciales trompeuses portant sur l'affichage de l'origine des denrées alimentaires, en application de l'article 12 de la loi n° 2021-1357 du 18 octobre 2021 visant à protéger la rémunération des agriculteurs	05-févr-24
59	RP n° 496 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan statistique annuel 2023 de l'application des objectifs d'approvisionnement fixés à la restauration collective, établi conformément à l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime	07-févr-24
62	RP n° 497 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif à l'avis 2023 du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur la complémentaire santé solidaire, en application de l'article L. 862-7 du code de la sécurité sociale	28-févr-24
67	RP n° 498 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement portant sur la revue annuelle de la condition militaire pour l'année 2023, en application de l'article L. 4111-1 du code de la défense	21-mars-24
70	RP n° 499 - Rapport du Gouvernement en réponse aux recommandations et propositions du rapport annuel du Haut Conseil pour le climat intitulé « Acter l'urgence, engager les moyens » au titre de l'année 2023, en application de l'article L. 132-4 du code de l'environnement	27-mars-24
79	RP n° 500 - Bilan financier retraçant, pour le quatrième trimestre 2023, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et France 2030, en application de l'article 8 de la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	30-avr-24
84	RAPPORT NON PUBLIC RP n° 501 - Synthèse des réponses des distributeurs sur l'utilisation faite du surplus de chiffre d'affaires généré par le relèvement du seuil de revente à perte, en application de l'article 2 de la loi n° 2023-221 du 30 mars 2023 tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs	14-mai-24
85	RP n° 502 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement portant sur la politique de développement et de solidarité internationale de la France, en application de l'article 3 de la loi n°2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales	15-mai-24
86	RP n° 503 - Contrat d'objectifs et de moyens 2024-2026 entre l'Etat et Expertise France, en application de l'article 1 de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'Etat	17-mai-24

89	RP n° 504 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement de mise en œuvre et d'exécution de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027, en application de l'article 1 de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027	29-mai-24
94	RP n° 505 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement présentant les actions et les pistes d'évolution à envisager aux niveaux européen et national pour adapter les outils de gestion des risques climatiques en agriculture, en application de l'article 20 de la loi n° 2022-298 du 2 mars 2022 d'orientation relative à une meilleure diffusion de l'assurance récolte en agriculture et portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture	06-juin-24
99	RP n° 506 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif pour l'année 2023 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour l'année 2024, en application de l'article L314-6 du code de l'action sociale et des familles	17-juin-24
100	RP n° 507 - Projets de contrats d'objectifs et de moyens de France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et l'Institut national de l'audiovisuel, pour la période 2024-2028, en application de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	18-juin-24
103	RP n° 508 - Bilan financier retraçant, pour le premier trimestre 2024, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et France 2030, en application de l'article 8 de la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	08-juil-24
107	RP n° 509- Rapport annuel du Gouvernement au Parlement portant sur les exportations d'armement de la France pour 2024, en application du point 4 du rapport annexé à la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	16-juil-24
108	RP n° 510 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement portant sur les exportations des biens à double usage de la France, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement en juin 2021 de renforcer l'information au Parlement, afin d'apporter une vision d'ensemble de son action dans le domaine du contrôle des exportations de matériels de guerre et de biens à double usage	16-juil-24
109	RP n° 511 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les enjeux et les principales évolutions de la programmation budgétaire de la mission « Défense » (juin 2024), en application de l'article 10 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	02-sept-24
110	RP n° 512 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement portant sur les opérations extérieures et les missions intérieures de la France, en application de l'article 5 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	02-sept-24

112	RP n° 513 - Rapport périodique du Gouvernement au Parlement relatif à l'estimation du coût réel pour la branche maladie, de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles, en application de l'article L. 176-2 du code de la sécurité sociale	24-sept-24
-----	--	------------

2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat
(total : 64 rapports)

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
2	RU n° 992- Projet d'avenant n° 1 à la convention du 4 mars 2020 portant avenant n° 1 à la convention du 19 août 2019 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Valorisation - Fonds national de valorisation »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	2-oct.-23
3	RU n° 993 - Projet d'avenant n°1 à la convention du 4 mars 2020 entre l'État, l'Agence nationale de la recherche et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Valorisation - Fonds national de valorisation», volet « Plan innovation outre-mer »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	2-oct.-23
4	RU n° 994 - Rapport relatif au modèle de financement des Dispositifs d'Appui à la Coordination, en application de l'article 84 de la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023	9-oct.-23
5	RU n° 995 - Rapport du Gouvernement au Parlement portant sur le bilan d'application du contrat d'entreprise 2018-2022 entre l'État et La Poste, en application des dispositions de l'article 9 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom	10-oct.-23
7	RU n° 996 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évaluation de la mise en œuvre du code de la justice pénale des mineurs, en application de l'article 8-2 de l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs	12-oct.-23
8	RU n° 997 - Rapport du Gouvernement au Parlement portant sur l'évaluation de la mise en œuvre du décret du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, en application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire	13-oct.-23
9	RU n° 998 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évaluation de l'expérimentation de l'option végétarienne quotidienne pour les collectivités territoriales volontaires, en application de l'article 252 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	13-oct.-23

10	RU n° 999 - Rapport du Gouvernement au Parlement portant sur les dépenses des personnes publiques en faveur de l'économie sociale et solidaire, en application de l'article 185 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	13-oct.-23
13	RU n° 1000 - Rapport du Gouvernement au Parlement portant sur l'évaluation du crédit d'impôt prévu à l'article 151 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, en application de l'article 53 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	23-oct.-23
17	RU n° 1001 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux effets du coefficient correcteur mis en place à la suite de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, en application des dispositions du H du IV de l'article 16 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	21-oct.-23
18	RU n° 1002 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux crédits budgétaires de l'aide au fret au sein de la mission « outre-mer » proposant des solutions afin de faciliter l'accès à cette aide, en application de l'article 193 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	7-nov.-23
21	RU n° 1003 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'expérimentation du transfert de certaines activités des médecins du travail à des infirmiers qualifiés en santé au travail en Mutualité sociale agricole, en application de l'article 66 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021	14-nov.-23
22	RU n° 1004 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux actions susceptibles d'être mises en œuvre afin d'améliorer le recours au « pass culture » par ses bénéficiaires potentiels en milieu rural et sur leurs conséquences pour le budget de l'État, en application de l'article 177 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	20-nov.-23
23	RU n° 1005 - Avenant à la convention entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Capital risque-capital développement technologique »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	21-nov.-23
24	RU n° 1006 - Avenant à la convention entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Innovation numérique pour l'excellence éducative »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	21-nov.-23
28	RU n° 1007 - Rapport évaluant les effets sur la loi de financement de la sécurité sociale de l'instauration d'un ratio minimal d'encadrement des résidents par le personnel soignant d'au moins 6 professionnels pour 10 résidents dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, en application de l'article 73 de la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023	1-déc.-23
29	RU n° 1008 - Projet de convention financière entre l'État, l'EPIC Bpifrance et la société anonyme Bpifrance relative aux investissements d'avenir et au plan France 2030, relative au volet « Fonds national d'amorçage n°3 », en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	4-déc.-23

30	RU n° 1009 - Rapport du Gouvernement au Parlement d'évaluation 2023 de l'expérimentation du cannabis à usage médical, en application de l'article 43 de la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020	05-déc-23
31	RU n° 1010 - Rapport relatif au financement des énergies marines renouvelables, en application de l'article 84 de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	07-déc-23
32	RU n° 1011 - Projets de décisions de la Première Ministre qui permettront la consommation d'autorisations d'engagement sur le programme 424 du budget de l'État, en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010 237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	09-déc-23
33	RU n° 1012 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la généralisation des hébergements temporaires non médicalisés, en application de l'article 59 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021	11-déc-23
34	RU n° 1013 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évaluation du crédit d'impôt pour investissements réalisés en Corse, en application de l'article 43 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	12-déc-23
35	RU n° 1014 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux synergies qui pourraient exister entre le désamiantage des bâtiments et le développement du solaire photovoltaïque, en application de l'article 52 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	13-déc-23
36	RU n° 1015 - Avenant n° 1 à la convention du 29 octobre 2014 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Partenariats pour la formation professionnelle et l'emploi »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	21-déc-23
37	RU n° 1016 - Avenant n°2 à la convention du 9 septembre 2010 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « investissements dans la formation en alternance »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	21-déc-23
38	RU n° 1017 - Rapport du Gouvernement au Parlement d'évaluation du dispositif d'expérimentation du compte financier unique, en application de l'article 242 de la loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 modifié	22-déc-23
40	RU n° 1018 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'organisation du système de santé et la sécurité sociale dans la collectivité de Saint-Barthélemy, en application de l'article 253 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale	22-déc-23
41	RU n° 1019 - Rapport du Gouvernement au Parlement portant sur les « exclus du Ségur », en application de l'article 83 de la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023	28-déc-23

45	RU n° 1020 - Rapport sur les réductions d'impôt « Malraux » et « Denormandie dans l'ancien », en application de l'article 75 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 tel que modifié par l'article 19 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	28-déc-23
46	RU n° 1021 - Rapport sur l'évaluation des réductions d'impôt sur le revenu « Madelin » pour l'investissement des particuliers dans les petites et moyennes entreprises, en application de l'article 17 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	28-déc-23
47	RU n° 1022 - Rapport du Gouvernement sur l'évaluation de l'article 89 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, en application de l'article 76 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	29-déc-23
48	RU n° 1023 - Rapport sur la mise en œuvre de l'encadrement des activités financières des Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes, en application de l'article 62 de la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023	02-janv-24
49	RU n° 1024 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux conditions d'une délégation aux régions de la gestion opérationnelle du programme européen à destination des écoles pour la distribution de fruits et légumes et de lait à l'école et à l'opportunité d'organiser une expérimentation dans les régions volontaires, en application de l'article 146 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,	03-janv-24
50	RU n° 1025 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'opportunité d'étendre le critère du bilan carbone, prévu à l'article L. 314-1 A du Code de l'Energie, aux dispositifs de soutien à la production d'électricité à part d'énergies renouvelables attribués en guichet ouvert, en application de l'article 90 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	05-janv-24
52	RU n° 1026 - Rapport du Gouvernement au Parlement faisant état des moyens et des coûts de l'activité d'accompagnement de l'État sur les grands projets d'infrastructures culturelles, au regard du contexte, sur les territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, en application de l'article 178 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	19-janv-24
53	RU n° 1027 - Rapport du Gouvernement au Parlement visant à déterminer la pension de base des non-salariés agricoles en fonction des vingt-cinq années civiles d'assurance les plus avantageuses, en application de la loi n° 2023-87 du 13 février 2023 visant à calculer la retraite de base des non-salariés agricoles en fonction des vingt-cinq années d'assurance les plus avantageuses	30-janv-24

58	RU n° 1028 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évaluation de l'expérimentation des dispositifs d'abattoirs mobiles prévue par l'article 73 de la loi 2018-938 du 30 octobre 2018, en application de l'article 73 de la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous	07-févr-24
60	RU n° 1029 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au dispositif expérimental de collecte et d'exploitation automatisées par les administrations fiscales et douanières des contenus accessibles publiquement sur les sites internet de certains opérateurs de plateforme, en application de l'article 154 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	08-févr-24
61	RU n° 1030 - Rapport du Gouvernement au Parlement portant sur la mise en place des codes de bonne conduite et sur leur efficacité pour réduire de manière significative les communications commerciales audiovisuelles relatives à des biens et services ayant un impact négatif sur l'environnement, en application de l'article 14 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	28-févr-24
63	RU n° 1031 - Projet de convention entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au Plan France 2030 (action « Aides à l'innovation "bottom-up" (fonds propres) » - volet « Entrepreneurs du vivant »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	28-févr-24
64	RU n° 1032 - Rapport du Gouvernement au Parlement portant sur l'évaluation de l'expérimentation de la dématérialisation des actes de l'état civil établis par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et de la création d'un registre d'état civil électronique (RECE), en application de l'article 12 de l'ordonnance 2019-724 du 10 juillet 2019 relative à l'expérimentation de la dématérialisation des actes de l'état civil établis par le ministère des affaires étrangères	01-mars-24
65	RU n° 1033 - Rapport du Gouvernement au Parlement dressant une évaluation des nuisances sonores occasionnées par les installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent pour les riverains, en application de l'article 68 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	01-mars-24
66	RU n° 1034 - Rapport du Gouvernement au Parlement portant sur l'encadrement des marges de la distribution pour la vente de produits sous SIQO, en application de l'article 6 de la loi n°2023-221 du 30 mars 2023 tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs	08-mars-24
68	RU n° 1035 - Bilan du Gouvernement au Parlement portant sur l'exécution de la loi de programmation militaire pour la période 2019-2023, en application de l'article 9 de la loi n°2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	22-mars-24

71	RU n° 1036 - Rapport du Gouvernement au Parlement d'évaluation sur l'expérimentation de la distribution de l'éco-PTZ par deux sociétés de tiers-financement, en application de l'article 140 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	29-mars-24
72	RU n° 1037- Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'intérêt de l'extension du coefficient « coût de la vie » pour les personnels soignants des régions frontalières de la Suisse, en application de l'article 270 de la loi n° 2022 217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale	03-avr-24
73	RU n° 1038 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'expérimentation d'orientation des bacheliers professionnels vers les sections de technicien supérieur mise en place par l'article 40 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017	05-avr-24
74	RU n° 1039 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents assermentés des exploitants des services de transport, en application de l'art. 113 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	11-avr-24
75	RU n° 1040 - Bilan de l'expérimentation de dérogations au droit du travail dans le cadre de la mise en œuvre de prestations de suppléances à domicile du proche aidant et de séjours de répit aidants-aidés, en application de l'article 53 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance	23-avr-24
76	RU n° 1041 - Rapport du Gouvernement au Parlement évaluant à mi-parcours la mise en œuvre de l'expérimentation « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI), en application de l'article 228 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024	24-avr-24
78	RU n° 1042 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la maturité technologique et l'opportunité technique et environnementale du déploiement d'installations d'hydroliennes fluviales sur le domaine public fluvial, en application de l'article 75 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	30-avr-24
81	RU n° 1043 - Programme national de réforme	06-mai-24
82	RU n° 1044 - Programme de stabilité 2024-2027	06-mai-24
90	RU n° 1045 - Bilan au 31 décembre 2023 de l'application de l'article 181 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, en application de l'article 181 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale	30-mai-24

92	RU n° 1046 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de l'article 515-11-1 du code civil portant sur le bracelet anti-rapprochement civil, en application de l'article 7 de la loi n° 2019-1480 du 28 décembre 2019 visant à agir contre les violences au sein de la famille	03-juin-24
93	RU n° 1047 - Contrat d'objectifs et de performance 2023-2032 actualisé entre l'État et Voies navigables de France, en application de l'article L.4311-8 du code des transports (loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités)	05-juin-24
96	RU n° 1048 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre des obligations prévues au I. de l'article 244 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021	12-juin-24
97	RU n° 1049 - Projet de convention financière entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative aux investissements d'avenir et à France 2030, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	12-juin-24
98	RU n° 1050 - Projet de convention entre l'État, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottomup », volet « France 2030 régionalisé »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	12-juin-24
102	RU n° 1051 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le bilan de l'exécution de la programmation militaire couvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 mars 2024, en application de l'article 9 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	27-juin-24
105	RU n° 1052 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement portant sur l'application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021, en application de l'article 66 de la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023	15-juil-24
106	RU n° 1053- Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan sur la mise en œuvre du Service national universel, en application du paragraphe 1.1 du rapport annexé à la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030	15-juil-24
111	RU n° 1054 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évaluation des expérimentations relative à la navigation d'engins flottants de surface maritimes ou sous-marins autonomes ou commandés à distance, en application de l'article 135 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	05-sept-24
113	RU n° 1055 - Rapport 2021-2023 du Gouvernement au Parlement sur les expérimentations prévues au quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution, en application de l'article L.O. 1113-5 du code général des collectivités locales	25-sept-24

3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 13 rapports)

N°	Année parlementaire 2022-2023	Date de dépôt
6	Art 67 n° 406 - Rapport relatif à la mise en application de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023 visant à ouvrir le tiers financement à l'Etat, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique	11-oct.-23
51	Art 67 n° 407 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux olympiques et paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions	08-janv-24
56	Art 67 n° 408 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	01-févr-24
69	Art 67 n° 409 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	25-mars-24
77	Art 67 n° 410 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-610 du 18 juillet 2023 visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	25-avr-24
80	Art 67 n° 411 - Rapport d'application de la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	06-mai-24
83	Art 67 n° 412 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi organique n° 2021-335 du 29 mars 2021 portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	14-mai-24

87	Art.67 n° 413 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	23-mai-24
88	Art.67 n° 414 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-219 du 21 février 2022 visant à réformer l'adoption, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	27-mai-24
91	Art.67 n° 415 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	03-juin-24
95	Art.67 n° 416 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2020-692 du 8 juin 2020 visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	12-juin-24
101	Art.67 n° 417 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-566 du 7 juillet 2023 visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	26-juin-24
104	Art.67 n° 418 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi organique n° 2023-1058 du 20 novembre 2023 relative à l'ouverture, la modernisation et à la responsabilité du corps judiciaire, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	09-juil-24

G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES

1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition
1	Présidence	Météo-France	Mme Virginie SCHWARZ	Décret n°59-587 du 29 avril 1959	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (39 voix pour, 4 voix contre)	31/08/2023	05/10/2023
2	Présidence	Autorité de régulation des transports	M. Thierry GUIMBAUD	Article L. 1261-5 du code des transports	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (23 voix pour, 11 voix contre)	30/10/2023	06/12/2023
3	Présidence du conseil d'administration	Agence de financement des infrastructures de transport de France	M. Franck LEROY	Article R. 1512-14 du code des transports	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (14 voix pour, 12 voix contre)	06/11/2023	28/02/2024
4	Direction générale	Pôle emploi	M. Thibaut GUILLUY	Article L. 5312-6 du code du travail	Affaires sociales	Favorable (18 voix pour, 11 voix contre)	16/11/2023	06/12/2023
5	Direction générale	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Mme Christelle RATIGNIER-CARBONNEI L	Article L. 5322-1 du code de la santé publique	Affaires sociales	Favorable (16 voix pour)	17/11/2023	13/12/2023

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition
6	Présidence	Commission nationale de l'informatique et des libertés	Mme Marie-Laure DENIS	Article 13 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978	Lois	Favorable (31 voix pour, 2 voix contre)	22/11/2023	17/01/2024

2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs - Année parlementaire 2023-2024

N°	Fonction	Structure	Personnalité concernée	Texte de référence	Commission compétente	Date saisine PM (ou Pt Sénat)	Date d'audition
1	Directeur général	Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales	M. Sébastien LELOUP	L. 1142-22 du code de la santé publique	Affaires sociales	11/09/2023	10/10/2023
2	Président du conseil d'administration	Établissement français du sang	M. Frédéric PACOUD	L. 1222-1 du code de la santé publique	Affaires sociales	04/10/2023	22/11/2023
3	Directeur général	Haute autorité de santé	M. Jean LESSI	L. 161-37 du code de la sécurité sociale	Affaires sociales	20/11/2023	20/12/2023
4	Directeur général	Institut national du cancer	M. Nicolas SCOTTÉ	L. 1415-2 du code de la santé publique	Affaires sociales	07/06/2024	10/07/2024

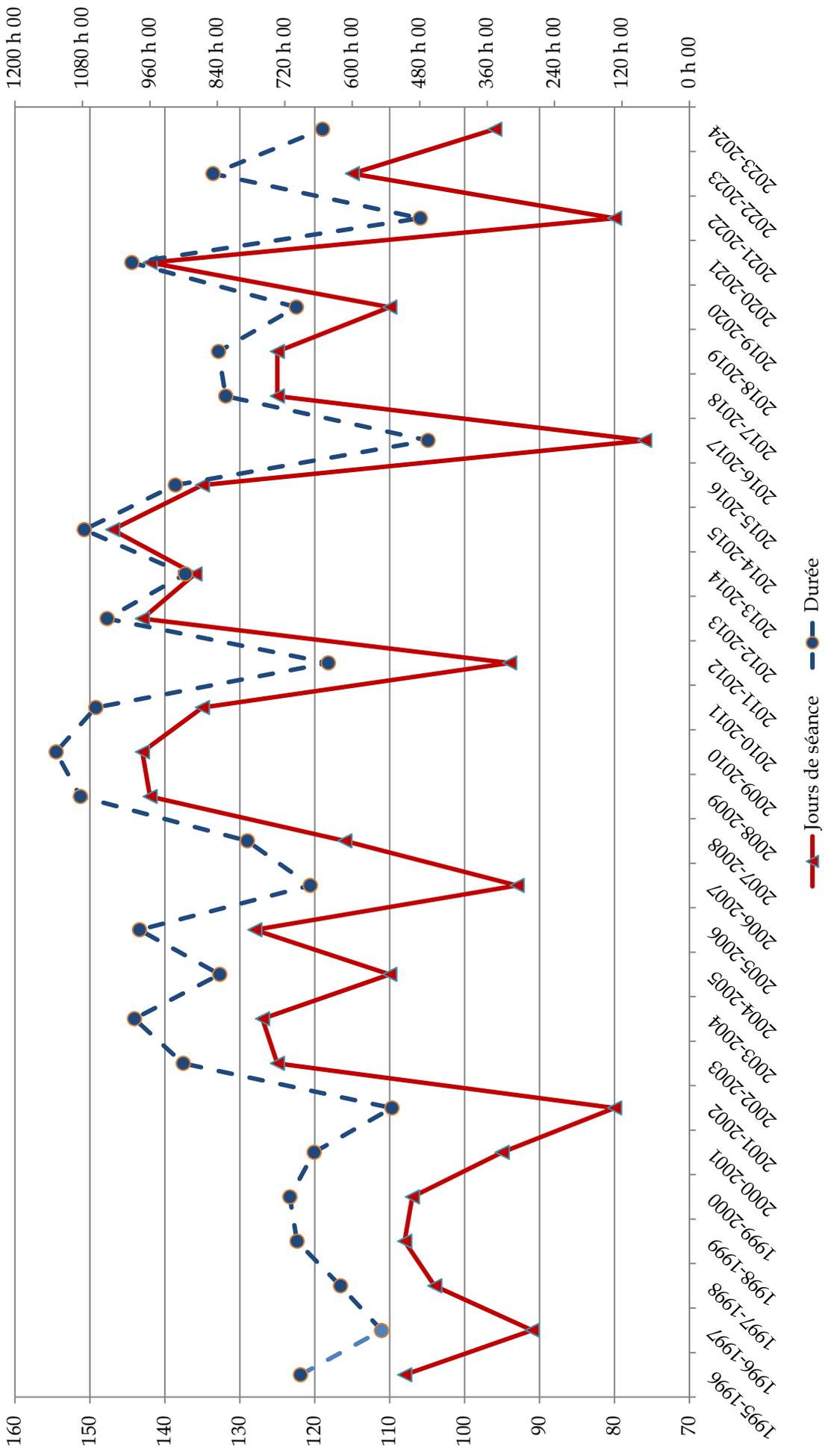
**COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES :
LES 65 ANS DU SÉNAT DE LA V^E RÉPUBLIQUE**

I. NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES

Années	SESSIONS						TOTAUX	
	Ordinaire printemps		Ordinaire automne		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1959	26	115 h 00	42	230 h 00	9	47 h 00	77	392 h 00
1960	39	216 h 00	43	185 h 00	2	19 h 00	84	420 h 00
1961	35	138 h 00	37	232 h 50	2	8 h 00	74	378 h 50
1962	31	131 h 30	12	25 h 00	7	29 h 10	50	185 h 40
1963	47	134 h 00	38	195 h 20	25	157 h 55	110	487 h 15
1964	31	126 h 20	38	232 h 15			69	358 h 35
1965	28	110 h 16	27	170 h 50	3	10 h 15	58	291 h 21
1966	33	137 h 02	37	222 h 40			70	359 h 42
1967	27	90 h 00	35	232 h 30			62	322 h 30
1968	13	23 h 15	36	233 h 05	12	50 h 00	61	306 h 20
1969	10	18 h 15	37	216 h 40	4	9 h 10	51	244 h 05
1970	33	161 h 30	37	239 h 20			70	400 h 50
1971	35	205 h 15	41	259 h 15			76	464 h 30
1972	32	179 h 10	39	245 h 45			71	424 h 55
1973	26	116 h 35	39	278 h 45			65	395 h 20
1974	12	36 h 15	45	312 h 45	11	48 h 00	68	397 h 00
1975	41	260 h 30	43	303 h 00	3	12 h 10	87	575 h 40
1976	37	190 h 50	43	284 h 10	7	37 h 05	87	512 h 05
1977	38	191 h 20	47	303 h 15			85	494 h 35
1978	42	196 h 35	50	396 h 55	5	16 h 40	97	610 h 10
1979	45	245 h 45	55	424 h 10	3	4 h 20	103	674 h 15
1980	48	309 h 25	54	378 h 55	14	89 h 35	116	777 h 55
1981	3	6 h 40	53	335 h 25	28	130 h 00	84	472 h 05
1982	47	259 h 20	53	346 h 25	31	123 h 05	131	728 h 50
1983	52	286 h 10	49	350 h 30	4	10 h 10	105	646 h 50
1984	49	241 h 35	50	339 h 50	22	88 h 55	121	670 h 20
1985	43	224 h 30	44	275 h 35	12	60 h 10	99	560 h 15
1986	38	225 h 50	48	378 h 00	43	324 h 30	129	928 h 20
1987	52	346 h 50	50	369 h 50	7	25 h 30	109	742 h 10
1988	5	14 h 05	51	350 h 20	12	48 h 40	68	413 h 05
1989	54	299 h 55	55	387 h 05	4	13 h 25	113	700 h 25
1990	51	294 h 30	51	407 h 55	1	4 h 50	103	707 h 15
1991	47	271 h 45	56	402 h 05	11	52 h 15	114	726 h 05
1992	45	209 h 35	40	216 h 20	21	105 h 20	106	531 h 15
1993	43	206 h 10	52	402 h 05	14	98 h 15	109	706 h 30
1994	45	248 h 35	54	409 h 25	24	155 h 30	123	813 h 30
1995 ¹	10	29 h 05	-	-	23	142 h 25	33	171 h 30

¹ Janvier à septembre.

Années	SESSIONS				TOTAUX	
	Ordinaire		Extraordinaires et de droit		Jours de séance	Durée
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée		
1995-1996	108	692 h 05	-	-	108	692 h 05
1996-1997	84	521 h 10	7	26 h 30	91	547 h 40
1997-1998	103	615 h 40	1	5 h 20	104	621 h 00
1998-1999	108	698 h 15	-	-	108	698 h 15
1999-2000	107	710 h 55	-	-	107	710 h 55
2000-2001	95	668 h 00	-	-	95	668 h 00
2001-2002	66	464 h 20	14	65 h 10	80	529 h 30
2002-2003	109	780 h 20	16	120 h 30	125	900 h 50
2003-2004	111	858 h 45	16	128 h 40	127	987 h 25
2004-2005	103	784 h 55	7	50 h 50	110	835 h 45
2005-2006	120	914 h 05	8	64 h 20	128	978 h 25
2006-2007	73	550 h 05	20	124 h 40	93	674 h 45
2007-2008	101	664 h 35	15	122 h 15	116	786 h 50
2008-2009	124	950 h 05	18	133 h 50	142	1083 h 55
2009-2010	123	984 h 41	20	142 h 22	143	1127 h 03
2010-2011	125	996 h 23	10	60 h 09	135	1056 h 32
2011-2012	75	512 h 48	19	129 h 59	94	642 h 47
2012-2013	122	866 h 28	21	169 h 49	143	1036 h 17
2013-2014	118	787 h 58	18	109 h 09	136	897 h 07
2014-2015	126	942 h 30	21	134 h 20	147	1076 h 50
2015-2016	121	847 h 57	14	67 h 04	135	915 h 01
2016-2017	60	381 h 14	16	84 h 04	76	465 h 18
2017-2018	105	659 h 34	20	165 h 38	125	825 h 12
2018-2019	110	734 h 23	15	103 h 27	125	837 h 50
2019-2020	99	626 h 52	11	72 h 39	110	699 h 31
2020-2021	118	822 h 07	24	170 h 20	142	992 h 27
2021-2022	66	405 h 17	14	73 h 31	80	478 h 49
2022-2023	106	803 h 38	9	44 h 22	115	848 h 00
2023-2024	95	651 h 51	1	0 h 57	96	652 h 49



II. PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DÉPOSÉS

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée Nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée Nationale	Sénat
1959	81	22	21,4 %	206	31
1960	85	26	23,4 %	165	30
1961	65	41	38,7 %	160	41
1962	51	11	17,7 %	85	28
1963	109	8	6,8 %	286	28
1964	91	9	9,0 %	119	19
1965	79	5	6,0 %	80	20
1966	88	10	10,2 %	134	18
1967	56	6	9,7 %	323	42
1968	90	5	5,3 %	421	31
1969	70	1	1,4 %	168	13
1970	72	18	20,0 %	196	53
1971	83	10	10,8 %	155	43
1972	71	27	27,6 %	217	48
1973	57	13	18,6 %	558	57
1974	49	28	36,4 %	227	82
1975	73	59	44,7 %	89	52
1976	87	31	26,3 %	167	66
1977	73	46	38,7 %	429	128
1978	60	36	37,5 %	469	130
1979	101	15	12,9 %	300	108
1980	48	17	26,2 %	286	121
1981	51	32	38,6 %	412	136
1982	83	42	33,6 %	147	107
1983	65	46	41,4 %	82	76
1984	74	37	33,3 %	99	76
1985	90	20	18,2 %	142	89
1986	41	34	45,3 %	362	153
1987	58	31	34,8 %	272	108
1988	37	27	42,2 %	366	126
1989	52	51	49,5 %	197	83
1990	56	38	40,4 %	202	84
1991	65	44	40,4 %	176	97
1992	56	36	39,1 %	194	57
1993	53	52	49,5 %	516	129
1994	58	52	47,3 %	390	98
1995*	31	20	39,2 %	160	80

* Janvier à septembre.

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée nationale	Sénat
1995-1996	55	36	39,6 %	264	91
1996-1997	51	53	51,0 %	378	93
1997-1998	44	47	51,6 %	329	160
1998-1999	26	67	72,0 %	211	83
1999-2000	30	49	62,0 %	255	94
2000-2001	37	35	48,6 %	202	93
2001-2002	20	73	78,5 %	222	61
2002-2003	55	37	40,2 %	367	72
2003-2004	74	54	42,2 %	253	73
2004-2005	59	53	47,3 %	209	100
2005-2006	63	53	45,7 %	338	104
2006-2007	34	71	67,6 %	275	65
2007-2008	51	45	46,9 %	425	88
2008-2009	77	59	43,4 %	323	137
2009-2010	76	43	36,1 %	346	130
2010-2011	52	38	42,2 %	391	166
2011-2012	38	46	54,8 %	374	193
2012-2013	120	31	20,5 %	491	146
2013-2014	57	35	38,0 %	272	124
2014-2015	51	63	55,3 %	297	88
2015-2016	63	48	43,2 %	297	155
2016-2017	44	93	67,9 %	229	119
2017-2018	55	31	36,0 %	457	157
2018-2019	38	24	38,7 %	432	163
2019-2020	47	41	46,6 %	533	166
2020-2021	59	35	37,2 %	439	185
2021-2022	26	91	77,8 %	424	213
2022-2023	28	20	41,7%	742	265
2023-2024	19	11	36,7%	587	203

III. DÉCLARATIONS D'URGENCE PUIS PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1959	0	51	0,00 %
1960	3	69	4,35 %
1961	1	86	1,16 %
1962	2	50	4,00 %
1963	10	68	14,71 %
1964	7	95	7,37 %
1965	3	60	5,00 %
1966	19	116	16,38 %
1967	5	62	8,06 %
1968	14	49	28,57 %
1969	7	71	9,86 %
1970	18	73	24,66 %
1971	20	92	21,74 %
1972	15	102	14,71 %
1973	8	55	14,55 %
1974	12	49	24,49 %
1975	20	112	17,86 %
1976	20	83	24,10 %
1977	44	102	43,14 %
1978	22	59	37,29 %
1979	8	47	17,02 %
1980	14	49	28,57 %
1981	7	33	21,21 %
1982	36	71	50,70 %
1983	21	87	24,14 %
1984	27	73	36,99 %
1985	55	81	67,90 %
1986	25	44	56,82 %
1987	35	79	44,30 %
1988	7	23	30,43 %
1989	30	63	47,62 %
1990	28	69	40,58 %
1991	28	58	48,28 %
1992	34	71	47,89 %
1993	14	54	25,93 %
1994	16	71	22,54 %
1995*	4	16	25,00 %

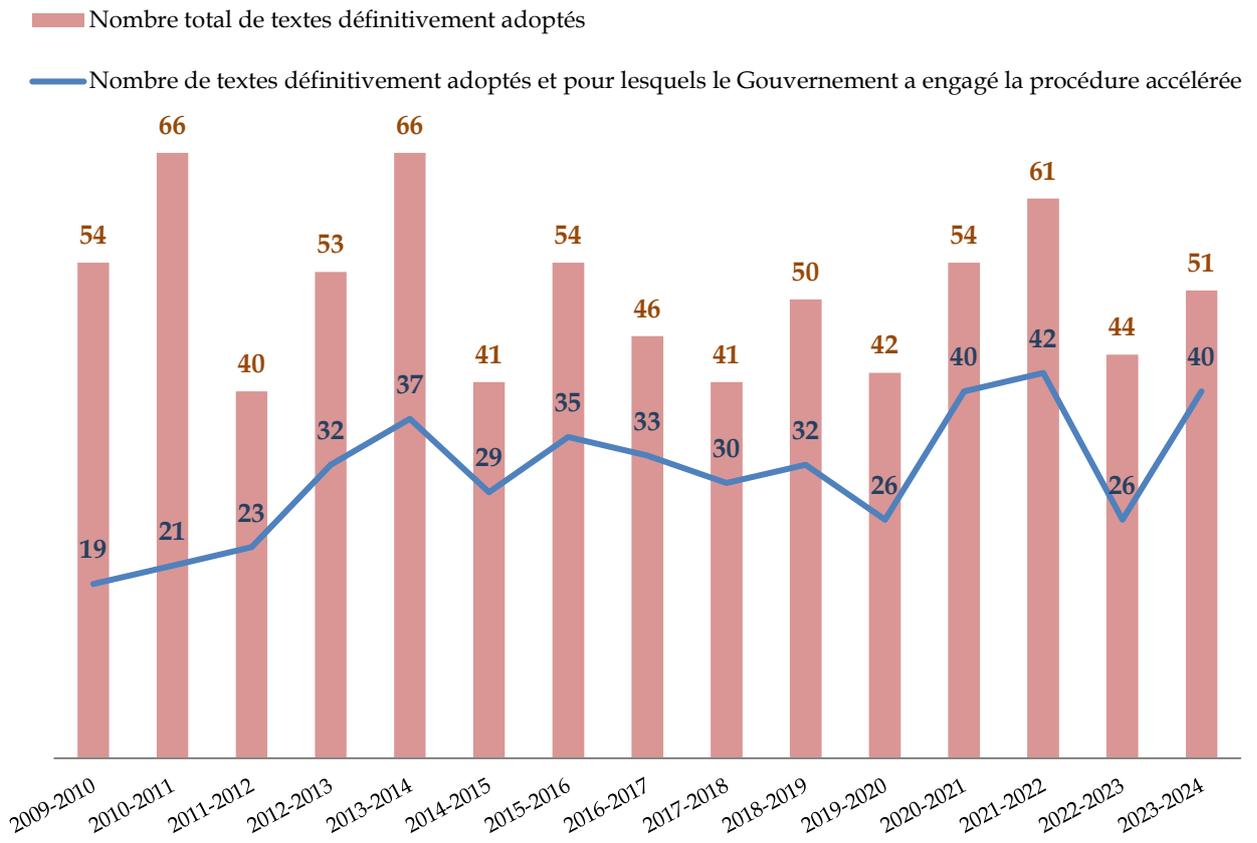
* Janvier à septembre.

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1995-1996	15	57	26,32 %
1996-1997	11	34	32,35 %
1997-1998	10	46	21,74 %
1998-1999	8	48	16,67 %
1999-2000	10	54	18,52 %
2000-2001	22	42	52,38 %
2001-2002	11	40	27,50 %
2002-2003	10	55	18,18 %
2003-2004	14	40	35,00 %
2004-2005	8	48	16,67 %
2005-2006	9	45	20,00 %
2006-2007	20	46	43,48 %
2007-2008	23	55	41,82 %
2008-2009	34	43	79,07 %

À compter du 1^{er} mars 2009 : la déclaration d'urgence devient l'engagement de la procédure accélérée.

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une procédure accélérée	Nombre de textes adoptés définitivement et pour lesquels le Gouvernement a engagé la procédure accélérée	Nombre total de textes définitivement adoptés	Part des textes définitivement adoptés après engagement de la procédure accélérée
	(Hors conventions)			
2009-2010	14	19 ¹	54	35,19 %
2010-2011	16	21	66	31,82 %
2011-2012	31	23	40	57,50 %
2012-2013	40	32	53	60,38 %
2013-2014	38	37	66	56,06 %
2014-2015	33	29	41	70,73 %
2015-2016	34	35	54	64,81 %
2016-2017	28	33	46	71,74 %
2017-2018	31	30	41	73,17 %
2018-2019	37	32	50	64,00 %
2019-2020	37	26	42	61,90 %
2020-2021	53	40	54	74,07 %
2021-2022	37	42	61	68,85 %
2022-2023	48	26	44	59,09 %
2023-2024	56	40	51	78,43 %

¹Sur la session 2009-2010, parmi les textes définitivement adoptés figurent quatre textes avec urgence déclarée et quinze procédures accélérées.



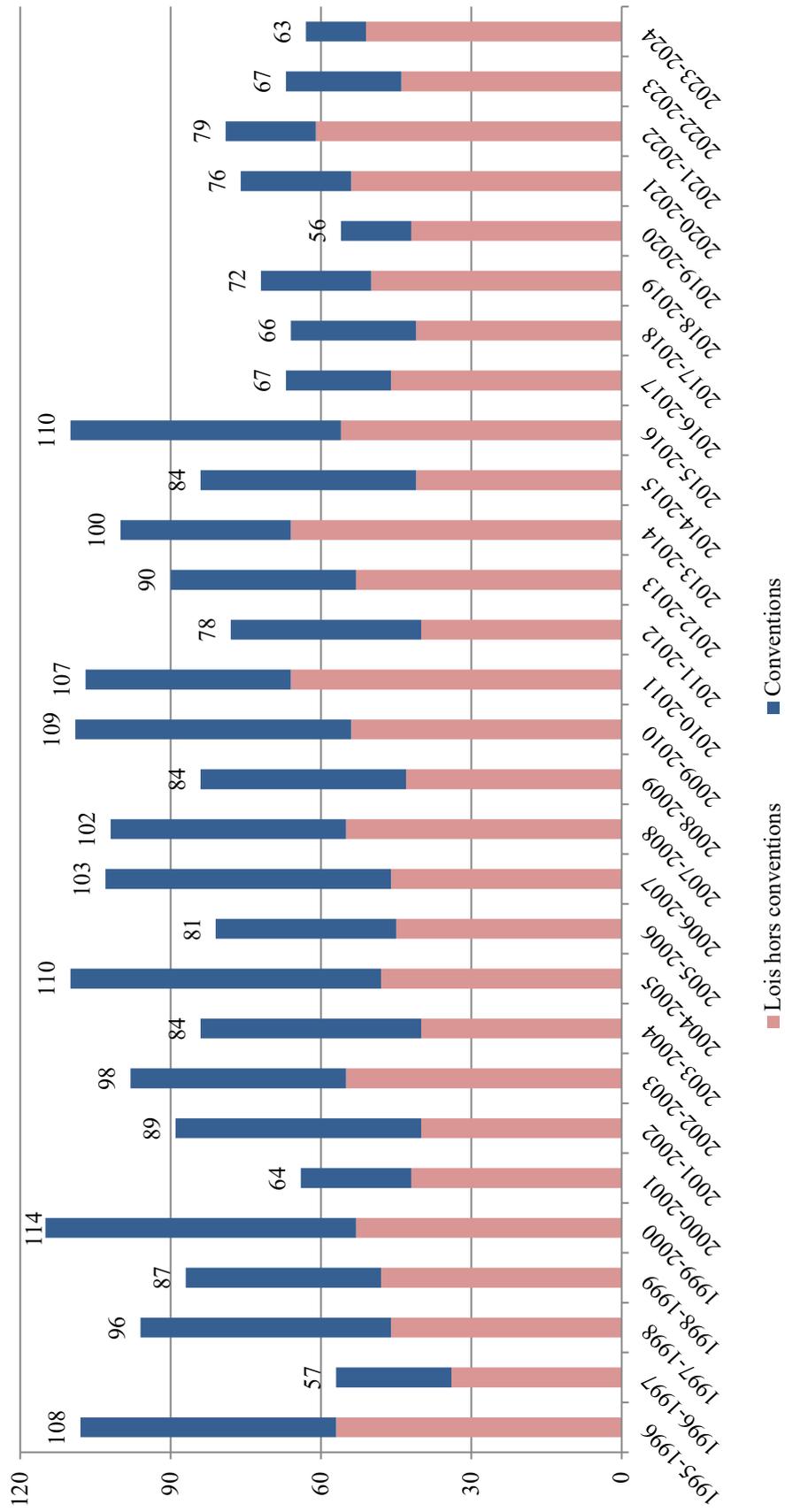
IV. NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES DÉFINITIVEMENT ET NOMBRE D'AMENDEMENTS DE SÉANCE DÉPOSÉS ET ADOPTÉS

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1959	51	-	51	-	-
1960	69	18	87	-	-
1961	86	17	103	-	-
1962	50	2	52	-	-
1963	68	30	98	-	-
1964	95	22	117	-	-
1965	60	15	75	-	-
1966	116	27	143	-	-
1967	62	18	80	-	-
1968	49	21	70	-	-
1969	71	7	78	576	211
1970	73	24	97	971	723
1971	92	23	115	1 745	1 178
1972	102	29	131	1 736	467
1973	55	16	71	727	468
1974	49	21	70	1 058	536
1975	112	37	149	2 185	1 246
1976	83	27	110	2 189	1 102
1977	102	61	163	2 185	952
1978	59	32	91	2 603	1 240
1979	47	34	81	3 083	1 109
1980	49	38	87	4 084	1 529
1981	33	23	56	2 692	887
1982	71	41	112	4 857	2 525
1983	87	34	121	4 403	2 680
1984	73	47	120	4 752	2 647
1985	81	43	124	4 180	2 551
1986	44	16	60	8 553	900
1987	79	38	117	4 478	1 222
1988	23	27	50	1 991	826
1989	63	29	92	4 025	1 987
1990	69	38	107	6 129	1 911
1991	58	30	88	4 736	2 617
1992	71	24	95	5 232	3 316
1993	54	24	78	7 808	1 523
1994	71	63	134	5 598	2 301
1995*	16	4	20	1 292	409

* Janvier à septembre.

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1995-1996	57	51	108	6 926	1 968
1996-1997	34	23	57	3 592	1 489
1997-1998	46	50	96	3 228	1 781
1998-1999	48	39	87	4 740	2 809
1999-2000	53	62	115	5 556	3 131
2000-2001	42	22	64	5 109	3 246
2001-2002	40	49	89	4 443	2 815
2002-2003	55	43	98	7 558	2 537
2003-2004	40	44	84	10 398	3 685
2004-2005	48	62	110	7 686	2 706
2005-2006	45	36	81	8 652	2 799
2006-2007	46	57	103	5 672	2 118
2007-2008	55	47	102	5 988	1 959
2008-2009	43	41	84	8 746	2 379
2009-2010	54	55	109	8 435	1 776
2010-2011	66	41	107	8 377	1 697
2011-2012	40	38	78	3 192	1 067
2012-2013	53	37	90	9 085	1 671
2013-2014	66	34	100	8 345	2 046
2014-2015	41	43	84	10 608	2 243
2015-2016	56	54	110	9 888	2 479
2016-2017	46	21	67	3 411	984
2017-2018	41	25	66	8 557	1 816
2018-2019	50	22	72	10 175	2 404
2019-2020	42	14	56	8 246	1 703
2020-2021	54	22	76	13 595	2 695
2021-2022	61	18	79	5 677	990
2022-2023	44	23	67	18 561	2 083
2023-2024	51	12	63	9 783	1 843

Nombre de lois adoptées définitivement



V. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1^{ÈRE} LECTURE)

Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
1971 (exercice 1972)	139 h 00	
1972 (exercice 1973)	145 h 45	
1973 (exercice 1974)	149 h 25	
1974 (exercice 1975)	147 h 45	
1975 (exercice 1976)	147 h 15	
1976 (exercice 1977)	151 h 00	
1977 (exercice 1978)	160 h 50	214
1978 (exercice 1979)	170 h 35	309
1979 (exercice 1980)	166 h 45	409
1980 (exercice 1981)	168 h 50	380
1981 (exercice 1982)	165 h 35	577
1982 (exercice 1983)	160 h 55	234
1983 (exercice 1984)	161 h 35	300
1984 (exercice 1985)	173 h 25	255
1985 (exercice 1986)	49 h 45	80
1986 (exercice 1987)	167 h 45	389
1987 (exercice 1988)	166 h 40	356
1988 (exercice 1989)	170 h 10	425
1989 (exercice 1990)	170 h 00	380
1990 (exercice 1991)	183 h 50	506
1991 (exercice 1992)	175 h 00	446
1992 (exercice 1993)	17 h 25	16
1993 (exercice 1994)	167 h 05	470
1994 (exercice 1995)	154 h 50	340
1995 (exercice 1996)	171 h 30	494
1996 (exercice 1997)	141 h 55	513
1997 (exercice 1998)	146 h 40	378
1998 (exercice 1999)	150 h 55	465
1999 (exercice 2000)	131 h 40	427
2000 (exercice 2001)	131 h 50	429
2001 (exercice 2002)	134 h 00	446

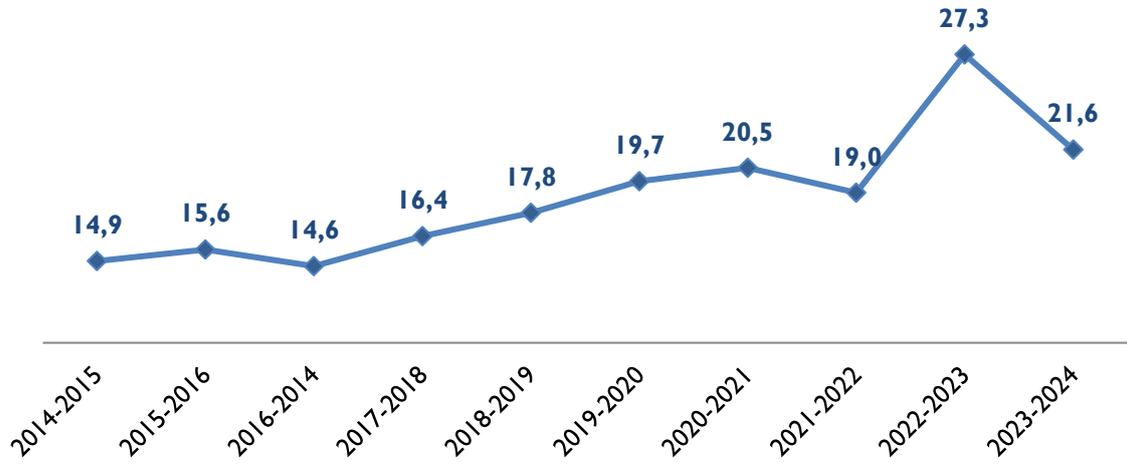
Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
2002 (exercice 2003)	134 h 45	402
2003 (exercice 2004)	138 h 55	539
2004 (exercice 2005)	135 h 55	562
2005 (exercice 2006)	149 h 10	793
2006 (exercice 2007)	131 h 05	627
2007 (exercice 2008)	130 h 15	591
2008 (exercice 2009)	134 h 25	716
2009 (exercice 2010)	151 h 10	993
2010 (exercice 2011)	140 h 18	1 104
2011 (exercice 2012)	123 h 00	686
2012 (exercice 2013)	40 h 47	502
2013 (exercice 2014)	43 h 19	624
2014 (exercice 2015)	122 h 31	899
2015 (exercice 2016)	115 h 01	967
2016 (exercice 2017)	11 h 04	71
2017 (exercice 2018)	108 h 55	1 363
2018 (exercice 2019)	129 h 49	2 029
2019 (exercice 2020)	129 h 12	2 465
2020 (exercice 2021)	151 h 10	2 749
2021 (exercice 2022)	20 h 51	879
2022 (exercice 2023)	144 h 17	3 037
2023 (exercice 2024)	152 h 22	3 760

VI. « BRAQUET » D'EXAMEN DES AMENDEMENTS (COMPARAISON PLURIANNUELLE)

Année parlementaire	Nombre moyen d'amendements examinés à l'heure
1998-1999	15
1999-2000	17
2000-2001	17
2001-2002	17
2002-2003	17
2003-2004	17
2004-2005	16
2005-2006	16
2006-2007	17
2007-2008	14
2008-2009	13
2009-2010	13
2010-2011	13
2011-2012	13
2012-2013	16,1
2013-2014	16,9
2014-2015	14,9
2015-2016	15,6
2016-2017	14,6
2017-2018	16,4
2018-2019	17,8
2019-2020	19,7
2020-2021	20,5
2021-2022	19,0
2022-2023	27,3 ¹
2023-2024	21,6

¹ Braquet de 27,3 amendements / heure avec le PLFRSS pour 2023. Pour l'année parlementaire 2022-2023, le braquet tombe à 22,2 amendements par heure si l'on ne prend pas en compte l'examen du PLFRSS.

**« Braquet » d'examen des amendements
au cours des 10 dernières années**



VII. MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS (HORS CONVENTIONS)

3 910 lois, hors conventions, ont été adoptées de 1959 au 30 septembre 2024. 998 lois ont été adoptées à partir du texte de la commission mixte paritaire et l'Assemblée nationale a statué en dernier lieu sur 493 textes (12,6 %).

A. TABLEAU RÉCAPITULATIF

Année	Nombre total de lois adoptées (hors conventions)	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1959	51	50	1	0	1
1960	69	64	2	3	5
1961	86	81	4	1	5
1962	50	48	1	1	2
1963	68	57	6	5	11
1964	95	84	5	6	11
1965	60	48	5	7	12
1966	116	102	8	6	14
1967	62	50	8	4	12
1968	49	38	6	5	11
1969	71	63	8	0	8
1970	73	55	16	2	18
1971	92	71	17	4	21
1972	102	86	9	7	16
1973	55	45	6	4	10
1974	49	36	13	0	13
1975	112	85	27	0	27
1976	83	59	23	1	24
1977	102	72	30	0	30
1978	59	29	29	1	30
1979	47	33	12	2	14
1980	49	33	13	3	16
1981	33	17	6	10	16
1982	71	28	11	32	43
1983	87	48	13	26	39
1984	73	31	16	26	42
1985	81	21	15	45	60
1986	44	24	19	1	20
1987	79	52	27	0	27
1988	23	13	2	8	10
1989	63	29	14	20	34
1990	69	32	18	19	37
1991	58	27	15	16	31
1992	71	25	30	16	46
1993	54	33	21	0	21
1994	71	42	28	1	29

Année	Nombre total de lois adoptées (hors conventions)	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1995 ¹	16	7	9	0	9

Année	Nombre total de lois adoptées (hors conventions)	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1995-1996	57	38	19	0	19
1996-1997	34	17	16	1	17
1997-1998	46	25	6	15	21
1998-1999	48	31	6	11	18
1999-2000	53	30	7	16	23
2000-2001	42	18	6	18	25
2001-2002	40	15	13	12	23
2002-2003	55	41	14	0	14
2003-2004	40	21	19	0	19
2004-2005	48	32	16	0	16
2005-2006	45	27	18	0	18
2006-2007	46	27	19	0	19
2007-2008	55	37	18	0	18
2008-2009	43	24	19	0	20
2009-2010	54	32	21	1	23
2010-2011	66	39	27	0	27
2011-2012	40	17	10	13	23
2012-2013	53	26	18	9	30
2013-2014	66	27	27	12	38
2014-2015	41	15	12	14	27
2015-2016	56	19	25	12	39
2016-2017	46	20	12	14	22
2017-2018	41	11	18	12	35
2018-2019	50	21	17	12	28
2019-2020	42	16	18	8	23
2020-2021	54	17	24	13	38
2021-2022	61	22	29	10	42
2022-2023	44	19	22	3	28
2023-2024	51	18	28	5	33
TOTAL	3 910	2 419	998	493	1 501

¹ Janvier à septembre

B. LES COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES RÉUSSIES

Depuis 1959, deux tiers des commissions mixtes paritaires ont réussi (69,9 %)

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1959	100 %
1960	40 %
1961	80 %
1962	50 %
1963	55 %
1964	45 %
1965	42 %
1966	57 %
1967	67 %
1968	55 %
1969	100 %
1970	89 %
1971	81 %
1972	56 %
1973	60 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	96 %
1977	100 %
1978	97 %
1979	86 %
1980	81 %
1981	38 %
1982	26 %
1983	33 %
1984	38 %
1985	25 %
1986	95 %
1987	100 %
1988	20 %
1989	41 %
1990	49 %
1991	48 %
1992	65 %
1993	100 %
1994	97 %
1995 ¹	100 %

¹ Janvier à septembre

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1995-1996	100 %
1996-1997	94 %
1997-1998	29 %
1998-1999	35 %
1999-2000	30 %
2000-2001	24 %
2001-2002	57 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	96 %
2010-2011	96 %
2011-2012	48 %
2012-2013	60 %
2013-2014	72 %
2014-2015	52 %
2015-2016	59 %
2016-2017	59 %
2017-2018	54 %
2018-2019	64 %
2019-2020	70 %
2020-2021	66 %
2021-2022	69 %
2022-2023	82 %
2023-2024	88 %
Moyenne	69,9 %

C. LES LOIS ADOPTÉES, HORS CONVENTIONS, PAR ACCORD ENTRE LES DEUX ASSEMBLÉES (SOIT PAR LE JEU DE LA NAVETTE, SOIT À LA SUITE D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE)

Depuis 1959, 7 lois sur 8 (87,4 %) ont été adoptées par accord entre les deux assemblées, hors conventions, soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire.

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1959	100 %
1960	95,65 %
1961	98,84 %
1962	98,00 %
1963	92,65 %
1964	93,68 %
1965	88,33 %
1966	94,83 %
1967	93,55 %
1968	89,80 %
1969	100 %
1970	97,26 %
1971	95,65 %
1972	93,14 %
1973	92,73 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	98,80 %
1977	100 %
1978	98,31 %
1979	95,74 %
1980	93,88 %
1981	69,70 %
1982	54,93 %
1983	70,11 %
1984	64,38 %
1985	44,44 %
1986	97,73 %
1987	100 %
1988	65,22 %
1989	68,25 %
1990	72,46 %
1991	72,41 %
1992	77,46 %
1993	100 %
1994	98,59 %

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1995 ¹	100 %
1995-1996	100 %
1996-1997	97,06 %
1997-1998	67,39 %
1998-1999	77,08 %
1999-2000	70,37 %
2000-2001	57,14 %
2001-2002	70,00 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	98,25 %
2010-2011	100 %
2011-2012	67,5 %
2012-2013	83,02 %
2013-2014	81,82 %
2014-2015	65,85 %
2015-2016	78,57 %
2016-2017	69,57 %
2017-2018	70,73 %
2018-2019	76,00 %
2019-2020	80,95 %
2020-2021	75,93 %
2021-2022	83,61 %
2022-2023	93,18 %
2023-2024	90,20%
Total	87,4 %

¹ Janvier à septembre

D. LE DERNIER MOT DONNÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

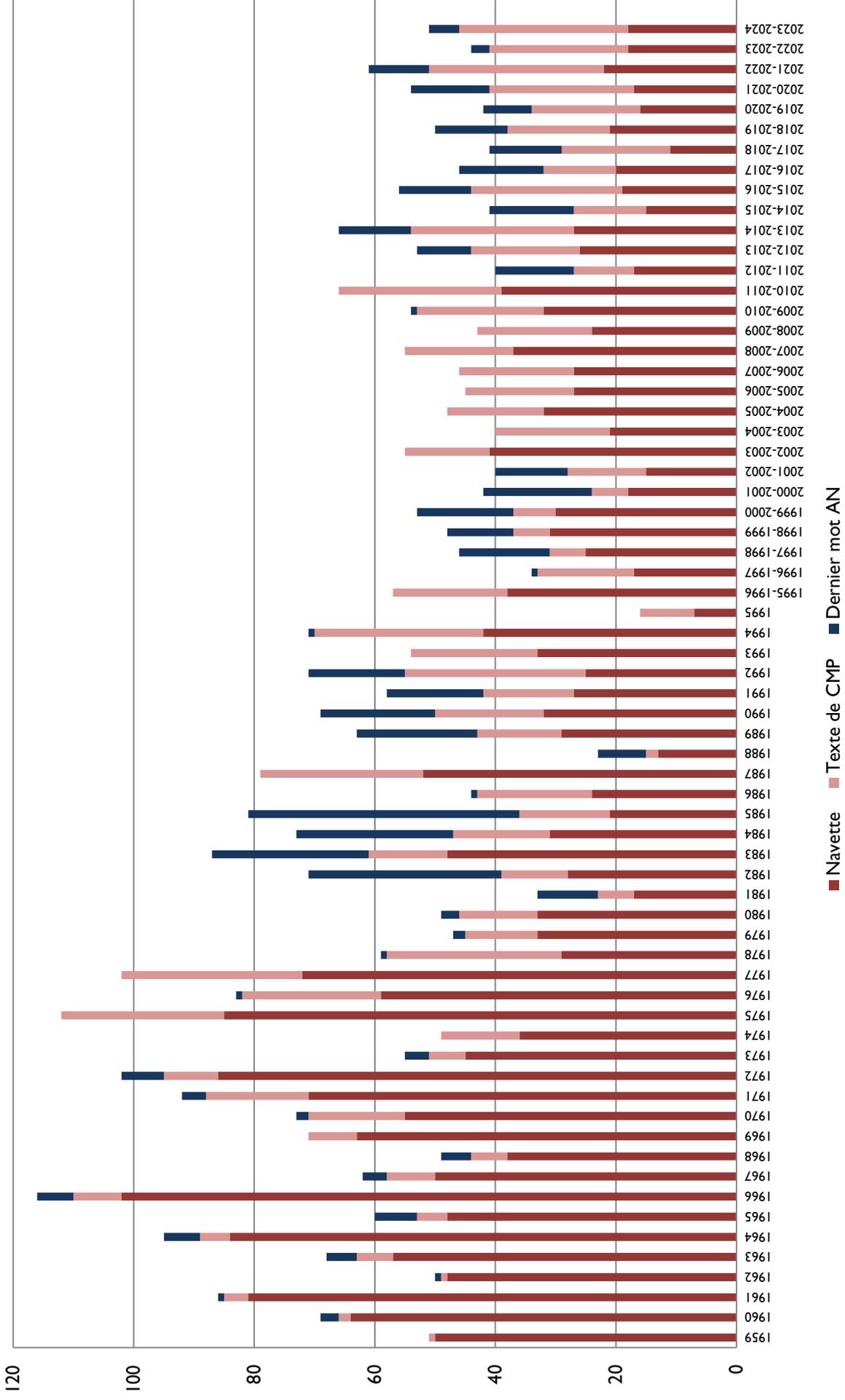
Depuis 1959, une loi sur huit (12,6 %) a été adoptée par l'Assemblée nationale statuant en dernier lieu.

Année	Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées
1959	0,00 %
1960	4,35 %
1961	1,16 %
1962	2,00 %
1963	7,35 %
1964	6,32 %
1965	11,67 %
1966	5,17 %
1967	6,45 %
1968	10,20 %
1969	0,00 %
1970	2,74 %
1971	4,35 %
1972	6,86 %
1973	7,27 %
1974	0,00 %
1975	0,00 %
1976	1,20 %
1977	0,00 %
1978	1,69 %
1979	4,26 %
1980	6,12 %
1981	30,30 %
1982	45,07 %
1983	29,89 %
1984	35,62 %
1985	55,56 %
1986	2,27 %
1987	0,00 %
1988	34,78 %
1989	31,75 %
1990	27,54 %
1991	27,59 %
1992	22,54 %
1993	0,00 %
1994	1,41 %
1995 ¹	0,00 %

¹ Janvier à septembre

1995-1996	0,00 %
1996-1997	2,94 %
1997-1998	32,61 %
1998-1999	22,92 %
1999-2000	29,63 %
2000-2001	42,86 %
2001-2002	30,00 %
2002-2003	0,00 %
2003-2004	0,00 %
2004-2005	0,00 %
2005-2006	0,00 %
2006-2007	0,00 %
2007-2008	0,00 %
2008-2009	0,00 %
2009-2010	1,75 %
2010-2011	0,00 %
2011-2012	32,50 %
2012-2013	16,98 %
2013-2014	18,18 %
2014-2015	34,15 %
2015-2016	21,43 %
2016-2017	30,43 %
2017-2018	29,27 %
2018-2019	24,00 %
2019-2020	19,05 %
2020-2021	24,07 %
2021-2022	16,39 %
2022-2023	6,82 %
2023-2024	9,80 %
Moyenne	12,61 %

Modalités d'adoption des lois définitivement adoptées



E. ORIGINE DES LOIS PROMULGUÉES DEPUIS 1959

ANNÉES	LOIS					
	PJL hors conventions	PPL AN	PPL Sénat	Total hors conventions	Conventions	Total
	<i>Les pourcentages exprimés ci-dessous présentent la part de PJL, PPL AN et PPL Sénat par rapport aux lois promulguées, hors conventions</i>					
1959	50 (98 %)	1 (2 %)	-	51	-	51
1960	62 (90 %)	5 (7 %)	2 (3 %)	69	18	87
1961	82 (95 %)	3 (4 %)	1 (1 %)	86	17	103
1962	43 (86 %)	3 (6 %)	4 (8 %)	50	2	52
1963	55 (81 %)	9 (13 %)	4 (6 %)	68	30	98
1964	84 (88 %)	8 (8 %)	3 (3 %)	95	22	117
1965	49 (82 %)	9 (15 %)	2 (3 %)	60	15	75
1966	102 (88 %)	13 (11 %)	1 (1 %)	116	27	143
1967	43 (69 %)	15 (24 %)	4 (6 %)	62	18	80
1968	40 (82 %)	9 (18 %)	-	49	21	70
1969	62 (87 %)	9 (13 %)	-	71	7	78
1970	60 (82 %)	13 (18 %)	-	73	24	97
1971	69 (75 %)	20 (22 %)	3 (3 %)	92	23	115
1972	78 (76 %)	20 (20 %)	4 (4 %)	102	29	131
1973	40 (73 %)	14 (25 %)	1 (2 %)	55	16	71
1974	42 (86 %)	4 (8 %)	3 (6 %)	49	21	70
1975	94 (84 %)	14 (12 %)	4 (4 %)	112	37	149
1976	68 (82 %)	7 (8 %)	8 (10 %)	83	27	110
1977	82 (80 %)	10 (10 %)	10 (10 %)	102	61	163
1978	51 (86 %)	7 (12 %)	1 (2 %)	59	32	91
1979	38 (81 %)	8 (17 %)	1 (2 %)	47	34	81
1980	36 (74 %)	5 (10 %)	8 (16 %)	49	38	87
1981	30 (91 %)	1 (3 %)	2 (6 %)	33	23	56
1982	63 (89 %)	4 (6 %)	4 (6 %)	71	41	112
1983	82 (94 %)	3 (3 %)	2 (2 %)	87	34	121
1984	65 (89%)	5 (7 %)	3 (4 %)	73	47	120
1985	79 (98 %)	2 (2 %)	-	81	43	124
1986	38 (86 %)	3 (7 %)	3 (7 %)	44	16	60
1987	60 (76 %)	11 (14 %)	8 (10 %)	79	38	117
1988	12 (52 %)	8 (35 %)	3 (13 %)	23	27	50
1989	58 (92 %)	4 (6 %)	1 (2 %)	63	29	92
1990	58 (84 %)	7 (10 %)	4 (6 %)	69	38	107
1991	48 (83 %)	6 (10 %)	4 (7 %)	58	30	88
1992	68 (96 %)	2 (3 %)	1 (1 %)	71	24	95

ANNÉES	LOIS					
	PJL hors conventions	PPL AN	PPL Sénat	Total hors conventions	Conventions	Total
1993	46 (85 %)	2 (4 %)	6 (11 %)	54	24	78
1994	63 (89 %)	5 (7 %)	3 (4 %)	71	63	134
1995 ¹	9 (56 %)	7 (44 %)	-	16	4	20
1995-1996	43 (75 %)	10 (18 %)	4 (7 %)	57	51	108
1996-1997	22 (65 %)	6 (18 %)	6 (18 %)	34	23	57
1997-1998	30 (65 %)	10 (22 %)	6 (13 %)	46	50	96
1998-1999	34 (71 %)	8 (17 %)	6 (12 %)	48	39	87
1999-2000	35 (66 %)	12 (23 %)	6 (11 %)	53	62	115
2000-2001	26 (62 %)	11 (26 %)	5 (12 %)	42	22	64
2001-2002	23 (58 %)	11 (28 %)	6 (15 %)	40	49	89
2002-2003	38 (70 %)	6 (11 %)	11 (20 %)	55	43	98
2003-2004	33 (83 %)	2 (5 %)	5 (12 %)	40	44	84
2004-2005	36 (75 %)	7 (15 %)	5 (10 %)	48	62	110
2005-2006	33 (73 %)	5 (11 %)	7 (16 %)	45	36	81
2006-2007	36 (78 %)	2 (4 %)	8 (17 %)	46	57	103
2007-2008	42 (76 %)	8 (15 %)	5 (9 %)	55	47	102
2008-2009	34 (79 %)	5 (12 %)	4 (9 %)	43	41	84
2009-2010	34 (63 %)	9 (16,7 %)	11 (20 %)	54	55	109
2010-2011	42 (64 %)	9 (14 %)	15 (23 %)	66	41	107
2011-2012	21 (52 %)	13 (33 %)	6 (15 %)	40	38	78
2012-2013	34 (64 %)	8 (15 %)	11 (21 %)	53	37	90
2013-2014	40 (61 %)	17 (26 %)	9 (14 %)	66	34	100
2014-2015	28 (68 %)	7 (17 %)	6 (15 %)	41	43	84
2015-2016	26 (46 %)	18 (32 %)	12 (21 %)	56	54	110
2016-2017	25 (54 %)	12 (26 %)	9 (20 %)	46	21	67
2017-2018	29 (71 %)	10 (24 %)	2 (5 %)	41	25	66
2018-2019	25 (50 %)	12 (24 %)	13 (27 %)	50	22	72
2019-2020	24 (57 %)	14 (33 %)	4 (10 %)	42	14	56
2020-2021	35 (65 %)	15 (28 %)	4 (7 %)	54	22	76
2021-2022	20 (33 %)	30 (49 %)	11 (18 %)	61	18	79
2022-2023	15 (34 %)	17 (39 %)	12 (27 %)	44	23	67
2023-2024	21 (41 %)	18 (35 %)	12 (24 %)	51	12	63
Total	2 993	588	329	3 910	2 085	5 995

¹ Janvier à septembre

**F. TAUX DE REPRISE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES AMENDEMENTS
ADOPTÉS AU SÉNAT DEPUIS 1970**

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
1970-1971	68 %	68 %
1971-1972	75 %	73,7 %
1972-1973	73 %	
1973-1974	73 %	
1974-1975	93 %	87,7 %
1975-1976	85 %	
1976-1977	85 %	
1977-1978	86 %	83,7 %
Octobre à décembre 1978	86 %	
1979	79 %	
1980	77 %	59,7 %
1981	57 %	
1982	45 %	
1983	44 %	48,7 %
1984	52 %	
1985	50 %	
1986	89 %	78,3 %
1987	88 %	
1988	58 %	
1989	60 %	58,7 %
1990	64 %	
1991	52 %	
1992	53 %	77,5 %
1993	91 %	
1994	88 %	
Janvier à septembre 1995	78 %	
1995-1996	87 %	73,7 %
1996-1997	88 %	
1997-1998	46 %	
1998-1999	54 %	50,7 %
1999-2000	48 %	
2000-2001	50 %	

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
2001-2002	65 %	83,0 %
2002-2003	92 %	
2003-2004	92 %	
2004-2005	93 %	92,8 %
2005-2006	93 %	
2006-2007	94 %	
2007-2008	91 %	
2008-2009	94 %	91,3 %
2009-2010	94 %	
2010-2011	86 %	
2011-2012	49 %	62,3 %
2012-2013	65 %	
2013-2014	73 %	
2014-2015	60 %	63,0 %
2015-2016	61 %	
2016-2017	68 %	
2017-2018	53 %	51,0 %
2018-2019	55 %	
2019-2020	45 %	
2020-2021	58 %	61,5 %
2021-2022	64 %	
2022-2023	63 %	
2023-2024	62 %	62 %

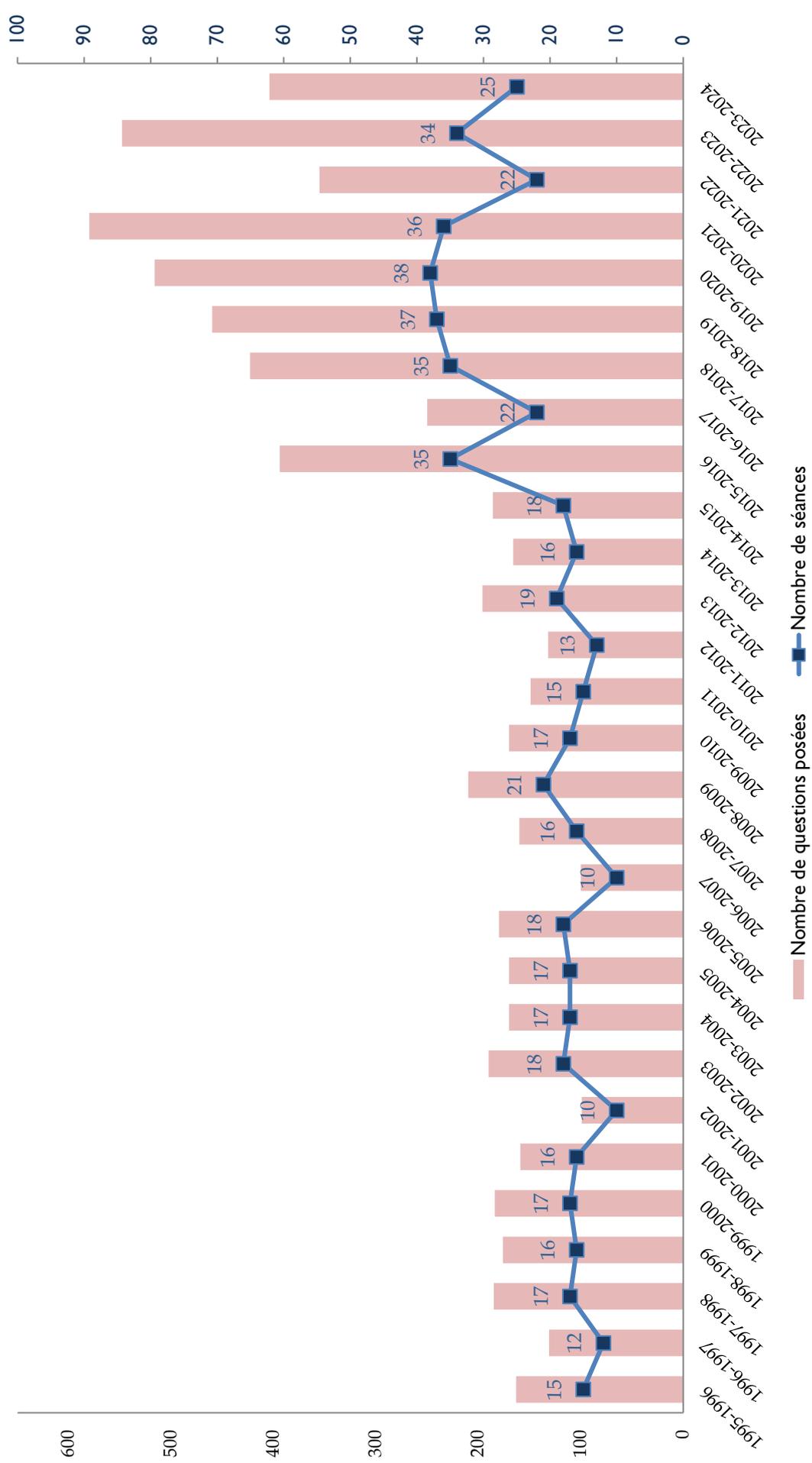
Évolution du taux de reprise au cours des dix dernières sessions



G. QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT

ANNÉES	NOMBRE DE QUESTIONS POSÉES	NOMBRE DE SÉANCES	DURÉE DES SÉANCES
1995-1996	163	15	15 h 55
1996-1997	131	12	12 h 40
1997-1998	185	17	19 h 23
1998-1999	176	16	16 h 17
1999-2000	184	17	17 h 10
2000-2001	159	16	15 h 47
2001-2002	99	10	10 h 00
2002-2003	190	18	17 h 53
2003-2004	170	17	17 h 00
2004-2005	170	17	17 h 00
2005-2006	180	18	18 h 05
2006-2007	100	10	10 h 00
2007-2008	160	16	15 h 55
2008-2009	210	21	21 h 05
2009-2010	170	17	17 h 00
2010-2011	149	15	14 h 55
2011-2012	132	13	12 h 27
2012-2013	196	19	18 h 44
2013-2014	166	16	16 h 37
2014-2015	186	18	16 h 26
2015-2016	394	35	30 h 14
2016-2017	250	22	19 h 05
2017-2018	423	35	31 h 17
2018-2019	460	37	37 h 32
2019-2020	516	38	44 h 13
2020-2021	580	36	47 h 35
2021-2022	355	22	29 h 11
2022-2023	548	34	43 h 52
2023-2024	404	25	32 h 45

Questions d'actualité au Gouvernement



H. QUESTIONS ORALES¹

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Temps de séance
1959-1960	157	157	-	-
1960-1961	120	120	-	-
1961-1962	101	101	-	-
1962-1963	86	86	-	-
1963-1964	75	75	-	-
1964-1965	75	75	-	-
1965-1966	70	45	-	-
1966-1967	61	42	-	-
1967-1968	70	52	-	-
1968-1969	58	30	-	-
1969-1970	112	96	-	22 h 40
1970-1971	106	86	-	13 h 55
1971-1972	112	92	-	19 h 55
1972	125	102	19	21 h 25
1973	126	100	18	24 h 25
1974	92	78	12	16 h 05
1975	200	154	19	28 h 40
1976	209	178	18	33 h 15
1977	195	170	18	32 h 40
1978	244	184	17	33 h 25
1979	260	205	19	42 h 20
1980	292	219	16	41 h 35
1981	214	80	11	18 h 00
1982	140	105	16	20 h 20
1983	136	91	14	18 h 15
1984	135	92	17	16 h 45
1985	158	105	15	17 h 35
1986	145	96	14	14 h 30
1987	142	122	16	19 h 35
1988	53	28	4	5 h 15
1989	126	93	19	15 h 00
1990	108	81	15	17 h 10
1991	112	95	14	16 h 00
1992	128	111	13	20 h 00
1993	92	82	11	12 h 30
1994	94	89	12	13 h 30
1995 ²	13	8	1	1 h 20

¹ Les questions orales avec débat et les questions orales avec débat européennes ayant été supprimées par la résolution du 18 juin 2019 clarifiant et actualisant le Règlement du Sénat, les tableaux les récapitulant ne figurent plus dans le présent rapport annuel. Ils demeurent disponibles dans le rapport annuel 2018-2019.

² Janvier à septembre.

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Temps de séance
1995-1996	231	215	16	30 h 25
1996-1997	178	163	10	22 h 00
1997-1998	272	262	17	37 h 45
1998-1999	252	240	15	33 h 28
1999-2000	270	257	16	34 h 48
2000-2001	248	243	15	33 h 00
2001-2002	151	147	9	19 h 30
2002-2003	276	264	16	37 h 55
2003-2004	239	222	16	31 h 35
2004-2005	284	217	13	29 h 30
2005-2006	309	297	17	42 h 35
2006-2007	177	158	9	22 h 10
2007-2008	249	253	15	36 h 05
2008-2009	338	302	18	42 h 40
2009-2010	402	356	20	46 h 50
2010-2011	334	357	20	50 h 05
2011-2012	372	240	13	33 h 12
2012-2013	431	389	20	50 h 42
2013-2014	286	335	18	41 h 24
2014-2015	400	316	18	39 h 38
2015-2016	274	256	11	26 h 31
2016-2017	138	160	7	18 h 06
2017-2018	393	309	12	30 h 34
2018-2019	467	391	11	32 h 34
2019-2020	354	309	9	28 h 20
2020-2021	548	421	11	37 h 19
2021-2022	537	339	9	25 h 02
2022-2023	636	588	18	42 h 57
2023-2024	583	436	12	31 h 29

I. QUESTIONS ÉCRITES

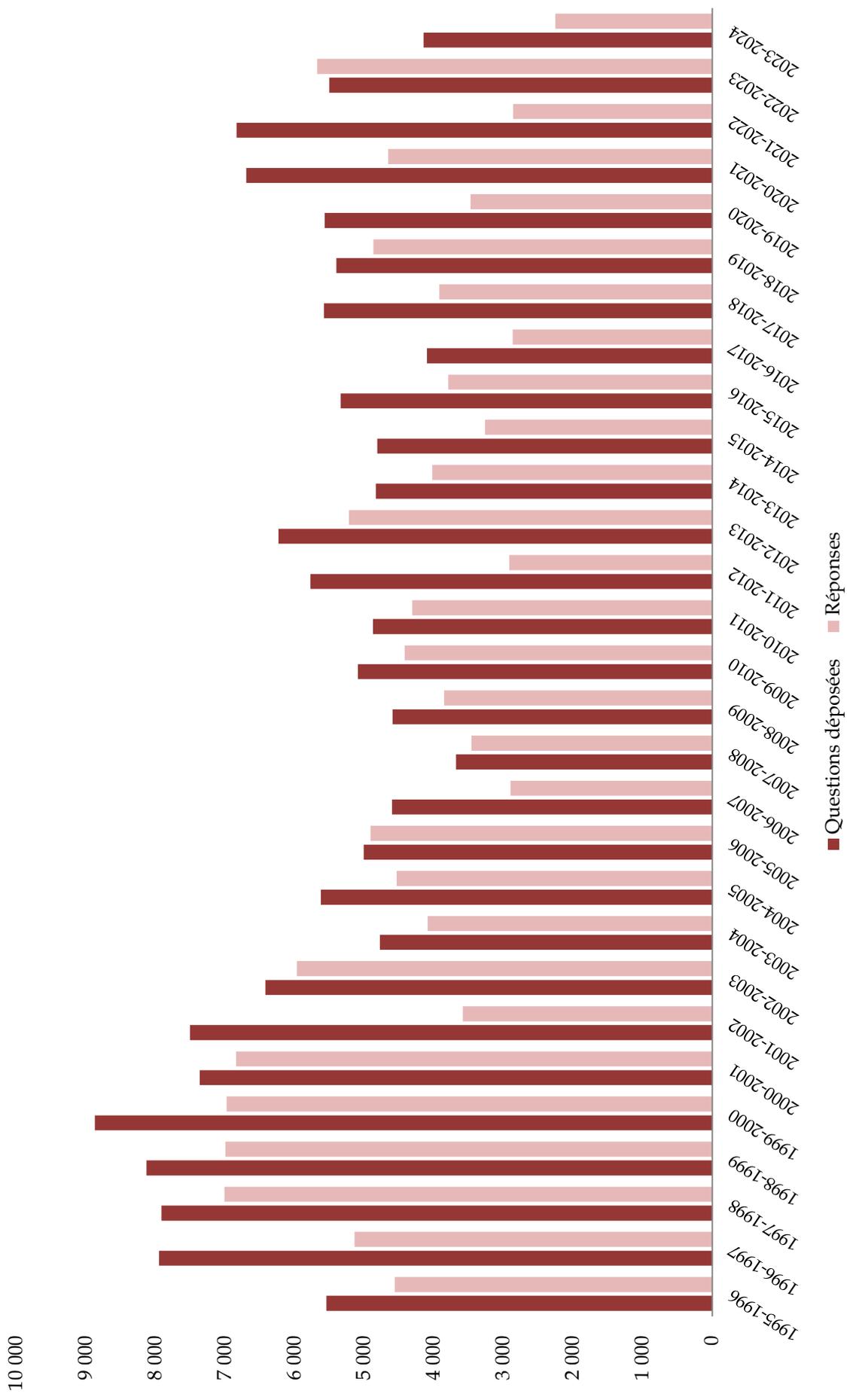
Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1958-1959	189	186	
1959-1960	799	588	
1960-1961	848	701	
1961-1962	905	717	
1962-1963	798	620	
1963-1964	860	640	
1964-1965	761	584	
1965-1966	813	594	
1966-1967	874	486	
1967-1968	823	588	
1968-1969	862	707	
1969-1970	1 000	928	
1970-1971	947	930	
1972	1 369	1 200	183
1973	1 402	1 368	177
1974	1 676	1 486	301
1975	3 292	2 788	407
1976	3 614	2 998	505
1977	2 771	2 714	819
1978	3 455	3 040	864
1979	3 828	3 834	832
1980	4 294	3 695	879
1981	5 244	3 456	732
1982	6 011	5 495	1 147
1983	5 179	5 171	1 321
1984	6 420	5 243	2 095
1985	6 417	5 959	2 377
1986	5 111	3 927	683
1987	5 168	4 552	1 350
1988	4 415	2 791	857
1989	4 802	4 327	1 185
1990	5 414	4 684	2 068
1991	6 168	4 919	2 988
1992	4 931	5 114	1 856
1993	5 231	3 769	820
1994	4 939	5 187	646
1995 ¹	2 976	3 041	913

¹ Janvier à septembre.

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1995-1996	5 546	4 563	1 163
1996-1997	7 951	5 141	1 280
1997-1998	7 915	7 013	2 112
1998-1999	8 132	6 996	3 314
1999-2000	8 875	6 980	4 884
2000-2001	7 367	6 846	3 668
2001-2002	7 505	3 585	1 281
2002-2003	6 423	5 970	2 251
2003-2004	4 776	4 092	1 852
2004-2005	5 625	4 537	2 383
2005-2006	5 011	4 912	2 111
2006-2007	4 603	2 899	867
2007-2008	3 685	3 462	1 226
2008-2009	4 594	3 855	1 751
2009-2010	5 093	4 421	2 114
2010-2011	4 878	4 315	2 503
2011-2012	5 777	2 919	525
2012-2013	6 234	5 221	2 534
2013-2014	4 836	4026	3 369
2014-2015	4 815	3 267	3 727
2015-2016	5 340	3 794	4 828
2016-2017	4 101	2 869	186
2017-2018	5 580	3 925	2 038
2018-2019	5 405	4 871	2 362
2019-2020	5 571	3 476	4 444
2020-2021	6 699	4 659	5 723
2021-2022	6 837	2 863	685
2022-2023	5 503	5 678	1 698
2023-2024	4 150	2 256	0 ¹

¹ 3 558 questions figuraient sur la liste de rappel au 5 septembre 2024. Toutes ces questions écrites ont été déclarées caduques à la date d'entrée en fonction du nouveau Gouvernement.

Questions écrites



VIII. COMPARAISONS PLURIANNUELLES SUR L'ACTIVITÉ DU SÉNAT LORS DE LA SESSION ORDINAIRE

A. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24
Jours de séance publique	122	118	126	121	60	105	110	99	118	80	106	95
Heures de séance publique :												
- travaux législatifs (sauf P/LF 1L)	866 h 28	787 h 58	941 h 30	847 h 57	381 h 14	659 h 34	734 h 23	626 h 52	822 h 07	405 h 17	803 h 38	651 h 51
- travaux de contrôle	608 h 52	567 h 01	599 h 11	544 h 22	288 h 46	513 h 54	586 h 48	461 h 47	433 h 12	222 h 00	332 h 55	373 h 32
- projet de loi de finances (1 ^{re} lecture)	216 h 20	177 h 38	153 h 32	141 h 01	91 h 10	139 h 13	142 h 16	163 h 15	174 h 48	122 h 09	180 h 39	123 h 03
	40 h 47	43 h 19	115 h 01	130 h 50	11 h 06	108 h 55	129 h 49	129 h 12	151 h 10	20 h 51	144 h 17	152 h 20
Heures de séance de soir et nuit :	188 h 53 (22 %)	191 h 39 (24 %)	232 h 45 (25 %)	184 h 16 (22 %)	77 h 36 (20 %)	127 h 19 (19 %)	153 h 44 (21 %)	136 h 44 (22 %)	173 h 21 (21 %)	76 h 34 (19 %)	200 h 59 (25 %)	162 h 56 (25 %)

B. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

1. Textes définitivement adoptés

a) Nature des textes définitivement adoptés

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24
Hors conventions	39	53	30	43	40	30	29	31	42	56	35	51
<i>dont lois issues de propositions de loi</i>	15	23	11	24	21	7	15	13	18	40	25	30
Conventions	34	30	35	46	15	23	18	14	22	12	19	12

b) Modalités d'adoption des textes (hors conventions)

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24
Adoption par la navette	20	23	14	15	17	7	15	14	37	22	16	18 ¹
- dont textes votés par le Sénat et adoptés par l'Assemblée nationale sans modification	10	8	8	9	5	4	5	6	9	6	7	9
Adoption textes commissions mixtes paritaires	13	21	9	19	10	14	5	13	17	24	16	28
Dernier mot de l'Assemblée nationale	6	9	7	9	13	8	9	4	10	10	3	5

¹ Dont un texte adopté définitivement par le Parlement réuni en Congrès.

2. Statistiques relatives aux amendements en séance

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24
Amendements déposés en séance	7 118	7 405	9 235	8 805	2 679	6 316	8 814	7 094	10 383	4 562	17 831	9 783
Origine des amendements déposés												
- Gouvernement	343	407	746	709	183	354	617	285	422	364	438	468
- Commissions	552	851	811	908	279	537	587	611	564	339	613	648
- Groupes	6 223	6 147	7 678	7 188	2 217	5 425	7 610	6 198	9397	3 859	16 780	8 680
Amendements adoptés par le Sénat	1 224	1 875	1 988	2 266	875	1 355	2 009	1 466	2 181	852	1 988	1 843
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	63%	73 %	63 %	66 %	67 %	54 %	54 %	49 %	58 %	62 %	59 %	62 %
Motions de procédure (dont adoptées)	34 (5)	10 (4)	10 (3)	19 (9)	9 (8)	23 (6)	31 (8)	18 (7)	24 (10)	20 (9)	37 (10)	23 (4)

3. Espaces réservés

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24
Nombre de semaines comprenant des espaces réservés	10	8	9	9	6	9	10	8	8	6	8	8 ¹
Heures de débat :	104 h 57	99 h 18	89 h 36	66 h 06	40 h 04	75 h 45	70 h 50	63 h 07	68 h 38	39 h 26	68 h 01	59 h 27
- dont travaux législatifs	95 h 39	95 h 15	61 h 10	54 h 27	30 h 25	45 h 04	59 h 41	44 h 03	59 h 07	35 h 11	65 h 27	54 h 52
- dont travaux de contrôle	9 h 18	4 h 03	28 h 26	11 h 39	9 h 39	30 h 40	11 h 08	19 h 03	9 h 31	4 h 15	2 h 33	4 h 34
- dont travaux d'ordre interne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ L'ajournement des travaux du Sénat n'a pas permis les débats prévus dans le cadre des espaces réservés de la semaine du 10 juin 2024. Les espaces réservés des groupes UC et SER inscrits dans cette semaine d'initiative ne sont donc pas comptabilisés ici.

4. Textes déposés et votes bloqués

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24
Projets de loi déposés par le Gouvernement en premier lieu au Sénat (pourcentage du total)*	13 (18,8 %)	10 (26,3 %)	22 (52,4 %)	28 (47,5 %)	67 (75,3 %)	21 (38,2 %)	17 (42,5 %)	30 (43,5 %)	30 (41,1 %)	86 (85,1 %)	17 (44,7 %)	11 (36,7 %)
Propositions de loi déposées par les sénateurs	113	100	68	132	92	128	136	130	163	155	215	167
Motion référendaire	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Procédures de vote bloqué	3	2	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-

* Ce pourcentage correspond aux projets de loi déposés hors conventions internationales.

C. CONTRÔLE PAR LE SÉNAT DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

1. Débats

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	3	2	1	3	3	2	2	4	5	2	4	4
Demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Débat d'initiative sénatoriale ¹	40	36	30	24	21	33	34	44	45	32	41	25
Débats européens	4	3	4	5	2	3	4	3	4	2	3	3

¹ Débats d'initiative sénatoriale et débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes.

2. Questions discutées en séance publique

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24
Questions d'actualité au Gouvernement												
Nombre de séances	16	14	15	32	18	30	33	34	31	19	32	25
Moyenne des ministres présents	16	14	14	17	15	15	17	15	16	23	26	21
(Présence du Premier ministre)	(6 fois)	(6 fois)	(7 fois)	(25 fois)	(13 fois)	(27 fois)	(28 fois)	(32 fois)	(31 fois)	(17 fois)	(32 fois)	(23 fois)
Questions orales												
Nombre de questions discutées	348	302	279	233	135	233	355	281	315	315	537	436

IX. SESSIONS EXTRAORDINAIRES DEPUIS 2015-2016

	2015 - 2016 01.07 - 21.07.16	2015 - 2016 27.09 - 30.09.16	2016 - 2017 04.07 - 03.08.17	2017 - 2018 01.07 - 31.07.18	2017 - 2018 25.09 - 30.09.18	2018-2019 02.07 - 24.07.19	2018-2019 24.09 - 27.09.19	2019-2020 01.07 - 23.07.20	2020-2021 01.07 - 25.07.21	2020-2021 09.09.21	2020-2021 21.09- 30.09.21	2021-2022 06.07- 04.08.22	2022- 2023 01.07- 23.07.23
Jours de séance publique	11	14	16	19	1	11	4	11	16	1	7	14	9
Heures de séance publique	52 h 43	67 h 04	84 h 04	162 h 31	3 h 07	72 h 09	31 h 18	72 h 39	112 h 43	3 h 51	53 h 52	73 h 31	44 h 22
- dont travaux législatifs	48 h 31	61 h 40	72 h 54	150 h 30	2 h 12	61 h 43	30 h 15	59 h 32	101 h 48	2 h 27	48 h 02	35 h 42	34 h 33
- dont travaux de contrôle	4 h 12	5 h 19	10 h 25	12 h 01	0 h 56	10 h 26	0 h 57	13 h 07	10 h 55	1 h 24	5 h 42	13 h 59	6 h 28
Heures de séance du soir et de nuit	13 h 29	15 h 48	14 h 33	42 h 54	-	13 h 27	9 h 22	13 h 42	34 h 17	-	17 h 20	20 h 31	9 h 26

X. LISTE DES 79 COMMISSIONS DE CONTRÔLE ET COMMISSIONS D'ENQUÊTE CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1959

- 1960 : (1) Commission de contrôle sur la **gestion de la réunion des théâtres lyriques nationaux**
Président : M. MASTEAU
Rapporteur : M. PELLENC
- 1966 : (2) Commission de contrôle sur les **problèmes d'orientation dans le service public de l'enseignement**
Président et rapporteur : M. GROS
- 1967 : (3) Commission de contrôle sur les **missions de l'ORTF**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1969 : (4) Commission de contrôle sur l'**état d'exécution du V^e Plan en matière d'équipement sanitaire et social**
Président : M. GRAND
Rapporteur : M. CHAUVIN
- 1970 : (5) Commission d'enquête sur la **conception, la construction, l'aménagement et la gestion des abattoirs de la Villette**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MIGNOT
- 1973 : (6) Commission de contrôle sur les **écoutes téléphoniques**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MONORY
- 1978 : (7) Commission d'enquête sur l'**Amoco Cadiz**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. GIRAULT
- (8) Commission d'enquête sur les **conditions financières de la production des programmes des sociétés nationales de télévision**
Président : M. MIROUDOT
Rapporteur : M. CLUZEL

- 1980 : (9) Commission d'enquête sur l'**industrie textile**
Président : M. VALLON
Rapporteur : M. PONCELET
- 1982 : (10) Commission de contrôle sur les **services de l'État chargés d'une mission de sécurité publique**
Président : M. GIRAULT
Rapporteur : M. TOMASINI
- (11) Commission de contrôle sur les **établissements chargés d'accueillir les personnes âgées**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. CHERIOUX
- 1983 : (12) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme**
Président : M. PELLETIER
Rapporteur : M. MASSON
- (13) Commission d'enquête sur l'**évolution de la dette extérieure depuis 1981**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. LUCOTTE
- (14) Commission de contrôle sur l'**application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. LEGRAND
- 1984 : (15) Commission de contrôle sur la **situation en Nouvelle-Calédonie**
Président : M. BOURGES
Rapporteurs : MM. GIRAULT et TIZON
- (16) Commission de contrôle sur la **gestion de la S.N.C.F.**
Président : M. FOSSET
Rapporteur : M. MASSON
- (17) Commission de contrôle sur le **fonctionnement du service public des postes**
Président : M. de MONTALEMBERT
Rapporteur : M. VALLON
- (18) Commission de contrôle sur **Télédiffusion de France (T.D.F.)**
Président : M. PINTAT
Rapporteur : M. PASQUA

- (19) Commission d'enquête sur les **conditions de conclusion des concessions de canaux de communication audiovisuelle**
Président : M. RAUSCH
Rapporteur : M. de ROHAN
- 1986 : (20) Commission d'enquête sur les **manifestations étudiantes de novembre et décembre 1986**
Président : M. TAITTINGER
Rapporteur : M. MASSON
- 1988 : (21) Commission de contrôle sur les **opérations financières sur le capital des sociétés privatisées**
Président : M. de VILLEPIN
Rapporteur : M. CHINAUD
- 1990 : (22) Commission de contrôle sur la **gestion des services relevant du ministère de l'Intérieur chargés d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes**
Président : M. Louis BOYER
Rapporteur : M. LANIER
- (23) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (24) Commission de contrôle sur l'**organisation et le fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré**
Président : M. BLIN
Rapporteur : M. BOURDIN
- (25) Commission de contrôle sur **Air France**
Président : M. CARTIGNY
Rapporteur : M. VINÇON
- 1991 : (26) Commission de contrôle sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen**
Président : M. MASSON
Rapporteur : M. de VILLEPIN
- (27) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du marché laitier**
Président : M. GRUILLOT
Rapporteur : M. DAUNAY
- (28) Commission d'enquête sur le **fonctionnement des juridictions administratives**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. ARTHUIS

- (29) Commission d'enquête sur le **système transfusionnel français**
Président : M. SOURDILLE
Rapporteur : M. HURIET
- 1992 : (30) Commission d'enquête sur les **conditions d'accueil de M. HABACHE sur le territoire français**
Président : M. LAURENT
Rapporteur : M. LARCHER
- (31) Commission d'enquête sur la **situation financière de la S.N.C.F.**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. BELOT
- 1997 : (32) Commission d'enquête sur la **politique énergétique de la France**
Président : M. VALADE
Rapporteur : M. REVOL
- (33) Commission d'enquête sur les **grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteur : M. LARCHER
- (34) Commission d'enquête sur les **35 heures**
Président : M. GOURNAC
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (35) Commission d'enquête sur la **régularisation des « sans-papiers »**
Président : M. MASSON
Rapporteur : M. BALARELLO
- 1998 : (36) Commission d'enquête sur les **personnels des écoles et de l'enseignement du second degré**
Président : M. GOUTEYRON
Rapporteur : M. GRIGNON
- 1999 : (37) Commission d'enquête sur la conduite de la **politique de sécurité menée par l'État en Corse**
Président : M. COURTOIS
Rapporteur : M. GARREC
- 2000 : (38) Commission d'enquête sur les **conditions de détention dans les établissements pénitentiaires en France**
Président : M. HYEST
Rapporteur : M. CABANEL

- (39) Commission d'enquête sur les **conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage** et les conséquences qui en résultent pour la santé des consommateurs
Président : M. DÉRIOT
Rapporteur : M. BIZET
- 2001 : (40) Commission d'enquête sur les **inondations de la Somme**, afin d'établir les causes et les responsabilités de ces crues, d'évaluer les coûts et de prévenir les risques d'inondation
Président : M. DENEUX
Rapporteur : M. MARTIN
- 2002 : (41) Commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles **les mineurs délinquants** peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs
Président : M. SCHOSTECK
Rapporteur : M. CARLE
- 2003 : (42) Commission d'enquête sur la politique nationale de lutte contre les **drogues illicites**
Présidente : Mme OLIN
Rapporteur : M. PLASAIT
- (43) Commission d'enquête sur **la maltraitance envers les personnes handicapées** accueillies en institution et les moyens de la prévenir
Président : M. P. BLANC
Rapporteur : M. JUILHARD
- 2005 : (44) Commission d'enquête sur **l'immigration clandestine**
Président : M. G. OTHILY (RDSE)
Rapporteur : M. F.-N. BUFFET (UMP)
- 2010 : (45) Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans **la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1) - Droit de tirage du groupe CRC-SPG¹**
Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)
Rapporteur : M. Alain MILON (UMP)
- 2012 : (46) Commission d'enquête sur **l'évasion des capitaux** et des actifs hors de France et ses incidences fiscales - Droit de tirage du groupe CRC³⁸
Président : M. Philippe DOMINATI (UMP)
Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

(47) Commission d'enquête sur le **coût réel de l'électricité** afin d'en déterminer l'imputation aux différents agents économiques – Droit de tirage du groupe écologiste³⁸

Président : M. Ladislav PONIATOWSKI (UMP)

Rapporteur : M. Jean DESESSARD (ÉCOLO)

- 2013 : (48) Commission d'enquête sur **l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** – Droit de tirage du groupe RDSE³⁸

Président : M. Alain MILON (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)

(49) Commission d'enquête sur **l'efficacité de la lutte contre le dopage** – Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. Jean-François HUMBERT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Jacques LOZACH (SOC)

(50) Commission d'enquête sur le **rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** et ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre – Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. François PILLET (UMP)

Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)

- 2014 : (51) Commission d'enquête sur les **modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds** – Droit de tirage du groupe socialiste¹

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteuse : Mme Virginie KLÈS (SOC)

- 2015 : (52) Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la **lutte contre les réseaux djihadistes** en France et en Europe – Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Présidents : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC) –
M. André REICHARDT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Pierre SUEUR (SOC)

(53) Commission d'enquête sur la réalité du **détournement du crédit d'impôt recherche** de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays – Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Francis DELATTRE (UMP)

Rapporteuse : Mme Brigitte GONTHIER-MAURIN (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(54) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du service public de l'éducation**, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession – Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Françoise LABORDE (RDSE)

Rapporteur : M. Jacques GROSPERRIN (UMP)

(55) Commission d'enquête sur le coût économique et financier de la **pollution de l'air** – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François HUSSON (UMP)

Rapporteuse : Mme Leïla AÏCHI (ECOLO)

(56) Commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des **autorités administratives indépendantes** – Droit de tirage du groupe RDSE³⁹

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)

- 2016 : (57) Commission d'enquête sur les **chiffres du chômage en France** et dans les pays de l'**Union européenne**, ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Présidente : Mme Anne EMERY-DUMAS (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe DALLIER (Les Républicains)

- 2017 : (58) Commission d'enquête sur les **frontières européennes**, le **contrôle des flux des personnes** et des **marchandises en Europe** et l'**avenir de l'espace Schengen** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Jean-Claude REQUIER (RDSE)

Rapporteur : M. François-Noël BUFFET (Les Républicains)

(59) Commission d'enquête sur la réalité des **mesures de compensation des atteintes à la biodiversité** engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi – Droit de tirage du groupe écologiste³⁹

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteur : M. Ronan DANTEC (Écologiste)

- 2018 : (60) Commission d'enquête sur l'**état des forces de sécurité intérieure** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Michel BOUTANT (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. François GROSDIDIER (Les Républicains)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(61) Commission d'enquête sur l'**organisation** et les **moyens** des **services** l'**État** pour **faire face** à l'**évolution** de la **menace terroriste** après la **chute** de l'**État Islamique** - Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Bernard CAZEAU (LaREM)

Rapporteur : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UC)

(62) Commission d'enquête sur les **mutations** de la **Haute fonction publique** et leurs **conséquences** sur le **fonctionnement** des **institutions** de la **République** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Président : M. Vincent DELAHAYE (UC)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (CRCE)

- 2019 : (63) Commission d'enquête sur la **souveraineté numérique** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Franck MONTAUGÉ (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Gérard LONGUET (Les Républicains)

(64) Commission d'enquête chargée d'**évaluer** l'**intervention** des **services** de l'**État** dans la **gestion** des **conséquences environnementales, sanitaires** et **économiques** de l'**incendie** de l'**usine Lubrizol à Rouen**

Président : M. Hervé MAUREY (UC)

Rapporteuses : Mmes Christine BONFANTI-DOSSAT (Les Républicains) et Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)

(65) Commission d'enquête sur les **réponses apportées par les autorités publiques** au **développement** de la **radicalisation islamiste** et les **moyens** de la **combattre** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Présidente : Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)

Rapporteuse : Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (Les Républicains)

- 2020 (66) Commission d'enquête sur les **problèmes sanitaires** et **écologiques liés** aux **pollutions** des **sols** qui ont accueilli des **activités industrielles** ou **minières**, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain³⁹

Président : M. Laurent LAFON (UC)

Rapporteuse : Mme Gisèle JOURDA (Socialiste et républicain)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(67) Commission d'enquête sur le **contrôle**, la **régulation** et l'**évolution** des **concessions autoroutières** - Droit de tirage du groupe Union centriste¹

Président : M. Éric JEANSANNETAS (RDSE)

Rapporteur : M. Vincent DELAHAYE (UC)

(68) Commission d'enquête pour l'**évaluation** des **politiques publiques face aux grandes pandémies** à la **lumière** de la **crise sanitaire** de la **covid-19** et de sa **gestion**

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteurs : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains),
M. Bernard JOMIER (Socialiste et républicain) et
Mme Sylvie VERMEILLET (UC)

- 2021 (69) Commission d'enquête sur l'**influence croissante** des **cabinets de conseil privés sur les politiques publiques** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Président : M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Éliane ASSASSI (CRCE)

(70) Commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une **concentration** dans les **médias en France**, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la **démocratie** - Droit de tirage du groupe SER¹

Président : M. Laurent LAFON (UC)

Rapporteur : M. David ASSOULINE (SER)

(71) Commission d'enquête sur **la situation de l'hôpital et le système de santé en France** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Bernard JOMIER (SER)

Rapporteur : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)

- 2023 (72) Commission d'enquête sur l'**efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique** - Droit de tirage du groupe EST¹

Présidente : Mme Dominique ESTROSI SASSONE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Guillaume GONTARD (GEST)

(73) Commission d'enquête sur la **pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Présidente : Mme Sonia de LA PROVÔTÉ (UC)

Rapporteuse : Mme Laurence COHEN (CRCE)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

(74) Commission d'enquête sur **l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Président : M. Mickaël VALLET (SER)

Rapporteur : M. Claude MALHURET (Les Indépendants)

(75) Commission d'enquête sur **l'impact du narcotrafic en France et mesures à prendre pour y remédier** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Jérôme DURAIN (SER)

Rapporteur : M. Etienne BLANC (Les Républicains)

(76) Commission d'enquête sur les **moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France**– Droit de tirage du groupe EST¹

Président : M. Roger KAROUTCHI (Les Républicains)

Rapporteur : M. Yannick JADOT (GEST)

- 2024

(77) Commission d'enquête sur la **production, consommation et prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050** – Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Franck MONTAUGÉ (SER)

Rapporteur : M. Vincent DELAHAYE (UC)

(78) Commission d'enquête sur **les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté** – Droit de tirage du groupe SER¹

Président : M. Dominique DE LEGGE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Rachid TEMAL (SER)

(79) Commission d'enquête sur la **paupérisation des copropriétés immobilières** – Droit de tirage du groupe CRCE-K¹

Présidente : Mme Amel GACQUERRE (UC)

Rapporteuse : Mme Marianne MARGATÉ (CRCE-K)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

XI. LISTE DES 99 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1969

- 1969 : (1) Mission d'information sur l'étude de l'ensemble des questions nucléaires
Président : M. COUDE DU FORESTO
Rapporteurs : MM. ARMENGAUD, CHAUTY, HOUDET, MAURICE-BOKANOWSKI et VERILLON
- 1971 : (2) Mission d'information sur la régularité de la gestion de l'O.R.T.F. et les relations entretenues par cet organisme avec diverses entreprises publiques ou semi-publiques dans le domaine de la publicité
Président : M. CAILLAVET
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1977 : (3) Mission d'information sur les enjeux et les conditions des équilibres extérieurs de la France
- 1979 : (4) Mission d'information sur les perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international
- 1980 : (5) Mission d'information sur l'industrie automobile et son avenir
Président : M. BRACONNIER
Rapporteur : Mme Brigitte GROS
- 1983 : (6) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation et dressant un premier bilan
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET
- 1984 : (7) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (2^{ème} bilan)
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET
- 1986 : (8) Mission d'information sur l'avenir des télécommunications en France et en Europe
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. RAUSCH
- 1988 : (9) Mission d'information sur la situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers publics, privés et privés à but non lucratif et sur la qualité de la vie en milieu hospitalier et les moyens de les améliorer
Président : M. HURIET
Rapporteur : M. DESCOURS

- 1989 : (10) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et les propositions d'éléments d'une politique d'aménagement**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteur : MM. HAENEL, HUCHON et du LUART
- (11) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'immigration en France et les propositions d'éléments d'une politique d'intégration**
Président : M. CHERIOUX
Rapporteur : M. THYRAUD
- 1990 : (12) Mission d'information sur le **déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (3^{ème} bilan)**
Président : M. PASQUA
Rapporteur : M. HOEFFEL
- 1991 : (13) Mission d'information sur les **conditions de la gestion technique, administrative et financière de la transfusion sanguine en France et les moyens de l'améliorer, notamment dans le respect des principes du don bénévole de sang**
Président : M. SOURDILLE
Rapporteur : M. HURIET
- (14) Mission d'information sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985**
Président : M. P. MASSON
Rapporteur : M. de VILLEPIN
- 1992 : (15) Mission d'information sur les **problèmes de l'aménagement du territoire**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteurs : MM. LARCHER, HUCHON, du LUART et PERREIN
- (16) Mission d'information sur la **télévision éducative**
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. TREGOUET
- 1994 : (17) Mission d'information sur les **conditions de sécurité du transport maritime et les risques de pollution du littoral**
Président : M. de CATUELAN
Rapporteur : M. J.F. LE GRAND

- 1996 : (18) Mission d'information sur la **contribution des nouvelles technologies de l'information au développement économique, social et culturel de la France**
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. JOYANDET assisté de MM. HERISSON et TÜRK
- 1996 : (19) Mission d'information sur la **place et le rôle des femmes dans la vie publique**
Président : Mme OLIN
Rapporteur : M. RICHERT
- 1998 : (20) Mission d'information sur le **bilan de la décentralisation et les améliorations de nature à faciliter l'exercice des compétences locales**
Président : M. DELEVOYE
Rapporteur : M. MERCIER
- 2000 : (21) Mission d'information sur les **questions liées à la marée noire provoquée par le naufrage du navire Erika**
Président : Mme HEINIS
Rapporteur : M. de RICHEMONT
- (22) Mission d'information sur les **questions liées à l'expatriation des compétences, des capitaux et des entreprises**
Président : M. BADRÉ
Rapporteur : M. FERRAND
- 2002 : (23) Mission d'information chargée de dresser un **bilan de la politique de la montagne**
Président : M. J. BLANC
Rapporteur : M. AMOUDRY
- 2003 : (24) Mission d'information sur **la France et les Français face à la canicule : les leçons d'une crise**
Président : M. PELLETTIER
Rapporteurs : MM. FLANDRE et LEPELTIER, Mme LÉTARD
- 2005 : (25) Mission d'information sur le bilan et les conséquences de la **contamination par l'amiante**
Président : M. VANLERENBERGHE (UC-UDF)
Rapporteur : M. DÉRIOT (UMP)
- (26) Mission d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des **politiques conduites envers les quartiers en difficulté** depuis une quinzaine d'années
Président : M. TÜRK (NI)
Rapporteur : M. P. ANDRÉ (UMP)

- 2006 : (27) Mission d'information sur la **notion de centre de décision économique** et les conséquences qui s'attachent, dans ce domaine, à l'attractivité du territoire national
Président : M. MARINI (UMP)
Rapporteur : M. C. GAUDIN (UC-UDF)
- 2007 : (28) Mission d'information sur **le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle**
Président : M. CARLE (UMP)
Rapporteurs : M. SEILLIER (RDSE), Mmes DEMONTÈS (SOC) et DINI (UC-UDF)
- (29) Mission d'information sur la **sécurité d'approvisionnement électrique de la France** et les moyens de la préserver
Président : M. SIDO (UMP)
Rapporteurs : MM. PASTOR (SOC), DENEUX (UC-UDF) et BILLOUT (CRC)
- (30) Mission d'information sur la **prise en charge de la dépendance** et la création du cinquième risque
Président : M. MARINI (UMP)
Rapporteur : M. VASSELLE (UMP)
- 2008 : (31) Mission d'information sur **les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion**
Président : M. DEMUYNCK (UMP)
Rapporteur : M. SEILLIER (RDSE)
- (32) Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales
Président : M. BELOT (UMP)
Rapporteurs : Mme GOURAULT (UC) et M. KRATTINGER (SOC)
- 2009 : (33) Mission d'information sur la situation des **départements d'outre-mer**
Président : M. S. LARCHER (App. SOC)
Rapporteur : M. DOLIGÉ (UMP)
- (34) Mission d'information sur la **politique en faveur des jeunes**
Président : Mme LE TEXIER (SOC)
Rapporteur : M. DEMUYNCK (UMP)

- 2009 : (35) Mission commune d'information sur le **traitement des déchets** - Droit de tirage du groupe UC¹
Président : M. BRAYE (UMP)
Rapporteur : M. SOULAGE (UC)
- 2010 : (36) Mission commune d'information sur **les conséquences de la tempête Xynthia**
Président : M. RETAILLEAU (NI)
Rapporteur : M. ANZIANI (SOC)
- (37) Mission commune d'information sur la **désindustrialisation des territoires** - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. BOURQUIN (SOC)
Rapporteur : M. CHATILLON (Ratt. UMP)
- (38) Mission commune d'information Assemblée/Sénat sur les **toxicomanies**
Président : M. François PILLET (pour le Sénat) (UMP)
Rapporteur : M. Gilbert BARBIER (pour le Sénat) (RDSE)
- (39) Mission commune d'information sur **l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation** - Droit de tirage du groupe UMP¹
Président : M. Serge LAGAUCHE (SOC)
Rapporteur : M. Jean-Claude CARLE (UMP)
- 2011 : (40) Mission commune d'information sur le « **Mediator** »
Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)
Rapporteur : Mme Marie-Thérèse HERMANGE (UMP)
- (41) Mission commune d'information sur la **Révision générale des politiques publiques** - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. François PATRIAT (SOC)
Rapporteur : M. Dominique de LEGGE (UMP)
- (42) Mission commune d'information sur « **Pôle emploi** »
Président : M. Claude JEANNEROT (SOC)
Rapporteur : M. Jean-Paul ALDUY (UMP)
- (43) Mission commune d'information sur les **conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : Mme Anne-Marie ESCOFFIER (RDSE)
Rapporteur : M. Charles GUENÉ (UMP)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

- 2012 :
- (44) Mission commune d'information sur **les inondations qui se sont produites dans le Var** et, plus largement, dans le Sud-Est de la France au mois de novembre 2011
Président : M. Louis NÈGRE (UMP)
Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (RDSE)
- (45) Mission commune d'information sur les **dispositifs médicaux implantables** et les interventions à visées esthétiques - Droit de tirage du groupe UMP¹
Présidente : Mme Chantal JOUANNO (UMP)
Rapporteur : M. Bernard CAZEAU (SOC)
- (46) Mission commune d'information sur **les pesticides et leur impact sur la santé** et l'environnement - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Présidente : Mme Sophie PRIMAS (UMP)
Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (SOC)
- (47) Mission commune d'information sur le fonctionnement, la méthodologie et la crédibilité **des agences de notation** - Droit de tirage du groupe UCR¹
Présidente : Mme Frédérique ESPAGNAC (SOC)
Rapporteur : M. Aymeri de MONTESQUIOU (UCR)
- (48) Mission commune d'information sur la **filière viande en France et en Europe** - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹
Présidente : Mme Bernadette BOURZAI (SOC)
Rapporteuse : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UDI-UC)
- 2013 :
- (49) Mission commune d'information sur l'**action extérieure** de la France en matière de **recherche** et de **développement** - Droit de tirage du groupe écologiste¹
Président : M. Henri de RAINCOURT (UMP)
Rapporteuse : Mme Kalliopi ANGO ELA (ÉCOLO)
- (50) Mission commune d'information sur l'avenir de l'**organisation décentralisée** de la **République** - Droit de tirage du groupe UMP³⁹
Président : M. Jean-Pierre RAFFARIN (UMP)
Rapporteur : M. Yves KRATTINGER (SOC)
- 2014 :
- (51) Mission commune d'information sur le **sport professionnel** et les **collectivités territoriales** - Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : M. Michel SAVIN (UMP)
Rapporteur : M. Stéphane MAZARS (RDSE)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(52) Mission commune d'information sur la réforme des **rythmes scolaires** - Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Françoise CARTRON (SOC)

(53) Mission commune d'information sur le **nouveau rôle** et la **nouvelle stratégie** pour **l'Union européenne** dans la **gouvernance mondiale** de **l'Internet** - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Président : M. Gaëtan GORCE (SOC)

Rapporteuse : Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UDI-UC)

(54) Mission commune d'information sur **l'accès** aux **documents administratifs** et aux **données publiques** - Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-Jacques HYEST (UMP)

Rapporteuse : Mme Corinne BOUCHOUX (Écologiste)

(55) Mission commune d'information sur la réalité de **l'impact** sur **l'emploi** des **exonérations** de **cotisations sociales** accordées aux **entreprises** - Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Charles GUENÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Michelle DEMESSINE (CRC)

- 2015 : (56) Mission commune d'information sur la commande publique - Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (SOC)

(57) Mission d'information sur **l'organisation**, la **place** et le **financement** de **l'Islam** en **France** et de ses **lieux de culte** - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)

Rapporteur : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC)

Co-rapporteur : M. André REICHARDT (Les Républicains)

- 2016 : (58) Mission d'information sur la **position** de la **France** à l'égard de **l'accord** de mars 2016 entre **l'Union européenne** et la **Turquie** relatif à la **crise** des **réfugiés** et sur les **conditions** de **mise en œuvre** de cet accord - Droit de tirage du groupe Communiste républicain et citoyen¹

Président : M. Jacques LEGENDRE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel BILLOUT (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(59) Mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Daniel PERCHERON (Socialiste et républicain)

(60) Mission d'information sur l'**inventaire** et le **devenir** des **matériaux** et **composants** des **téléphones mobiles** - Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteuse : Mme Marie-Christine BLANDIN (Écologiste)

- 2017 : (61) Mission d'information sur la **situation** de la **psychiatrie** des **mineurs en France** - Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (RDSE)

(62) Mission d'information sur : « **Démocratie représentative, démocratie participative, démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 ?** » - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Président : M. Henri CABANEL (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

- 2018 : (63) Mission d'information sur **Alstom** et la **stratégie industrielle** du pays - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Alain CHATILLON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (Socialiste et républicain)

(64) Mission d'information sur la **réinsertion** des **mineurs enfermés** - Droit de tirage du groupe LaREM¹

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (LaREM)

(65) Mission d'information sur le **développement** de l'**herboristerie** et des **plantes médicinales**, des **filières** et **métiers d'avenir** - Droit de tirage du groupe RDSE¹

Présidente : Mme Corinne IMBERT (Les Républicains)

Rapporteur : M. Joël LABBÉ (RDSE)

(66) Mission d'information sur la **pénurie** de **médicaments** et de **vaccins** - Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Président : M. Yves DAUDIGNY (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Jean-Pierre DECOOL (Les Indépendants)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

2019 : (67) Mission commune d'information sur les **politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles** susceptibles d'être commises par des **personnes en contact avec des mineurs** dans le cadre de l'exercice de leur métier ou de leurs fonctions

Présidente : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)
Rapporteurs : Mmes Marie MERCIER (Les Républicains),
Michelle MEUNIER (Socialiste et républicain) et
Dominique VÉRIEN (Union Centriste)

(68) Mission d'information sur la **gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation** - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Michel VASPART (Les Républicains)
Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)

(69) Mission d'information sur le thème : « **Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^{ème} siècle** : opportunité de croissance et de développement » - Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Franck MENONVILLE (Les Indépendants)
Rapporteuse : Mme Valérie LÉTARD (Union Centriste)

(70) Mission d'information sur le thème : « **Gratuité des transports collectifs** : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Présidente : Mme Michèle VULLIEN (Union Centriste)
Rapporteur : M. Guillaume GONTARD (CRCE)

(71) Mission d'information sur les **transports aériens et l'aménagement des territoires** - Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Vincent CAPO-CANELLAS (Union Centriste)
Rapporteuse : Mme Josiane COSTES (RDSE)

(72) Mission d'information sur la **sous-utilisation chronique des fonds européens** en France - Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Présidente : Mme Laurence HARRIBEY (Socialiste et républicain)
Rapporteuse : Mme Colette MÉLOT (Les Indépendants)

(73) Mission commune d'information relative au **sauvetage en mer** et à la **sécurité maritime**

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)
Rapporteur : M. Didier MANDELLI (Les Républicains)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2020 :
- (74) Mission d'information « **Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain ?** » – Droit de tirage du groupe CRCE¹
 - Président : M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)
 - Rapporteuse : Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)
 - (75) Mission d'information « **Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique** » – Droit de tirage du groupe RDSE¹
 - Président : M. Jean-Marie MIZZON (UC)
 - Rapporteur : M. Raymond VALL (RDSE)
 - (76) Mission d'information sur le **fonctionnement** et l'**organisation** des **fédérations sportives** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹
 - Président : M. Jean-Jacques LOZACH (Socialiste et républicain)
 - Rapporteur : M. Alain FOUCHÉ (Les Indépendants)
 - (77) Mission d'information sur le **trafic de stupéfiants en provenance de Guyane** – Droit de tirage du groupe La République En Marche¹
 - Président : M. Olivier CIGOLOTTI (UC)
 - Rapporteur : M. Antoine KARAM (LaREM)
- 2021 :
- (78) Mission d'information **destinée à évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités**
 - Président : M. Bernard JOMIER (SER)
 - Rapporteurs : M. Jean-Michel ARNAUD (UC) et M. Roger KAROUTCHI (Les Républicains)
 - (79) Mission d'information sur les **conditions** de la **vie étudiante** – Droit de tirage du groupe UC¹
 - Président : M. Pierre OUZOULIAS (CRCE)
 - Rapporteur : M. Laurent LAFON (UC)
 - (80) Mission d'information sur l'**évolution** et la **lutte contre la précarisation** et la **paupérisation d'une partie des Français** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹
 - Présidente : Mme Annie LE HOUEROU (SER)
 - Rapporteur : Mme Frédérique PUISSAT (Les Républicains)
 - (81) Mission d'information sur le **harcèlement scolaire** et le **cyberharcèlement** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹
 - Présidente : Mme Sabine VAN HEGHE (SER)
 - Rapporteuse : Mme Colette MÉLOT (Les Indépendants)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(82) Mission d'information sur l'**ubérisation** de la **société** : quel **impact** des **plateformes numériques** sur les **métiers** et l'**emploi** ? – Droit de tirage du groupe CRCE¹

Présidente : Mme Martine BERTHET (Les Républicains)

Rapporteur : M. Pascal SAVOLDELLI (CRCE)

(83) Mission d'information sur la **politique** en **faveur** de l'**égalité** des **chances** et de l'**émancipation** de la **jeunesse** – Droit de tirage du groupe SER¹

Président : M. Jean HINGRAY (UC)

Rapporteuse : Mme Monique LUBIN (SER)

(84) Mission d'information sur « La **méthanisation** dans le **mix énergétique** : **enjeux** et **impacts** » – Droit de tirage du groupe GEST¹

Président : M. Pierre CUYPERS (Les Républicains)

Rapporteur : M. Daniel SALMON (GEST)

(85) Mission d'information sur l'**enseignement agricole**, **outil indispensable** au cœur des **enjeux** de nos **filières agricoles** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Jean-Marc BOYER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)

(86) Mission d'information les **influences étatiques extra-européennes** dans le **monde universitaire** et **académique français** et leurs **incidences** – Droit de tirage du groupe RDPI¹

Président : M. Étienne BLANC (Les Républicains)

Rapporteur : M. André GATTOLIN (RDPI)

(87) Mission d'information sur le thème « **Comment redynamiser la culture citoyenne ?** » – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Stéphane PIEDNOIR (Les Républicains)

Rapporteur : M. Henri CABANEL (RDSE)

(88) Mission d'information sur le thème « **Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXI^e siècle** » – Droit de tirage du groupe EST¹

Président : M. Guillaume CHEVROLLIER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Mélanie VOGEL (GEST)

(89) Mission d'information sur la **judiciarisation de la vie publique** : **une chance pour l'État de droit ? Une mise en question de la démocratie représentative ? Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie ?** – Droit de tirage du groupe UC¹

Présidente : Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

- (90) Mission d'information sur le thème « **Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française** » – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹
Président : M. Christian REDON-SARRAZY (SER)
Rapporteur : Mme Vanina PAOLI-GAGIN (Les Indépendants)
- (91) Mission d'information sur « **L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ?** » – Droit de tirage du groupe RDPI¹
Président : M. Michel CANÉVET (UC)
Rapporteur : M. Teva ROHFRIETSCH (RDPI)
- 2023
- (92) Mission d'information sur le **développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert** – Droit de tirage du groupe UC¹
Président : M. Gilbert-Luc DEVINAZ (SER)
Rapporteur : M. Vincent CAPO-CANELLAS (UC)
- (93) Mission d'information sur **l'avenir de la commune et du maire en France** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹
Présidente : Mme Maryse CARRÈRE (RDSE)
Rapporteur : M. Mathieu DARNAUD (Les Républicains)
- (94) Mission d'information sur la « **gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement** » – Droit de tirage du groupe SER¹
Président : M. Rémy POINTEREAU (Les Républicains)
Rapporteur : M. Hervé GILLÉ (SER)
- (95) Mission d'information sur « **le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique** » – Droit de tirage du groupe RDPI¹
Président : M. Jean-Marie MIZZON (UC)
Rapporteuse : Mme Nadège HAVET (RDPI)
- (96) Mission d'information sur « **l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales** » – Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : M. Jérôme BASCHER (Les Républicains)
Rapporteuse : Mme Guylène PANTEL (RDSE)
- 2024
- (97) Mission d'information sur « **complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français** » – Droit de tirage du groupe RDPI¹
Présidente : Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE (Les Républicains)
Rapporteur : M. Xavier IACOVELLI (RDPI)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

(98) Mission d'information sur « **l'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale** » - Droit de tirage du groupe RDSE¹

Présidente : Mme Annick JACQUEMET (UC)

Rapporteuse : Mme Véronique GUILLOTIN (RDSE)

(99) Mission d'information sur « **le périmètre d'intervention et les compétences des architectes des bâtiments de France (ABF)** » - Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Présidente : Mme Marie-Pierre MONIER (SER)

Rapporteur : M. Pierre-Jean VERZELEN (Les Indépendants)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

ANNEXES - CALENDRIERS DE LA SESSION 2023-2024

I. DATES DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

DATE	HEURE
5 octobre 2023	18 heures
31 octobre 2023	17 heures
15 novembre 2023	18 heures
13 décembre 2023	18 heures
24 janvier 2024	18 heures
14 février 2024	18 heures
20 mars 2024	18 heures
10 avril 2024	18 heures
15 mai 2024	18 heures
10 juin 2024 ¹	16 heures 30
18 juillet 2024	14 heures 30
17 septembre 2024	17 heures
25 septembre 2024	14 heures 30

¹ Le 10 juin 2024, la Conférence des Présidents s'est réunie à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale.

II. CALENDRIER DE LA SESSION 2023-2024¹

CALENDRIER DE LA SESSION 2023-2024
(SEMAINES DU GOUVERNEMENT ET SEMAINES SÉNATORIALES, QUESTIONS, ESPACES RÉSERVÉS AUX GROUPES)
adopté par la Conférence des Présidents le 31 octobre 2023, modifié le 24 janvier et le 20 mars 2024

Octobre 2023		Novembre 2023		Décembre 2023		Janvier 2024		Février 2024		Mars 2024		Avril 2024		Mai 2024		Juin 2024	
dim 01		mer 01	Troussaint	ven 01		lun 01	Jour de l'an	jeu 01	OO	ven 01		lun 01	L. de Plaque	mer 01	Fête du travail	sam 01	
lun 02	Ouverture	jeu 02		sam 02		mar 02		ven 02		sam 02		mar 02		jeu 02		dim 02	
mar 03		ven 03		dim 03		mer 03		sam 03		dim 03		mer 03	GAG	ven 03		lun 03	
mer 04		sam 04		lun 04		jeu 04		dim 04		lun 04		jeu 04		sam 04		mar 04	OO
jeu 05		dim 05		mar 05	OO	ven 05		lun 05		mar 05		ven 05		dim 05		mer 05	GAG
ven 06		lun 06		mer 06		sam 06		dim 06		mer 06	GAG	sam 06		lun 06		jeu 06	
sam 07		mar 07		jeu 07		dim 07		mer 07	OO	jeu 07	OO	dim 07		mar 07	OO	ven 07	
dim 08		mer 08	GAG	ven 08		lun 08		jeu 08		ven 08		lun 08		mer 08	Victoire 1945	sam 08	
lun 09		jeu 09		sam 09		mar 09		ven 09		sam 09		mar 09	OO	jeu 09	Ascension	dim 09	
mar 10		ven 10		dim 10		mer 10		sam 10		dim 10		mer 10	GAG SER	jeu 10		lun 10	
mer 11	GAG	sam 11	Armistice 1918	lun 11		jeu 11		dim 11		lun 11		jeu 11	RDSE	sam 11		mar 11	
jeu 12	OO	dim 12		mar 12	Vote sur l'ensemble PLF	ven 12		lun 12		mar 12		ven 12		dim 12		mer 12	GAG UC
ven 13		lun 13		mer 13	GAG GEST	sam 13		mar 13		mer 13	GAG	ven 13		lun 13		jeu 13	SER
sam 14		mar 14		jeu 14	RDPI UC	dim 14		mer 14	GAG SER	jeu 14		dim 14		mar 14		ven 14	
dim 15		mer 15	GAG	ven 15		lun 15		jeu 15	SER	ven 15		lun 15		mer 15	GAG	sam 15	
lun 16		jeu 16		sam 16		mar 16		ven 16		sam 16		mar 16		jeu 16		dim 16	
mar 17		ven 17		dim 17		mer 17	GAG	sam 17		dim 17		mer 17		ven 17		lun 17	
mer 18	GAG	sam 18		lun 18		jeu 18		dim 18		lun 18		jeu 18		sam 18		mar 18	
jeu 19		dim 19		mar 19	OO	mer 19		lun 19		mar 19	OO	ven 19		dim 19		mer 19	GAG
ven 20		lun 20		mer 20	GAG	jeu 20		mar 20		mer 20	GAG UC	sam 20		lun 20	Pentecôte	jeu 20	
sam 21		mar 21	Vote sur l'ensemble PLFSS	jeu 21		dim 21		mer 21		jeu 21	CRCE-K	dim 21		mar 21		ven 21	
dim 22		mer 22	GAG SER	ven 22		lun 22		jeu 22		ven 22		lun 22		mer 22	GAG	sam 22	
lun 23		jeu 23	RDSE	sam 23		mar 23		ven 23		sam 23		mar 23		jeu 23		dim 23	
mar 24		ven 24		dim 24		mer 24	GAG SER	sam 24		dim 24		mer 24		ven 24		lun 24	
mer 25	GAG	sam 25		lun 25	Noël	jeu 25	UC	dim 25		lun 25		jeu 25		sam 25		mar 25	OO
jeu 26		dim 26		mar 26		ven 26		lun 26		mar 26		ven 26		dim 26		mer 26	GAG
ven 27		lun 27		mer 27		sam 27		mar 27		mer 27		ven 27	GAG	jeu 27		dim 27	
sam 28		mar 28		jeu 28		dim 28		mer 28	GAG	jeu 28		dim 28		mar 28		ven 28	
dim 29		mer 29	GAG	ven 29		lun 29		jeu 29		ven 29		lun 29		mer 29	GAG RCP	sam 29	
lun 30	Les travaux	jeu 30		sam 30		mar 30		dim 30		sam 30		mar 30	GAG	jeu 30	GEST	dim 30	Ciôture session
mar 31	OO CRCE-K			dim 31		mer 31		jeu 31		dim 31		mer 31		ven 31			

Semaines du Gouvernement
 Semaines de contrôle
 PLFSS
 PLF
 Suspension des travaux en séance plénière
 Espaces réservés aux groupes politiques
 Séances de GAG
 OO Séances de OO

¹ Du fait de la dissolution de l'Assemblée nationale, le Sénat a ajourné ses travaux le 10 juin.